



Montpellier, le - 4 JUIL. 2012

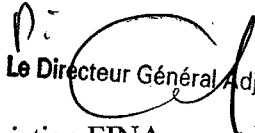
N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2012-3559

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du jeudi 28 juin 2012 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,


Le Directeur Général Adjoint des Services

Christian FINA.

Yves NURIT



Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DU 28 JUIN 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le vingt-huit juin à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

MM B. ABBOU, J.-M. ALAUZET, F. ANDREU, F. ARAGON, M. ASLANIAN, J.F. AUDRIN, A. BARRANDON, Mmes E. BECCARIA, A. BENEZECH, A. BENOUEGHIA JAFFIOL, F. BERGER, N. BIGAS, S. BLANPIED, S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mmes T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. CASSAR, MM J.M. CASTET, P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, MM P. COMBETTES, J.-P. COULET, Mmes M. COUVERT, P. DANAN, G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, MM P. DUDIEUZERE, M. DUFOUR, S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, MM J.-L. GELY, L. JAOUL, B. JEAN, R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, MM M. LANDIER, J.-M. LEGOUGE, M. LEVITA, L. LOPEZ, J.-M. LUSSERT, R. MAILHE, J. MARTIN, H. MARTIN, P. MAUREL, J.-L. MEISSONNIER, C. MEUNIER, Mmes P. MIENVILLE, N. MIRAOU, MM C. MORALES, J.-P. MOURE, M. PASSET, G. PASTOR, Y. PELLET, L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, MM R. REVOL, N. SEGURA, A. SIVIEUDE, R. SUBRA, C. SUDRES, P. THINES, F. TSITSONIS, C. VALETTE, Mme S. DELAUNAY suppléante de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. H. ALLOUCHE à M. G. PASTOR, Mme M. CASTRE à M. L. POUGET, M. M. DELAFOSSE à M. B. ABBOU, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. J. MARTINIER à M. J.-M. ALAUZET, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. P. SAUREL à M. R. SUBRA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. J. TOUCHON à M. M. LEVITA, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Excusés :

M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. Y. PINASSEAU, M. P. VIGNAL

Absents :

M. C. BOUILLE, Mme C. TROADEC-ROBERT

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 70 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 24 MAI 2012

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du jeudi 24 mai 2012.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 24 mai 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°2012-187 - 20/04/2012 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché d'évolutions et maintien en condition opérationnelle d'un site web

Objet : Un marché d'évolutions et maintien en condition opérationnelle d'un site web développé avec le CMS DRUPAL est conclu avec la société EBIZPRODUCTION SARL sise à Marseille. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois. Le montant des prestations est compris entre un minimum de 30 000 € H.T. et un maximum de 190 000 € H.T.

N°2012-188 - 20/04/2012 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché de fournitures de logiciels anti-virus F-secure

Objet : Un marché comprenant la fourniture de licences de l'anti-virus F-Secure est conclu avec la société MISMO INFORMATIQUE sise à Labège. Ce marché concerne 1350 micro-ordinateurs et 103 serveurs installés dans les différentes directions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de la prestation s'élève à 15 923,54 € T.T.C.

N° 2012-189 - 20/04/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à un avenant de transfert pour les marchés n°03.424.029, n°03.426.053, n°03.481.011 et n°03.453.036

Objet : Suite à la fusion des sociétés BEC Frères et Razel et de la nouvelle entité et dénomination juridique en "RAZEL BEC", un avenant de transfert est passé concernant les marchés n°03.424.029, n°03.426.053, n°03.453.036 et n°03.481.011.

N° 2012-190 - 20/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de prestation de service pour animation d'un campement gaulois pendant la Fête de l'Antiquité

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec le département de reconstitution "Les enfants de Finn" de l'association France Celtique sise à Paris. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution et d'animations gauloises sur le site archéologique Lattara, les 16 et 17 juin 2012, de 10 heures à 19 heures, dans le cadre de la fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 18 juin 2012. Le montant du marché s'élève à 4 000 € T.T.C.

N° 2012-191 - 24/04/2012 - Médiathèques

Décision relative à un marché n°2926DC12 pour la numérisation et traitement de reconnaissance optique de caractères de documents textes reliés

Objet : Un marché à bons de commandes n°2926DC2 est passé avec la société ARKHENUM-43 sise à Bordeaux Cauderan, pour la numérisation et traitement de reconnaissance optique de caractères de documents textes reliés avec traitement logiciel pour l'intégration des données dans l'application web, pour la mise en valeur des collections patrimoniales de la Médiathèque Centrale Emile Zola. Le montant du marché a un minimum de 25 000 € H.T. et un maximum de 90 000 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an.

N° 2012-192 - 24/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NORMIND au sein de la pépinière d'entreprise

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NORMIND pour une période d'1 mois à compter de 1^{er} avril 2012 soit jusqu'au 30 avril 2012. A compter du 1^{er} avril 2012, la société restitue la surface de 45,03 m² du module répertorié B209 en zone orange à Cap Oméga. A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société passe de 89,62 m² à 44,59 m². A compter du 1^{er} avril 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société NORMIND pour la surface de 44,59 m² qu'elle occupe s'élève à 623,81 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-193 - 25/04/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à un dépôt de permis de démolir - Parcelle B2257, Lieu-dit Frigoulet, 100 rue de la Billière - Commune de Cournonsec

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant la villa, la dépendance et la piscine avec son local technique, sur la parcelle cadastrée section B n°2257 à Cournonsec.

N° 2012-194 - 25/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat de commande de prestations intellectuelles avec la SPL Languedoc Roussillon

Objet : Un contrat est passé avec la société SPL Languedoc-Roussillon sise à Montpellier. Ce contrat concerne la réalisation d'une étude de positionnement d'Hôtel dédié aux entreprises du secteur TIC. Le contrat, d'une durée de 5 mois, prend effet à compter de sa notification. Le montant du contrat s'élève à 48 150 € H.T.

N° 2012-195 - 25/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PIKKO au sein de la pépinière d'entreprise

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société PIKKO pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} mai 2012, soit jusqu'au 31 octobre 2012. A compter du 1^{er} mai 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société PIKKO pour la surface de 45,03 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 629,97 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-196 - 25/04/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de fourniture d'équipements sportifs de musculation et de cardio-training au Palais des Sports René Bournol

Objet : Un marché de fourniture d'équipements sportifs de musculation et de cardio-training au Palais des Sports René Bournol est passé avec la société NORDIQUE FRANCE. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 60 307,62 € H.T.

N° 2012-197 - 25/04/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de fourniture et pose d'un système de sonorisation au stade Jules Rimet de Sussargues

Objet : Un marché relatif à la fourniture et à la pose d'un système de sonorisation au stade Jules Rimet de Sussargues est passé avec la société Sud Média System. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 semaines, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 29 261,95 € H.T.

N° 2012-198 - 25/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle " L'incroyable festival"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "L'incroyable festival" joué du 13 au 15 septembre 2012 à Saint-Jean-de-Védas. Le marché est conclu avec la Compagnie Melting Pot Music. Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C.

N° 2012-199 - 25/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Grognon frères à occuper le Théâtre du Hangar afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 9 au 15 avril 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° 2012-200 - 25/04/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société Open-S au sein de la pépinière Cap Omega

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société Open-S pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} mai 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} mai 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société Open-S pour la surface de 29,91 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 388,53 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-201 - 26/04/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Les derniers jours de Gilda"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Les derniers jours de Gilda" joué du 26 au 28 avril 2012 au Théâtre Gérard Philippe de la Ville de Montpellier. Le marché est conclu avec la Compagnie ThéaVida et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 600 € T.T.C.

N° 2012-202 - 09/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée de diverses parcelles en tout et en partie

Objet : Une convention de prise de possession anticipée est conclue avec la société ASF pour les parcelles cadastrées section AZ N°12, AZ n°15, AZ n°143, BZ n°47, BZ n°50, BZ n°51, BZ n°56, CT n°93, CT n°94, CT n°95, CV n°21, CV n°20, SI n°27, SI n°28, SI n°41, SS n°1, SW n°20, SW n°21, AA n°51, AC n°90. La convention est consentie à titre gratuit.

N° 2012-203 - 04/05/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de Prestations de caractérisation du flux de vieux papiers/cartons et des bennes bois

Objet : Un marché de fourniture courantes et services est passé avec la société SCORVAL sise à Lattes. Ce marché concerne des prestations de caractérisations du flux du vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée pour le lot n°1 de 3 ans, reconductible 2 fois pour une période d'1 an, et pour le lot n°2 la durée est de 3 ans. Le montant du marché s'élève à 15 078 € H.T. pour le lot n°1 et 3 588 € H.T. pour le lot n°2 soit un maximum de 18 666 € H.T.

N° 2012-204 - 04/05/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de fourniture, collecte et traitement des emballages normalisés pour les déchets de soins

Objet : Un marché de fourniture courantes et services est passé avec les sociétés EDC Franche Comté sise à Rochefort sur Nenon pour le lot 1 et SARP Méditerranée ATO sise à Montpellier. Ce marché concerne la fourniture, collecte et traitement d'emballages normalisés pour les déchets de soins à risques infectieux des patients en auto-traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an reconductible 2 fois maximum. Le montant du marché s'élève à 34 950 € H.T. pour le lot n°1 et 21 600 € H.T. pour le lot n°2 soit 56 550 € H.T. sur la durée totale du marché.

N° 2012-205 - 09/05/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à un contrat de service relatif aux prestations de guichet unique pour la déclaration

Objet : Un contrat de service est conclu entre la société Sogelink dénommée DICT.fr et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il concerne l'enregistrement et la mise à jour des informations relatives aux réseaux de la CAM auprès du guichet unique. Le montant du prix des prestations est inclus, de manière forfaitaire, dans le ratio de prestations déjà commandées. Le contrat prend effet à compter de la date de signature des deux parties, et prendra fin le 1^{er} janvier 2013.

N° 2012-206 - 09/05/2012 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances du Musée Fabre

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement du Musée Fabre, il convient de modifier la régie d'avances. La régie prend en charge les dépenses de matériels et de fonctionnement, frais de réception, achat de denrées alimentaires périssables, ainsi qu'achats divers pour les différents services du Musée, et si nécessaire le remboursement des droits d'entrées au public. Le montant maximum de l'avance est fixé à 400 €. Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

N° 2012-207 - 09/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature de la société B2B

Objet : La candidature de la société B2B est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Déjà locataire de l'atelier n°6 de 112,5 m², elle souhaite pour les besoins de son activité installer une serre d'environ 20 m² au niveau des espaces verts de l'ensemble immobilier pour une durée de 7 mois.

N° 2012-208 - 09/05/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de travaux pour la démolition partielle des ouvrages de la station d'épuration de la Commune de Baillargues

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société Volpiliere sise à Bouillargues (30). Ce marché concerne la démolition partielle des ouvrages de la station d'épuration de Baillargues. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à l'année de parfait achèvement. Le montant du marché s'élève à 34 800 € H.T.

N° 2012-209 - 11/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle - Je pars à Zart

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Je Pars à Zart à occuper le Théâtre du Hangar afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes du 24 au 30 avril 2012, du 15 au 20 mai et du 11 au 29 juin 2012. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° 2012-210 - 11/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI EUREKA 1 – ZAC Eurêka à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI Eurêka est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA. Elle est candidate à l'acquisition du lot B14 cadastré RV 0112P de 3 979 m² pour y construire un programme immobilier de 2 135 m² de SHON. L'entreprise projette un effectif de 55 personnes dans 3 ans.

N° 2012-211 - 11/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS AMBLEM dans la ZAC Eureka à Montpellier

Objet : La candidature de la SAS AMBLEM est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA. Elle est candidate à l'acquisition du lot B15 cadastré section RV 0112p de 4195 m² pour y construire un programme immobilier de 2 220 m² de SHON. L'utilisateur final sera la société DIADOM. L'entreprise projette un effectif de 60 personnes dans 3 ans.

N° 2012-212 - 11/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de l'association Fédération Française de Karaté et Disciplines Associés dans la ZAC Jean Mermoz

Objet : La candidature de l'association Fédération Française de Karaté et Disciplines associés est agréée, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Jean Mermoz. Elle est candidate à l'acquisition du lot 5A3 parcelle cadastrée section AT 94p de 3676 m² pour y construire le Pôle France de Montpellier d'entraînement sportif d'arts martiaux de 1 350 m² SHON. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

N° 2012-213 - 11/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2109 DC09 de mission de contrôle technique pour les travaux de la cage de scène de l'Opéra Comédie

Objet : Dans le cadre des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie de faire appel à un prestataire spécialisé dans les missions de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé, pour la réalisation d'une bâche à eau exigée par la commission de sécurité incendie. Un avenant n°1 au marché n°2109DC09 est passé avec la société BUREAU VERITAS sise à Montpellier. Le présent avenant s'élève à 4 470 € H.T. soit 5 346,12 € T.T.C. Le montant du marché initial est porté de 132 640 € H.T. à 137 410 € H.T. soit 164 342,36 € T.T.C. L'incidence financière de cet avenant, au regard du montant global du marché est de +3.60%.

N° 2012-214 - 11/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2770DC9 de mission de CSPS pour les travaux de la cage de scène de l'Opéra Comédie

Objet : Dans le cadre des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie de faire appel à un prestataire spécialisé dans les missions de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé, pour la réalisation d'une bâche à eau exigée par la commission de sécurité incendie. Un avenant n°1 au marché n°2770DC09 est conclu avec la société DEKRA sise à Montpellier. Le présent avenant s'élève à 2 080 € H.T. soit 2 487,68 € T.T.C. Le montant du marché initial est porté de 14 880 € H.T. à 16 960 € H.T. soit 20 284,16 € T.T.C. L'incidence financière de cet avenant au regard du montant global du marché est de +13,98%.

N° 2012-2012-214b - 16/05/2012 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances au Musée Henri Prades

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement du Musée Henri Prades, il convient de modifier la régie d'avances du Musée Henri Prades. Le montant maximum des avances consenties est fixé à 1 000 €. Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

N° 2012-215 - 11/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2984DC12 complémentaire au marché n°2098DC09 relatif à la mission OPC de la cage de scène de l'Opéra Comédie

Objet : Dans le cadre des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie, un marché à procédure adapté n°2984DC12 et complémentaire au marché n°2098DC09 est conclu avec la société ING-Méditerranée sise à Baillargues, qui est détentrice du précédent marché et a donc une parfaite connaissance du chantier. Le montant du marché complémentaire s'élève à 12 500 € H.T.

N° 2012-216 - 11/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS POIDS LOURDS INVESTISSEMENTS dans la ZAC Garosud

Objet : La candidature de la SAS Poids Lourds Investissements est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD extension. Elle est candidate au lot n°10 de 4 263 m² parcelle cadastrée OD 134p pour y construire des bureaux et ateliers-entrepôts de 1050 m² de SHON. Elle projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N° 2012-217 - 16/05/2012 - Médiathèques

Décision relative à un marché n°2939DC12 pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Victor Hugo

Objet : Un marché à bon de commandes n°2939DC12 pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Victor Hugo du réseau des médiathèques est conclu avec la société 3M France sise à Cergy-Pontoise. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an, avec un montant minimum de 40 000 € H.T. et un maximum de 50 000 € H.T.

N° 2012-218 - 16/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles BB n°289p et 291p - Commune de Vendargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SNC Logistis les parcelles cadastrées section BB n°289p pour 88a 64 ca et n°291p pour 83 a 32 ca, en nature de sol sur la Commune de Vendargues, pour une contenance totale de 1 ha 71 a 96 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 739 428 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-219 - 16/05/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à l'avenant n°2 du marché n°1861EA09 d'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson

Objet : Un avenant n°2 au marché n°1961EA09 est passé avec la société INGEROP sise à Aix en Provence. Le marché concerne les prestations supplémentaires non prévues au marché initial pour définir très précisément les risques d'inondation au niveau des secteurs à enjeux et permettre ensuite de prioriser au mieux les actions du programme d'aménagement. Le présent avenant s'élève à 12 499,08 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 110 054,08 € H.T.

N° 2012-220 - 31/12/1969 - Direction des politiques urbaines et de l'habitat

Décision relative à un marché d'élaboration du document d'objectifs du Site Natura 2000 " Plaine de Fabrègues-Poussan

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société BIOTOPE. Ce marché concerne la mission d'élaboration du document d'objectifs du site Natura 2000 Plaine de Fabrègues-Poussan - ZPS FR 9112020. Le délai d'exécution est de 21 mois à compter de la notification. Le montant du marché s'élève à 59 950 € H.T.

N° 2012-221 - 16/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société ERNEO pour une période de 12 mois à compter du 1er mai 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. Le courrier en date du 23 décembre 2012 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société ERNEO pour la surface de 99 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 528.66 € H.T. au lieu de 565.29 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour une durée prévisionnelle des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 99 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 565.29 € H.T. conformément au tarif applicable.

N° 2012-222 - 23/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'occupation du Domaine Public - Conservatoire à Rayonnement Régional

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention, l'occupation par l'Association Champ Libre de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces 2 structures culturelles. L'occupation est autorisée du 7 au 18 juin 2012. Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

N° 2012-223 - 23/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'occupation du Domaine Public - Conservatoire à Rayonnement Régional

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise par convention, l'occupation par l'Association AIMM des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. L'occupation est autorisée du 09 juillet au 3 août 2012. Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

N° 2012-2012-224 - 23/05/2012 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes du Musée Fabre

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement du Musée Fabre, il convient de compléter le mode de recouvrement des recettes. Les recettes sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant : en numéraire, au moyen de chèques bancaires ou assimilés, par carte bancaire, avec encaissement sur place et à distance (Internet), par virement

sur le compte du régisseur, par chèques vacances, par le reversement des droits d'entrées encaissés par la société GETATICKET.

N° 2012-225 - 23/05/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de fourniture, collecte et traitement d'emballages normalisés pour les déchets de soins à risques infectieux

Objet : Un marché de fourniture courantes et services est passé avec les sociétés EDC Franche Comté sise à Rochefort sur Nenon pour le lot n°1, SARP Méditerranée ATO sise à Montpellier pour le lot n°2. Ce marché concerne la fourniture, collecte et traitement d'emballages normalisés pour les déchets de soins à risques infectieux des patients en auto-traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 1 an reconductible 2 fois maximum. Le montant du marché s'élève à 34 950 € H.T. pour le lot n°1 et 21 600 € H.T. pour le lot n°2 soit 56 750 € H.T. maximum sur la durée totale du marché.

N° 2012-226 - 23/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation précaire des parcelles AR 172, 173 et 142 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la commune de Castelnau le Lez, une convention d'occupation précaire d'une durée d'un an, concernant un ensemble de parcelles, cadastrées section AR n°172,173 et 142, en nature de sols, d'une contenance totale de 30 a 89 ca. La convention est consentie à titre gratuit.

N° 2012-227 - 23/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle CB n°3 - Lieu dit Font de la Banquière - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M. Gleizes Jacques, la parcelle cadastrée section CB n°3, en nature de terre, sur la Commune de Lattes, pour une contenance totale de 1 ha 97 a 21 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 493 025 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-228 - 23/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de lignes électriques sur les parcelles BB n°107, 108, 109 et 111 en partie

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds de lignes électrique est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit de ERDF sise à Paris La Défense, concernant les parcelles cadastrées section BB n°107, 108, 109 et 111 en partie, d'une contenance totale de 61 a 17 ca, en nature de vignes, terres, sols et landes sur la Commune de Vendargues. La convention est consentie en contrepartie d'une indemnité forfaitaire de 20 € et les frais seront à la charge du bénéficiaire de la servitude.

N° 2012-229 - 23/05/2012 - Direction des sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du Stade Yves du Manoir

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le club des Dragons Catalans pour la mise à disposition du stade le 09 juin 2012. La mise à disposition du stade se fait à titre gratuit. La convention stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise également que le club des dragons Catalans assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

N° 2012-230 - 23/05/2012 - Direction des sports

Décision relative à la mise à disposition de la salle Branko Karabatic

Objet : Une convention est établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Comité Départemental de Handball pour la mise à disposition de la salle Branko Karabatic le 16 juin 2012. Cette mise à disposition se fera à titre gratuit. La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise que le Comité Départemental de handball assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

N° 2012-231 - 25/05/2012 - Direction des sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques

Objet : Une convention d'occupation, précaire et révocable, est conclue nominativement par association bénéficiant de créneaux sur l'ensemble des piscines communautaires. La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2012-2013 et est conclue sur la base de la tarification en vigueur.

N° 2012-232 - 25/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Grognon Frères à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée, à titre gratuit pour la période du 2 au 20 juillet 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° 2012-233 - 25/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à un dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SC 4, 5, 6 et 7 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant la maison d'habitation et ses dépendances, sur les parcelles cadastrées section SV n°4, 5, 6 et 7 sur la Commune de Montpellier.

N° 2012-234 - 25/05/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM n° 72 - Commune de Saint Génès des Mourgues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M. Roux Gilles et M^{me} Galvez Alice veuve Roux, la parcelle cadastrée section AM n°72, en nature de vigne, sur la Commune de Saint Génès des Mourgues pour une contenance totale de 81 a 10 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 65 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-235 - 07/06/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles concernant l'établissement du programme détaillé et des prestations de services connexes pour la réhabilitation du Stade de la Mosson "Mondial 98"

Objet : Un marché de prestations intellectuelles concernant l'établissement du programme détaillé et des prestations de services connexes pour la réhabilitation du Stade de la Mosson "Mondial 98" est conclu avec la société Mott MacDonald sise à Paris. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée prévisionnelle de 6 mois 1/2. Le prix global et forfaitaire du marché est de 36 900 € H.T. dont pour la tranche ferme 24 795.00 € H.T. et pour la tranche conditionnelle 12 105 € H.T.

N° 2012-236 - 25/05/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon - Parcelles BC n°1, 29, 31, BD 99 et BE 01 sur la Commune de Clapiers

Objet : Une convention de mise à disposition est conclue avec la SAFER Languedoc Roussillon sise à Lattes, pour les parcelles cadastrées section BC n°1, 29, 31, BD 99 et BE 01 sur la Commune de Clapiers, pour une contenance totale de 20 ha 88 a 85 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 ans, moyennant une redevance annuelle de 3 155 €.

N° 2012-237 - 30/05/2012 - Musée Fabre

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2920DC12 - Travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition "Montpellier terre de faïences"

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2920DC12 est passé avec la SARL STAND EXPO DECO sise à BIOZAT. Cet avenant concerne le lot n°1 : peinture, menuiseries, serrurerie, verre, plexi, électricité. Le montant de l'avenant s'élève à 2 904,27 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 71 425,49 € H.T.

N° 2012-238 - 30/05/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de fournitures courantes et services relative à la mise à niveau de la régie de production du Stade Yves du Manoir

Objet : Un marché relatif à la mise à niveau de la régie de production vidéo et du système de signalétique dynamique du Stade Yves du Manoir est passé avec la société I.E.C. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 4 semaines, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché s'élève à 58 497,94 € H.T. pour la durée prévue.

N° 2012-239 - 30/05/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature - SA ESFA - VEAS HANNIBAL

Objet : La candidature de la société Rampa travaux Publics est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec. Elle est candidate à la location du lot "B06 de 79.04 m² pour une période de 12 mois renouvelable 1 an.

N° 2012-240 - 30/05/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL SIXAIN pour le commerce Café des négociants, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 32 502 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 16 avril 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 78 867 € de juillet 2010 à février 2012.

N° 2012-241 - 30/05/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Charcuterie BESTIEU

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à M. BESTIEU Yvan pour le commerce Charcuterie BESTIEU, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway. Le montant de l'indemnisation est fixé à 6 481 €, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 16 avril 2012. L'indemnisation totale s'élève à 8 792 € d'avril 2010 à novembre 2011.

N° 2012-242 - 30/05/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SARL FEMINA M

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL FEMINA M représentée par M^{me} MARCO, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 20 027 €, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 16 avril 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 100 016 € d'août 2010 à décembre 2011.

N° 2012-243 - 30/05/2012 - Direction des transports et de la voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde une indemnisation définitive à la SARL CADRILLAGE, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier. Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 1 726 €,

correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 16 avril 2012. L'indemnisation totale s'élevant à 5 901 € de septembre 2010 à novembre 2011.

N° 2012-244 - 30/05/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de mission de contrôle technique pour le réaménagement des loges du stade de la Mosson "Mondial 98"

Objet : Un marché relatif à une mission de contrôle technique pour le réaménagement des loges du stade de la Mosson "Mondial 98" est passé avec la société APAVE Sud Europe. Le marché prend effet à compter de sa notification à la société APAVE Sud Europe pour une durée de 16 mois maximum, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché s'élève à 7 678,32 € T.T.C.

N° 2012-245 - 30/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une convention de prêt d'objets archéologiques appartenant au fonds du musée Henri Prades

Objet : Une convention est passée avec la Communauté de Communes du Pays de Lunel. Cette convention concerne le prêt de 20 panneaux d'exposition et de deux objets appartenant au fonds du musée Henri Prades. Le prêt prend effet à la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2012. Le prêt est consenti à titre provisoire et gratuit le temps de l'exposition.

N° 2012-246 - 30/05/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une convention de prêt au site archéologique Lattara - Musée Henri Prades d'œuvres appartenant au Fonds Régional d'Art Contemporain Languedoc-Roussillon.

Objet : Une convention est passée avec le Fonds Régional d'Art Contemporain Languedoc-Roussillon. Cette convention concerne le prêt de 9 œuvres appartenant au Fonds Régional d'Art Contemporain Languedoc-Roussillon. Le prêt prend effet à compter de la date de la signature de la convention jusqu'au 16 septembre 2012. Le prêt est consenti à titre provisoire et gratuit le temps de l'exposition.

N° 2012-247 - 01/06/2012 - Direction de la culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie

Objet : Une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie est passée avec l'Association "Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon". Cette convention est conclue à titre gratuit à titre gracieux, à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 août 2012 inclus.

N° 2012-248 - 04/06/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un marché de lavage, maintenance et réparations des conteneurs enterrés

Objet : Un marché de fourniture courantes et services (3 lots) est passé avec la société SMN sise à Montpellier, VEOLIA sise à Mauguio et CIEL VERT sise à Pérols. Ce marché concerne le lavage, la maintenance et réparations des conteneurs enterrés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification au 31/05/2013. Le montant du marché s'élève à 29 600 € H.T. pour le lot n°1, 10866 € H.T. pour le lot n°2 et 7 300 € H.T. pour le lot n°3 soit 47 766 € H.T. sur la durée totale du marché.

N° 2012-249 - 04/06/2012 - Protocole

Décision relative à un marché pour la prestation de fournitures, d'installation et démontage de matériels d'aménagement événementiel

Objet : Un marché à bon de commande est passé avec la société AD Réception. Ce marché concerne les prestations de fournitures, d'installation et de démontage de matériels d'aménagement événementiel. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2012, reconductible 1 fois pour une période d'1 an. La durée du marché ne pourra pas excéder le 31 décembre 2013. Le montant du marché ne pourra excéder 44 000 € H.T.

N° 2012-250 - 04/06/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NORMIND au sein de la pépinière d'entreprise

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NORMIND pour une période de six mois à compter du 1er mai 2012, soit jusqu'au 31 octobre 2012. A compter du 1er mai 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société NORMIND pour la surface de 44.59 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 623,81 € conformément au tarif applicable.

N° 2012-251 - 04/06/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KAFE dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SCA KAFE est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot E5 de 1247 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et stockage en R+2 de 982 m² de SHON. Les utilisateurs finaux seront la société ACI et MCC. Les entreprises projettent un effectif de 22 personnes dans 3 ans.

N° 2012-252 - 04/06/2012 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MELUSINE dans la ZAC Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI MELUSIN est agréée, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Charles Martel. Elle est candidate à l'acquisition du lot 6 de 1 800 m². L'utilisateur final sera le Laboratoire PHYTOGENESE/GELDOC. L'entreprise projette un effectif de 16 personnes dans 3 ans.

N° 2012-253 - 04/06/2012 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché n°2617 de travaux d'amélioration des équipements d'exploitation du poste de relevage

Objet : Un avenant au marché n°2617 doit être passé en vue du transfert à la société Boisson des prestations exercées jusqu'alors par E.R.I.

N° 2012-254 - 04/06/2012 - Direction des politiques urbaines et de l'habitat

Décision relative à un marché AMO PEM quartier gare-TGV de Montpellier

Objet : Un marché est conclu avec la société Eurostations/EuroIMMOSTAR sise à Bruxelles. Ce marché porte sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au Pôle d'échanges Multimodal intégré à l'opération Quartier Gare TGV de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 12 mois. Le montant du marché est de 96 138 € H.T.

N° 2012-255 - 04/06/2012 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2986DC12 - Médiathèque de la Gare à Pignan - Fourniture et pose d'un revêtement de sol e

Objet : Un marché n°2986DC12 est passé avec l'entreprise BANGUI, sise à Nanterre. Ce marché concerne la fourniture et la pose de revêtement de sol en gomme coulée. Le marché est conclu pour une durée de 4,5 semaines. Les prestations seront réalisées entre le 18/07/2012 et le 20/08/2012. Le montant du marché s'élève à 49 766,10 € H.T.

N° 2012-256 - 04/06/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle - Papa Bracato

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Papa Brancato joué le 23 mai 2012 à la Médiathèque Municipale de Cournonsec. Le marché est conclu avec la Compagnie Minibus et la Commune de Cournonsec, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 450 € H.T.

N° 2012-257 - 07/06/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles RR n°57p et 33 - Domaine de la Pompignane - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Ville de Montpellier, les parcelles cadastrées section RR n°57p et n°33, en nature de bâtis, par paysager et parking, sur la commune de Montpellier, pour une contenance totale de 2 ha 14 a 99 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 2 000 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° 2012-258 - 07/06/2012 - Musée Fabre

Décision relative à un marché n°2993DC12 de fourniture d'audiophones pour le musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande de fournitures est passé avec la société OPHRYS SYSTEM sise à Seyssinet-Pariset. Ce marché concerne la fourniture d'audiophones pour le musée Fabre. MLE marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 4 ans. Le montant estimatif s'élève à 52 023 € H.T.

N° 2012-259 - 14/06/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2797DC11 de nettoyage du musée Henri Prades

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2797DC11 relatif au nettoyage du musée Henri Prades site archéologique Lattara, est passé avec l'entreprise SENER sise à La Seyne sur Mer. Le présent avenant n°1 s'élève à 638,52 € H.T. Le montant du marché initial est porté de 25 014,48 € H.T. à 25 653 € H.T. soit 30 680,98 € T.T.C. L'incidence financière de cet avenant, au regard du montant global du marché est de 2,25%.

N° 2012-260 - 14/06/2012 - Direction des sports

Décision relative à un marché de transport de fonds pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services concernant le transport de fonds pour les piscines Olympique Antigone de Montpellier et Alex Jany de Jacou, le Service Funéraire de Montpellier Agglomération et le Planétarium Galilée d'Odysseum est passé avec société BRINK'S EVOLUTION sise à Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une durée de 1 an, reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de 3 ans, sauf renonciation du titulaire. Le montant annuel du marché est de 19 710.50 € H.T. maximum pour la durée prévue.

N° 2012-261 - 14/06/2012 - Direction des sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du Palais des sports René Bougnol

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association "Stage international de judo de Montpellier". Cette convention stipule que la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol se fera à titre gratuit. Elle stipule également que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise également que l'association, assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

N° 2012-262 - 14/06/2012 - Direction de la culture

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2784DC11 conception, édition et diffusion du catalogue d'exposition "Montpellier terre de faïences"

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2784DC11 relatif à la conception, l'édition et la diffusion du catalogue de l'exposition "Montpellier terre de faïences" est passé avec l'entreprise Silvana Editoriale sise à CINISELLO BALSAMO en Italie. Le présent avenant s'élève à 1000 € T.T.C. Le montant initial du marché est porté de

28 550 € T.T.C. à 29 550 € T.T.C. L'incidence financière de cet avenant, au regard du montant global du marché est de 3,50 %.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 FINANCES – ORGANISME EXTÉRIEUR - ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION (AFIGESE) DANS LE DOMAINE DES FINANCES ET DU CONTRÔLE DE GESTION - ADHÉSION COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et des compétences en finances et contrôle de gestion.

Dans cette perspective, l'association AFIGESE développe des thématiques transversales qui concernent plusieurs domaines d'activités,

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui dispose déjà d'une adhésion, souhaite élargir son champ d'études à plusieurs groupes de travail. C'est pourquoi il est proposé de souscrire une nouvelle adhésion à cette association.

Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 340 euros par participant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver une adhésion supplémentaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association AFIGESE pour un montant de 340 € ;
- confirmer la désignation de T. Breyse pour représenter la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de ladite association, notamment lors du vote aux assemblées générales ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 5 FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2011 - ADOPTION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux articles L. 2121-14 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté doit élire un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Monsieur le Président de séance rapporte le Compte Administratif de l'exercice 2011, dressé par Monsieur J.-P. Moure, Président.

Monsieur le Président de séance :

I- donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2011, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

II- constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable, la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

III - reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

IV- déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2011, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

V - arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2011	réaliser
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	90 807 595,88	0,00
900	Services généraux	1 597 808,84	770 338,30
901	Sécurité et salubrité publiques	779 947,62	285 659,99
903	Culture	18 248 754,76	3 861 881,61
904	Sport et jeunesse	7 988 893,17	765 296,38
907	Logement	4 324 872,04	2 107 370,91
908	Aménagement services urbains environnement	230 716 154,73	13 300 509,73
909	Action économique	23 556 189,66	2 922 528,20
910	Opérations patrimoniales	198 161 564,86	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	29 306 744,25	0,00
912	Dotations, subventions et participations	0,00	13 974 580,00
914	Transferts entre sections	12 433 800,42	0,00
TOTAL DES DEPENSES		617 922 326,23	37 988 165,12
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		655 910 491,35	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2011	réaliser
900	Services généraux	3 890,20	0,00
901	Sécurité et salubrité publiques	75 928,15	0,00
903	Culture	3 321 645,72	13 122,00
904	Sport et jeunesse	1 151 356,73	60 914,83
907	Logement	4 044 220,00	0,00
908	Aménagement-services urbains-environnement	34 154 825,62	18 005 573,28
909	Action économique	2 026 351,10	672 018,00
910	Opérations patrimoniales	198 161 564,86	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	253 478 416,35	19 300 000,00
912	Dotations, subventions & participations	6 459 645,93	0,00
914	Transferts entre sections	25 478 417,88	0,00
TOTAL		528 356 262,54	38 051 628,11
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		566 407 890,65	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2011	réaliser
920	Services généraux	23 445 768,27	0,00
921	Sécurité et salubrité publiques	15 121 685,93	0,00
922	Enseignement - formation	11 160 809,96	0,00
923	Culture	46 927 656,95	0,00
924	Sport et jeunesse	29 787 935,16	3 000,00
927	Logement	74 639,23	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	116 497 055,46	3 700,00
929	Action économique	8 210 143,51	214 950,00
931	Opérations financières	23 547 383,53	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	32 734 229,98	0,00
934	Transferts entre sections	25 478 417,88	0,00
TOTAL		332 985 725,86	221 650,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		333 207 375,86	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2011	réaliser
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	9 285 164,91	0,00
920	Services généraux	1 663 475,11	0,00
921	Sécurité et salubrité publiques	481 120,49	0,00
922	Enseignement - formation	9 029 940,00	0,00
923	Culture	4 403 876,12	0,00
924	Sport et jeunesse	4 598 703,20	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	8 289 372,33	0,00
929	Action économique	4 217 215,53	0,00
931	Opérations financières	910 401,56	0,00
932	Dotations et participations non affectées	83 374 226,00	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	294 573 233,87	0,00
934	Transferts entre sections	12 433 800,42	0,00
TOTAL		433 260 529,54	0,00

Le résultat brut global 2011 du Budget Principal est de + 10 708 739,99 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 10 550 552,98 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	-90 807 595,88		1 241 532,19	-89 566 063,69	63 462,99	-89 502 600,70
Fonct	100 070 109,70	90 784 944,79	90 989 638,77	100 274 803,68	-221 650,00	100 053 153,68
TOTAL	9 262 513,82	90 784 944,79	92 231 170,96	10 708 739,99	-158 187,01	10 550 552,98

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
011	Charges à caractère général	1 215 756,24
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 095 911,83
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	402 070,35
65	Autres charges de gestion courante	133 559,67
66	Charges financières	21 040,24
67	Charges exceptionnelles	31 291,46
TOTAL - DEPENSES		3 899 629,79

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 690 724,01
013	Atténuation de charges	32 188,55
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	4 433 701,59
75	Autres produits de gestion courante	11 927,48
77	Produits exceptionnels	223 396,11
TOTAL - RECETTES		6 391 937,74

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
16	Emprunts et dettes assimilées	29 487,80	0,00
20	Immobilisations incorporelles	5 664,76	5 624,53
21	Immobilisations corporelles	302 178,67	17 821,73
TOTAL DES DEPENSES		337 331,23	23 446,26
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		360 777,49	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
001	Résultat d'investissement reporté	832 060,28	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	402 070,35	0,00
TOTAL DES RECETTES		1 234 130,63	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		1 234 130,63	

Le résultat brut global 2011 du Budget annexe des Services Funéraires est de + 3 389 107,35 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 365 661,09 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	832 060,28		64 739,12	896 799,40	-23 446,26	873 353,14
Fonct	1 690 724,01	0,00	801 583,94	2 492 307,95	0,00	2 492 307,95
TOTAL	2 522 784,29	0,00	866 323,06	3 389 107,35	-23 446,26	3 365 661,09

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
011	Charges à caractère général	2 209 634,24
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 217 328,61
65	Autres charges de gestion courante	1 169 129,02
66	Charges financières	3 301 609,23
67	Charges exceptionnelles	231 121,53
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 294 570,57
TOTAL - DEPENSES		15 423 393,20

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 820 050,49
013	Atténuation de charges	87 173,09
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 276 160,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	19 284 124,28
74	Subventions d'exploitation	3 678 196,74
75	Autres produits de gestion courante	47,80
77	Produits exceptionnels	276 160,90
TOTAL - RECETTES		27 421 913,30

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
001	Résultat d'investissement reporté	10 261 007,42	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 276 160,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	2 510 210,28	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 202 364,07	0,00
20	Immobilisations incorporelles	23 015,64	14 255,00
21	Immobilisations corporelles	17 357,20	47 704,89
23	Immobilisations en cours	12 640 561,66	2 270 825,63
TOTAL DES DEPENSES		33 930 676,27	2 332 785,52
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		36 263 461,79	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 294 570,57	0,00
041	Opérations patrimoniales	2 510 210,28	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 259 180,24	0,00
13	Subventions d'investissement	2 630 044,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 340 000,00
27	Autres immobilisations financières	2 510 210,28	0,00
TOTAL DES RECETTES		24 204 215,37	2 340 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		26 544 215,37	

Le résultat brut global 2011 du Budget annexe de l'Assainissement est de + 2 272 059,20 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 2 279 273,68 euros.
Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	-10 261 007,42		534 546,52	-9 726 460,90	7 214,48	-9 719 246,42
Fonct	12 078 980,57	10 258 930,08	10 178 469,61	11 998 520,10	0,00	11 998 520,10
TOTAL	1 817 973,15	10 258 930,08	10 713 016,13	2 272 059,20	7 214,48	2 279 273,68

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
011	Charges à caractère général	3 652,80
012	Charge de personnel et frais assimilés	63 961,63
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 983,72
66	Charges financières	11,85
67	Charges exceptionnelles	52,50
TOTAL - DEPENSES		69 662,50

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	16 944,60
013	Atténuation de charges	1 173,70
70	Vente de prod. Fab., prest. serv, marchandises	49 417,50
74	Autres subventions	9 840,00
77	Produits exceptionnels	29,19
TOTAL - RECETTES		77 404,99

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
21	Immobilisations corporelles	0,00	-0,00
TOTAL DES DEPENSES		0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		0,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	1 136,00	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 983,72	0,00
TOTAL DES RECETTES		3 119,72	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		3 119,72	

Le résultat brut global 2011 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif est de + 10 862,21 euros. Du fait de l'absence de reports, le résultat net global de l'exercice est identique.
Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	1 136,00		1 983,72	3 119,72	0,00	3 119,72
Fonct	16 944,60	0,00	-9 202,11	7 742,49	0,00	7 742,49
TOTAL	18 080,60	0,00	-7 218,39	10 862,21	0,00	10 862,21

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
011	Charges à caractère général	62 770,78
TOTAL - DEPENSES		62 770,78

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	2,82
70	Vente de produits fabriqués, prestations...	72 914,42
77	Produits exceptionnels	25 760,00
TOTAL - RECETTES		98 677,24

Le résultat brut global 2011 du Budget annexe de l'Eau Brute est de + 35 906,46 euros. Du fait de l'absence de reports, le résultat net global de l'exercice est identique.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Fonct	2,82	0,00	35 903,64	35 906,46	0,00	35 906,46
TOTAL	2,82	0,00	35 903,64	35 906,46	0,00	35 906,46

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
011	Charges à caractère général	1 535 127,03
012	Charges de personnel et frais assimilés	381 182,58
014	Atténuations de produits	123 604,03
66	Charges financières	133 045,92
67	Charges exceptionnelles	2 977,94
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	841 671,00
TOTAL - DEPENSES		3 017 608,50

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2011
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 395 086,71
013	Atténuation de charges	94 356,06
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	27 590,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	3 135 604,13
75	Autres produits de gestion courante	115 095,87
77	Produits exceptionnels	52 246,80
TOTAL - RECETTES		5 819 979,57

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	27 590,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	360 726,17	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	101 022,47	0,00
13	Subventions d'investissement	1 148 475,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	697 423,61	0,00
20	Immobilisations incorporelles	688 660,83	66 047,30
21	Immobilisations corporelles	11 760,14	0,00
23	Immobilisations en cours	1 607 642,92	766 124,51
TOTAL DES DEPENSES		4 643 301,14	832 171,81
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		5 475 472,95	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2011	
001	Résultat d'investissement reporté	4 286 082,76	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	841 671,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	360 726,17	0,00
13	Subventions d'investissement	1 495 414,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	840 000,00
27	Autres immobilisations financières	360 726,17	0,00
TOTAL DES RECETTES		7 344 620,10	840 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		8 184 620,10	

Compte tenu des corrections apportées à l'intégration des opérations d'ordre non budgétaire réalisées par la trésorerie principale municipale dans le cadre du transfert de compétence, le **résultat brut global 2011 du Budget annexe de l'Eau Potable est de + 379 622,88 euros**, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 387 451,07 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2010	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2011	Résultat de clôture 2011	Résultat reports 2011	Résultat net 2011
Inv	-837 984,39		-1 584 763,80	-2 422 748,19	7 828,19	-2 414 920,00
Fonct	2 395 086,71	0,00	407 284,36	2 802 371,07	0,00	2 802 371,07
TOTAL	1 557 102,32	0,00	-1 177 479,44	379 622,88	7 828,19	387 451,07

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2011 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - BILAN D'ÉTAPE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 17 février 2006, conformément aux dispositions de la Loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par définition, le SCOT présente une dimension transversale, garante de la cohérence des politiques territoriales. Il détermine, en articulation avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Plan de Déplacements Urbains (PDU), les conditions permettant d'assurer, notamment, la maîtrise du développement urbain, la diversité des fonctions urbaines, la mixité sociale de l'habitat, l'utilisation économe de l'espace, la maîtrise de la circulation automobile et la préservation de l'environnement.

Le SCOT de l'Agglomération de Montpellier repose sur trois valeurs fondatrices :

- une valeur environnementale qui conduit à préserver le capital nature, le patrimoine agricole et paysager, facteur d'attractivité et de développement pour l'ensemble du territoire ;
- une valeur sociale qui conduit à promouvoir une ville des proximités, accessible à tous, confortant les liens de solidarité, proposant une offre de logements diversifiée tout en rapprochant l'emploi, les services urbains et les transports ;
- une valeur économique qui conduit à intensifier le développement et valoriser les ressources foncières de notre territoire les mieux desservies pour créer de nouvelles richesses tout en économisant l'espace.

Ces valeurs ont invariablement animé les démarches d'aménagement et de planification tant locales qu'intercommunales à l'image du projet EcoCité « de Montpellier à la Mer », concrétisation des ambitions du SCOT en matière de développement durable.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le SCOT de l'agglomération de Montpellier dispose d'un délai maximal de dix ans à compter de son approbation pour faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en matière d'environnement, de déplacements et de maîtrise de la consommation d'espace.

Avant ce terme, et dans l'esprit de la loi portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle 2 », la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité établir un bilan d'étape volontaire, après six années de mise en œuvre de son SCOT afin d'apprécier la pertinence et l'efficacité de ses dispositions.

En premier lieu, il est à retenir que l'élaboration du SCOT a été l'occasion, dès 2003, de mettre en place une ingénierie opérationnelle au service d'une politique de maîtrise publique des développements urbains articulant les échelles communales et intercommunales.

A ce jour, 79% des sites d'extension potentielle identifiés au SCOT ont pu, avec le concours technique et financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, faire l'objet d'études urbaines préalables. Ces études ont vocation à définir des principes d'aménagement et de programmation aptes à alimenter les orientations des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) communaux et à susciter des procédures opérationnelles adaptées, notamment dans le cadre de Zones d'Aménagement Concerté.

En parallèle, une action foncière anticipatrice a été engagée sur ces mêmes sites de projets afin de contenir les phénomènes spéculatifs et de permettre la constitution de réserves foncières. Cela s'est traduit, dans le cadre de partenariats entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes, par la mise en place de Zones d'Aménagement Différé (34% de sites d'extension urbaine potentielle sont couverts par des ZAD) et de dispositifs d'intervention foncière (notamment au travers du droit de préemption urbain) ; dispositifs complétés par une convention passée, en 2011, avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon.

Dans ce même esprit de compatibilité active entre les PLU et le SCOT, 13 démarches d'élaboration de PLU ont fait l'objet d'un accompagnement technique et financier par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; accompagnement formalisé dans le cadre de conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes fixant des objectifs renforcés notamment en matière de densification des formes urbaines et de mixité sociale des programmations résidentielles.

Au-delà des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs du SCOT, le bilan d'étape a permis d'évaluer les principaux indicateurs de suivi esquissés par le document de planification en 2006.

En synthèse, on peut retenir les résultats suivants :

S'agissant de l'objectif de préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il faut noter que près de 98% des urbanisations réalisées entre 2004 et 2010 ont pris place à l'intérieur des limites des espaces d'extension urbaine potentielle telles que portées aux plans de secteur du SCOT ; ceci attestant de l'efficacité des dispositions établies pour contenir le phénomène d'étalement urbain.

Dans le même temps, il convient de rendre compte de la poursuite du phénomène d'artificialisation des zones à vocation naturelle ou agricole. Ce sont ainsi près de 45 ha par an qui ont été artificialisés du fait, principalement, de

la réalisation de grands chantiers d'infrastructures ou d'installations et constructions admises par le SCOT (bâtiments agricoles, équipements d'intérêt général, etc.).

S'agissant de la production globale de logements et comme a pu en attester le dernier bilan du PLH, ce sont 5 040 logements qui ont été construits chaque année en moyenne depuis 2007. Si l'objectif de production de 5 000 logements par an a bien été atteint, contribuant ainsi à répondre au volume de la demande sur le territoire, il faut, par ailleurs, souligner que, durant cette même période, les prix immobiliers ont connu une augmentation constante. Celle-ci s'est traduite, notamment, par une hausse de plus de 17 % du prix du m² de la surface habitable en promotion privée entre 2007 et 2011 ; hausse qui n'a fait qu'accentuer le décalage observé entre le coût moyen de l'accès au logement et le niveau moyen des ressources des ménages de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Concernant les objectifs de mixité sociale de l'offre résidentielle, un effort notable de production de logements sociaux a été entrepris à l'échelle de l'Agglomération ; effort qui doit se poursuivre considérant que cette production a atteint 21% de l'ensemble des logements au regard d'un objectif fixé à au moins 25%. Cette dynamique s'est également traduite par un net rééquilibrage entre la ville centre et les communes périphériques. La part des 30 Communes périphériques dans l'effort de production de logements locatifs sociaux est ainsi passée de 20% au cours de la période 2005-2007 à 51% au cours de la période 2010-2011. Ce résultat satisfaisant est notamment le fruit de l'intégration de prescriptions de mixité sociale dans les PLU.

S'agissant de l'objectif d'articulation des politiques d'urbanisme et de transport, il est à souligner que les stratégies mises en œuvre au travers des PLU et des opérations publiques d'aménagement ont permis d'optimiser les corridors de tramway au service d'une ville des courtes distances. Elles contribuent, en cela, à limiter le recours à l'automobile et créent les conditions favorables à l'essor des mobilités douces. C'est ainsi que, sur la période 2004 2010, 50% des constructions ont été réalisées à moins de 500 mètres du tramway.

Concernant les enjeux de réinvestissement urbain, il convient de noter que près de 50% des constructions réalisées entre 2004 et 2010 ont pris place dans les espaces urbains existants, soit près du double des objectifs fixés par le SCOT. Ce résultat est notamment le fruit de la dynamique liée aux secteurs de réinvestissement urbain le long des lignes de tramway.

S'agissant des densités mises en œuvre dans les urbanisations nouvelles, l'observation révèle, au global, le respect des valeurs minimales fixées par le SCOT. Cela s'est traduit, notamment, par un doublement de la part des logements collectifs parmi les logements autorisés dans les 30 Communes périphériques ; passée de 32% entre 2000 et 2005 à 61% depuis 2005.

Il ressort que les surfaces aménagées entre 2004 et 2010 ont représenté moins de 15 % des surfaces d'extension urbaine potentielle identifiées par le SCOT.

Avec un rythme moyen de consommation de 55 ha par an, le bilan d'étape met en évidence que les gisements fonciers théoriques identifiés par le SCOT, correspondant aux 2 900 ha d'extension urbaine potentielle, ne seraient pas épuisés avant 2050. Cette projection théorique est, par ailleurs, à mettre en rapport avec la diminution progressive du taux de croissance démographique sur le territoire de l'agglomération (+ 0,9 % par an en moyenne entre 2007 et 2030 selon le scénario de l'INSEE contre + 1,4 % observé entre 1999 et 2007) qui devrait conduire à une relative stabilité du nombre d'habitants supplémentaires chaque année. Dans ce contexte, il n'y a pas lieu de penser que les besoins d'espace liés à la croissance de la population connaissent une évolution significative.

Cependant, s'agissant des besoins liés au développement économique hors immobilier tertiaire, il convient de souligner, qu'en moyenne, 60 à 80 nouvelles demandes d'installation d'entreprises sont enregistrées annuellement. Elles représentent un besoin foncier annuel de 20 ha tandis que la disponibilité des parcs d'activités existants n'est que de 10 ha à court terme et de 25 ha à moyen terme. Par ailleurs, nombre de fonciers potentiellement mobilisables pour le développement d'activités économiques sont grevés par des contraintes ou servitudes (proximité de lignes à haute tension ou de zones inondables) qui limitent fortement les capacités du territoire communautaire à répondre aux besoins des entreprises. Dans ce contexte, il conviendra de faire évoluer, à terme, le cadre fixé par le SCOT afin de l'adapter de manière efficiente à l'expression de la demande économique. Il s'agira, en particulier, de dégager des fonciers nouveaux aptes à recevoir des activités de type extensif ou incompatibles avec la proximité de zones habitées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan d'étape du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - OBJECTIFS POURSUIVIS - MODALITÉS DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier (SCOT) a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 17 février 2006, conformément aux dispositions de la Loi du 13 décembre 2000

relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Le bilan d'étape du SCOT soumis à la délibération du Conseil de Communauté du 28 juin 2012 a mis en évidence que les premiers résultats observés, notamment en termes de maîtrise du développement urbain, de priorité au réinvestissement urbain, de densification des formes urbaines, de mixité sociale des programmes de logements, sont proches des objectifs fixés, voire supérieurs.

En particulier, il est à retenir qu'avec un rythme moyen de consommation des espaces d'extension urbaine potentielle de l'ordre de 55 hectares par an entre 2004 et 2010, le SCOT dispose d'une capacité foncière théorique correspondant aux besoins de développement urbain des quatre prochaines décennies et ce, dans une perspective de croissance démographique actualisée (+ 0,9% par an) moins forte que prévue au moment de la définition du SCOT (+1,6% par an).

En l'état, aucun des principaux indicateurs évalués ne justifie de remettre en cause les grands équilibres spatiaux du SCOT.

Néanmoins depuis l'adoption du SCOT de l'agglomération de Montpellier, deux lois importantes son intervenues.

D'une part, la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a notamment renforcé les missions assignés aux collectivités dans le cadre de la mise en œuvre des politiques d'urbanisme.

Cette loi assigne désormais aux collectivités comme missions de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les énergies fossiles et précise que leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'adaptation à ce changement.

D'autre part, la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2) a redéfini le contour des objectifs des politiques publiques auxquelles les SCOT doivent répondre et a renforcé tant leur caractère opérationnel que leur capacité prescriptive.

Le développement durable est désormais l'objectif supérieur qui doit présider à tous les autres objectifs, lesquels sont complétés et enrichis.

Ainsi et notamment, on passe d'un objectif de maîtrise des besoins de déplacements et de circulation automobile à celui de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs.

L'objectif de renouvellement urbain est renforcé par la formalisation de plusieurs notions inhérentes à un tel renouvellement : restructuration des espaces urbanisés, revitalisation des centres urbains et ruraux, qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville.

L'impératif de mixité est complété : outre une référence nouvelle aux activités touristiques, il doit être désormais tenu compte des objectifs de répartition géographiquement équilibrée, pas seulement entre emploi et habitat, mais également entre commerces et services.

Au nombre des objectifs nouveaux, figurent l'amélioration des performances énergétiques et le développement des communications électroniques.

Enfin, sont ajoutées :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables,
- la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité,
- la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Ces objectifs renforcés se sont accompagnés d'une modification du contenu du SCOT avec notamment la transformation du document d'orientations générales (DOG) en document d'orientation et d'objectifs (DOO).

Le SCOT de l'agglomération de Montpellier demeure applicable mais conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi Grenelle 2, il doit intégrer ses nouvelles dispositions avant le 1er janvier 2016.

Il convient donc d'engager la révision du SCOT afin de procéder à cette intégration tant sur le fond que sur la forme.

Les objectifs à ce titre sont les suivants :

- compléter les dispositions du SCOT afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets ; ce, en prenant appui sur le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sur le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) en cours d'élaboration ;
- prendre en compte les enjeux relatifs à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques en identifiant les composantes locales de la « trame verte et bleue régionale » prochainement identifiée par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) en cours d'élaboration ;
- préciser les objectifs relatifs à l'équipement commercial et aux localisations préférentielles des commerces en établissant, notamment, un Document d'Aménagement Commercial (DAC).

Par ailleurs, la révision du SCOT permettra, le cas échéant, d'ajuster les limites des secteurs d'extension urbaine potentielle identifiés au document actuel afin de tenir compte de contraintes ou d'enjeux nouveaux, notamment s'agissant de la prise en compte de risques naturels ou sanitaires.

Ces ajustements devront également permettre le développement de zones industrielles, artisanales, et logistiques. Il s'agira, en particulier, d'identifier des capacités foncières aptes à recevoir des activités de type extensif ou incompatibles avec la proximité de zones habitées. Cet objectif guidera la stratégie de développement territorial portée par le SCOT en veillant à créer les conditions favorables à l'installation d'activités pourvoyeuses d'emplois productifs et industriels.

Au global et compte tenu des conclusions du bilan d'étape du SCOT en matière de consommation d'espace, ces éventuels ajustements ne devront pas conduire à augmenter les capacités foncières totales telles que définies par le SCOT initial ; soit environ 2 900 hectares d'extension urbaine potentielle en 2006.

Il est précisé, enfin, que le SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier fera l'objet d'une évaluation environnementale, conformément aux dispositions de la Directive relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et de l'article L.121-10 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, une concertation sera organisée pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du SCOT, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

Elle sera menée au moins selon les modalités suivantes :

- organisation d'une ou plusieurs réunions publiques ;
- publication d'un ou plusieurs articles dans le journal d'information communautaire ;
- mise à disposition, aux heures habituelles d'ouverture, d'un registre au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans chacune des Maisons d'Agglomération sur lesquels le public pourra faire connaître ses observations et contributions.

La procédure de révision sera conduite selon la procédure prévue aux articles L 122-6 à L 122-12 du Code de l'urbanisme en vigueur à ce jour. De plus, il est rappelé que conformément à l'article R 122-13 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les 31 communes concernées ; mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prescrire la révision du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier, approuvé par délibération en date du 17 février 2006, dans les conditions définies aux articles L. 122-6 à L. 122-12 du Code de l'urbanisme ;
- approuver les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du SCOT tels que définis par la présente délibération ;
- approuver, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme, les modalités de la concertation telles que définies par la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et notamment la saisine de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière environnementale.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - COMMUNES DE LATTES ET MONTPELLIER - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - DOSSIERS D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le site de Méjanelle - Pont Trinquat est situé sur les Communes de Montpellier et Lattes. Il représente une superficie d'environ 300 ha et a été identifié comme l'un des 11 sites stratégiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT), approuvé par délibération n°6863 du Conseil de Communauté en date du 17 février 2006.

De ce fait son aménagement, par voie de Zone d'Aménagement Concerté, a été déclaré d'intérêt communautaire par délibération n°10109 du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011,

Suite à la décision du Conseil d'administration de Réseau ferré de France du 26 novembre 2009, de mettre en service la gare nouvelle de Montpellier dès la mise en exploitation de la future ligne de contournement ferrée Nîmes Montpellier (CNM), les études et un processus conventionnel ont été engagés entre l'Etat, RFF et les collectivités participant au cofinancement du CNM et de la gare, dont la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour la constitution d'un véritable Pôle d'Echange multimodal (PEM), au cœur du site Méjanelle-Pont Trinquat.

La réalisation de ces équipements est prévue à l'échéance 2017.

En cohérence avec cette fonction d'échange majeure de la gare, le SCOT a fixé une Orientation visant à développer une offre immobilière tertiaire de niveau européen dans le cadre d'un projet urbain mixte.

Le programme urbain d'ensemble, intégrant ce PEM dans le futur quartier et le pôle d'affaire de la gare TGV, n'est pas établi à ce jour. Il s'inscrit dans une démarche globale « Ecocité », lauréate, en juin 2011, d'un appel à projet engagé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Le projet d'aménagement du Quartier gare TGV, conformément aux orientations inscrites au SCOT, a pour principaux objectifs de :

- créer un véritable pôle urbain d'échelle métropolitaine combinant activités, habitat, commerce et loisirs ;
- constituer le cœur d'un « hub » de dimension régional formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, étroitement connecté au Port de Sète ;
- réaliser et promouvoir un pôle d'affaires de niveau européen, anticipant l'évolution des besoins des entreprises et de leurs salariés et profitant de la desserte exceptionnelle par le TGV, le tramway et les grandes infrastructures routières ;

- relier le complexe Odysseum à la nouvelle gare TGV et créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier de la gare et les quartiers environnants (notamment ceux de Port Marianne sur Montpellier et ceux de Lattes);
- préserver et valoriser les paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur ;
- adopter une approche ambitieuse en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé les études préalables relatives à la future opération d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme.

Un mandat d'études préalables a été confié à la SAAM par délibération du Conseil de Communauté n°10210 en date du 23 juin 2011.

La partie montpelliéraine des terrains concernés est couverte par la Zone d'Aménagement Différé communautaire Pont Triquat – Méjanelle créée par Arrêté préfectoral n°2007-01-786 en date du 19 avril 2007.

La partie Lattoise des terrains concernés est couverte par la Zone d'Aménagement Différé communautaire Nord Boirargues créée par arrêté préfectoral n°2012-01-1238 en date du 1^{er} juin 2012.

L'exercice du droit de préemption a permis d'y acquérir au fil des transactions un certain nombre de terrains, venant s'ajouter à ceux déjà possédés par les Communes ou acquis à l'amiable par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La maîtrise foncière publique sur ce site est de l'ordre des deux tiers. Sa poursuite a pour but de contribuer à la faisabilité du projet urbain, afin que la gare nouvelle puisse être desservie et intégrée dans les meilleures conditions, qu'un quartier d'affaire de dimension métropolitaine puisse être constitué autour de la gare TGV, au sein d'un ensemble caractérisé par la mixité sociale de son programme d'habitat et que ce nouveau pôle urbain puisse être parfaitement relié aux quartiers voisins et aux grandes infrastructures environnantes.

Par son emplacement stratégique, au cœur de l'Ecocité en devenir, entre Montpellier et la mer, le futur projet urbain d'ensemble, conforme à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme, nécessite de constituer, sur environ 50Ha, de nouvelles réserves foncières dans des délais compatibles avec la mise en service du CNM.

L'article L.221-1 du code de l'urbanisme autorise les collectivités locales et leurs groupements à constituer, au besoin par voie d'expropriation, des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement ayant pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

La nature, l'importance, la complexité du projet urbain que la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend mettre en œuvre justifie le recours à une telle procédure.

D'une part, au stade actuel des études préalables, ne sont connus, à ce jour, ni le plan général des travaux, ni les caractéristiques principales des ouvrages.

D'autre part, le droit de préemption dont bénéficie la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le secteur ne permet pas à lui seul d'assurer la maîtrise foncière nécessaire afin de pouvoir réaliser, dès que le projet sera établi, et en temps opportun dans des délais compatibles avec la mise en service du CNM prévue en 2017, les travaux correspondants.

Enfin, la mise en place de la réserve foncière est de nature à limiter par anticipation les phénomènes spéculatifs sur le prix des terrains, qui seraient de nature à compromettre la réalisation de ce projet d'ensemble à forte mixité sociale et aux enjeux stratégiques en terme de mobilités douces et d'approche énergétique cohérente et respectueuse des principes du protocole de Kyoto.

Il y a donc urgence à pouvoir assurer la pleine maîtrise foncière afin de ne pas compromettre la réalisation et l'équilibre financier de ce projet d'ensemble à forte mixité sociale et fonctionnelle et aux enjeux stratégiques.

L'intérêt général que revêt le projet au regard des objectifs ci-dessus rappelés justifie la mise en œuvre des procédures de déclaration d'utilité publique et de cessibilité aux fins de constitution des réserves foncières nécessaires.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.11-3 II du code de l'expropriation ; il contient une notice explicative, un plan de situation, le périmètre délimitant les immeubles à exproprier et l'estimation sommaire des acquisitions à réaliser.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.11-9 du code de l'expropriation ; il contient un plan parcellaire et la liste des propriétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire sur le futur "quartier Gare TGV",
- demander à M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des Communes de Lattes et Montpellier figurant sur le plan joint en annexe qui délimite le futur « Quartier Gare TGV »,
- demander que la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par expropriation les immeubles inclus dans ce périmètre,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - COMMUNES DE LATTES ET MONTPELLIER - MANDAT D'ACQUISITION FONCIÈRE À LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le site de Méjanelle - Pont Trinquat est situé sur les Communes de Montpellier et Lattes. Il représente une superficie d'environ 300 ha et a été identifié comme l'un des 11 sites stratégiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT), approuvé par délibération n°6863 du Conseil de Communauté en date du 17 février 2006.

De ce fait son aménagement, par voie de Zone d'Aménagement Concerté, a été déclaré d'intérêt communautaire par délibération n°10109 du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011,

Comme suite à la décision du Conseil d'administration de Réseau ferré de France du 26 novembre 2009, de mettre en service la gare nouvelle de Montpellier dès la mise en exploitation de la future ligne de contournement ferrée Nîmes Montpellier (CNM), les études et un processus conventionnel ont été engagés entre l'Etat, RFF et les collectivités participant au cofinancement du CNM et de la gare, dont la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour la constitution d'un véritable Pôle d'Echange multimodal (PEM), au cœur du site Méjanelle-Pont Trinquat.

Le programme urbain d'ensemble, intégrant ce PEM dans ce qui sera les futurs quartiers et pôles d'affaires de la gare TGV, n'est pas établi à ce jour. Il s'inscrit dans une démarche globale «Ecocité», lauréate, en juin 2011, d'un appel à projet engagé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé les études préalables relatives à la future opération d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme.

Un mandat d'études préalables a été confié à la SAAM par délibération du Conseil de Communauté n°10210 en date du 23 juin 2011.

La maîtrise foncière publique sur ce site est de l'ordre des deux tiers. Sa poursuite a pour but de contribuer à la faisabilité du projet urbain, afin que la gare nouvelle puisse être desservie et intégrée dans les meilleures conditions, qu'un quartier d'affaires de dimension métropolitaine puisse être constitué autour de la gare TGV, au sein d'un ensemble caractérisé par la mixité sociale de son programme d'habitat et que ce nouveau pôle urbain puisse être parfaitement relié aux quartiers voisins et aux grandes infrastructures environnantes.

Elle nécessite de constituer, sur environ 50 ha, de nouvelles réserves foncières dans les délais compatibles avec la mise en service du Contournement Nîmes - Montpellier, par la mise en œuvre d'une Déclaration d'Utilité Publique conformément à l'article L.221-1 du code de l'urbanisme.

C'est dans ce cadre que la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de confier à la SAAM un mandat d'acquisitions foncières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mandat d'acquisitions foncières confié à la SAAM,

- dire que les dépenses sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE LATTES ET DE PÉROLS - ECOCITÉ - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur, dit « Route de la Mer », sur les Communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou

la création, selon les cas, d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² HON nouvelles répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la SAAM sur un emprunt d'un montant de 10 000 000 € en deux versements, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Emprunts GAIA en deux versements fractionnés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- montant attribué : 10 000 000 € en deux versement fractionnés 4,3 M€ et 5,7 M€,
- durée totale : 10 ans,
- différé d'amortissement : 3 ans,
- taux du livret A+60pb : 2,85%,
- taux annuel de progressivité 0%,
- échéance annuelle,
- la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée à hauteur de 80% soit 8 000 000 €

Au cas où la SAAM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 10 000 000 € sollicité par la SERM auprès de la caisse des dépôts et consignation, soit 8 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - ZAC COEUR D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les Communes, constituent les applications concrètes du SCOT sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur « emboîtement » possible entre les documents

de planification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (SCOT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement...), les documents d'urbanisme communaux (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention.

A cet effet le Conseil de Communauté, dans sa séance du 26 mai 2009, a adopté la délibération n°8905 relative à l'attribution d'une subvention d'équipement à la commune afin de financer les études préalables à une opération d'aménagement d'ensemble.

Pour conduire ce projet la commune a confié une mission en mandat d'études préalable à la SERM pour en définir la faisabilité technique, économique et financière

La Commune de Saint Georges d'Orques, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement d'ensemble dénommée ZAC Cœur d'Orques.

Cette opération d'une superficie de 6.8 ha permettra de réaliser à terme 350 logements.

L'ambition de la Collectivité, au travers de l'opération d'aménagement, est d'améliorer le cadre de vie général des habitants et usagers du village. Dans cette optique, les objectifs suivant ont été définis :

- recréer une centralité de village ;
- mieux relier le centre commercial existant et la Mairie au reste du village ;
- développer un habitat plus dense et mixte (accession, locatif, logement aidé...) ;
- regrouper les installations sportives dans le même secteur ;
- développer un pôle résidentiel à destination des personnes âgées (EPHAD) et à mobilité réduite.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telles que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération du 23 juin 2010, le Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques a approuvé la création de l'opération d'aménagement Cœur d'Orques et par délibération du 7 mars 2012, a décidé d'en confier la réalisation à Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) concessionnaire.

Le traité de concession d'aménagement entre la Commune de Saint Georges d'Orques et la SAAM, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Etant donné l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier de promouvoir l'aménagement de l'espace de même qu'une politique de l'habitat cohérente, elle souhaite assurer dans les meilleures conditions l'accompagnement de la démarche de la commune à travers cet aménagement.

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la SAAM pour un emprunt d'un montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole destiné au financement des acquisitions foncières et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- emprunt auprès du Crédit Agricole,
- montant attribué : 2 500 000 €,
- durée totale : 7 ans,
- différé d'amortissement : 24 mois
- taux : répartition à 50% / 50% entre taux fixe 1,25 M€ à 2,94% fixe avec 2 ans différé et taux variable 1,25 M€ variable (1,864%) avec 2 ans différé pour profiter des taux court terme très bas
- la garantie de la Communauté d'Agglomération est sollicitée à hauteur de 80% soit 2 000 000.

Au cas où la SAAM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme :

- garantir 80% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SAAM auprès du crédit agricole, soit 2 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SITE NATURA 2000 ' MONTAGNE DE LA MOURE ET CAUSSE D'AUMELAS ' - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et

Politique Foncière, rapporte :

Natura 2000 est un réseau européen institué par la directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. En cours de constitution, ce réseau doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000.

Dans cette perspective, le site Natura 2000 FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » a été proposé comme site d'intérêt communautaire en avril 2002, au titre de la Directive « habitats, faune, flore » 92/43/CEE pour intégrer le réseau écologique européen Natura 2000.

Au stade actuel, le périmètre de la zone d'étude du site concerne 3 intercommunalités : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 2 666,16 hectares répartis entre les communes de Cournonsec, Cournonterral, Murviel-lès-Montpellier et Pignan, représentant 20% de la superficie de la zone d'étude, et les deux Communautés de Communes Nord Bassin de Thau et Vallée de l'Hérault.

Le dispositif de pilotage établi par l'Etat prévoit que chaque site Natura 2000 soit géré par une collectivité territoriale. La Communauté de Communes Vallée de l'Hérault, qui contient un peu plus de 60% de la zone d'étude s'est portée candidate et a été retenue pour être structure porteuse de la phase d'élaboration du document d'objectifs ou « DOCOB ».

Le DOCOB constitue le document de gestion propre à chaque site. Etabli conformément à une méthodologie nationale, il permet de déterminer, sur la base d'un diagnostic écologique et socioéconomique, les enjeux et objectifs de conservation, mais aussi les mesures à mettre en œuvre et leurs conditions d'accompagnement financier.

Lors du dernier comité de pilotage de la démarche d'élaboration de ce document, qui a désigné la structure porteuse, il a été convenu que chaque EPCI contribuerait au financement de la part des dépenses non subventionnée par l'Etat et l'Europe qui interviennent à hauteur de 80%. Les 20% restant à la charge des collectivités s'élèvent à 30 000 € T.T.C. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées. Les deux critères sont pondérés respectivement à hauteur de 30 et 70%.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier la contribution s'élève ainsi à 28,16% du montant restant à la charge des collectivités, soit 8 448,88 €. Ce montant sera mobilisé à part égale sur 2 ans (2012 et 2013).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communautés de Communes Nord Bassin de Thau et Vallée de l'Hérault pour élaborer le DOCOB du site Natura 2000 "Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas",
- approuver le montant de la contribution versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault, désignée structure porteuse de l'élaboration du DOCOB,
- dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 ENVIRONNEMENT – EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL 2011 DU DÉLÉGATAIRE AMETYST DU SERVICE PUBLIC POUR L'EXERCICE 2011

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité de service.

La loi impose la présentation du rapport du délégataire à l'assemblée délibérante qui en prend acte, et sa transmission aux Communes.

Enfin, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du Délégué est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Concernant les opérations en matière d'élimination des déchets faisant l'objet de Délégation de Service Public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorité délégante de l'unité de méthanisation AMETYST.

Le rapport annuel 2011 transmis par le Délégué à la Communauté d'Agglomération de Montpellier rappelle les grandes caractéristiques de la Délégation conclue en août 2007.

Depuis le 8 décembre 2008, l'unité accueille et traite l'ensemble des déchets ménagers collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les bacs gris et les bacs orange. Depuis le 1^{er} août 2010, l'exploitation courante a été confiée au délégataire pour permettre au constructeur de finaliser les travaux engagés relatifs à la réduction des nuisances olfactives, à la prise en compte des mesures réglementaires d'amélioration des conditions de travail au niveau de la zone de maturation et d'affinage des composts, ainsi qu'à l'amélioration du

bilan matière et enfin à la levée des réserves et des non-conformités au marché de travaux.

L'incendie du 13 septembre 2010 n'a toutefois pas permis de mener au terme du 31 mars 2011 initialement convenu, l'ensemble de ces dispositions. Ainsi, l'année 2011 a été marquée par :

- la poursuite du mode de fonctionnement transitoire dit « tout BRS » mis en œuvre à la suite de l'incendie du 13 septembre 2010 sur le hall de déshydratation des digestats,
- la mise en service du 3^{ème} biofiltre en mai,
- le redémarrage d'un premier moteur de cogénération en juin, suite à la stabilisation du mode de fonctionnement transitoire et d'un second (par séquence) en novembre,
- la mise en service par la SERM de l'installation de récupération de la chaleur produite par l'unité de méthanisation pour assurer la base des besoins énergétiques de la ZAC des Grisettes,
- le démarrage en juillet par le constructeur, à ses frais avancés, des travaux de reconstruction du hall de déshydratation des digestats (Hall 7) en vue d'une remise en service complète des installations au 31 mars 2012,
- la réalisation d'une nouvelle ligne de mélange-maturation / affinage des composts.

En terme de bilan d'exploitation, ce sont 103 211 tonnes de déchets qui ont été réceptionnées par l'usine. 96 424 tonnes provenaient de la collecte publique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 6 787 tonnes de bio déchets correspondant aux collectes sélectives des bacs et des sacs oranges. En effet, en accord avec les services de la préfecture, suite à l'incendie du 13 septembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait réduit le volume de l'activité de l'unité AMETYST. Ainsi, 8 500 tonnes par mois étaient acheminées sur l'installation sur un total de 9 900 tonnes collectées mensuellement, le solde correspondant aux collectes de déchets résiduels sur la partie Nord Est de territoire de l'Agglomération étant acheminé vers la station de transit de Vendargues afin de rejoindre des sites de traitement extérieurs.

Ce fonctionnement provisoire a permis cependant de maintenir la production d'électricité à 200 000 KWh par semaine, soit l'équivalent de la consommation de 3 500 logements environ. Ainsi, sur cette même période, 5 061 830 kWh d'électricité ont été produits par les moteurs de cogénération fonctionnant au biogaz et 216 900 kWh de chaleur ont été valorisés pour la ZAC des Grisettes en novembre et décembre.

Sur le plan financier, les prestations de traitement par méthanisation rémunérées dans le cadre de la Délégation de Service Public s'élèvent pour 2011 à 15 150 067,56 € T.T.C.

Ce rapport a été présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 26 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport du Délégué du service public d'élimination des déchets ménagers pour ce qui concerne l'unité de méthanisation Amétyst pour l'exercice 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 ENVIRONNEMENT – RAPPORT ANNUEL 2011 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de son article L.2224-5, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets doit être présenté au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les activités liées à la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de collecte et traitement des déchets sur son périmètre sont développées dans le rapport pour l'année 2011 qu'il convient d'approuver.

Les événements marquants de l'année 2011 retracés dans le rapport d'activité sont :

Concernant la collecte des déchets

Le programme local de prévention des déchets.

« Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas ».

Le 9 mai 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et la Préfecture de Région un accord cadre de partenariat pour réaliser un Programme Local de Prévention des Déchets. Objectif : Diminuer d'au moins 7% en cinq ans la quantité d'ordures ménagères et assimilées produites dans les 31 Communes.

Un diagnostic complet du territoire a été réalisé sur cette thématique et les partenaires locaux susceptibles d'avoir un rôle dans cette démarche ont été sensibilisés au travers d'un comité de pilotage et mis à contribution dans des groupes de travail ciblant.

Sans attendre la validation en 2012 d'un vaste programme d'actions pluri annuelles permettant d'atteindre l'objectif fixé, des actions ont été poursuivies ou engagées :

- La mise à distribution gratuite de composteurs individuels et le lancement d'une expérimentation de compostage en pied d'immeuble avec ACM ;
- La participation à la Semaine Européenne de Prévention des Déchets (SERD) ;

- Des sessions de sensibilisation des élus et agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la prévention des déchets ;
- La réalisation de collectes « solidaires » ou collectes de « dons » en porte à porte, en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (Emmaüs, ERCA) sur 25 Communes ou quartiers, qui ont permis de collecter 60 tonnes d'objets dont plus de la moitié ont pu trouver une seconde vie.

Des conteneurs enterrés pour valoriser le cadre de vie et favoriser le tri des déchets

En 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'aider les Communes qui le souhaitent à réaliser des points de conteneurisation enterrée qui ajoutent à la qualité esthétique du cadre de vie et permettent un tri de meilleure qualité grâce à un système de bornes operculées adaptées à la nature des déchets recyclables.

Les premiers équipements ont été installés en 2010 sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. En 2011, des sites ont été aménagés sur les Communes de Clapiers, Grabels, Murviel les Montpellier, Pérols et Vendargues. Sur le périmètre Grand Cœur de Montpellier, des premiers équipements ont été mis en service dans le centre historique et sur le Cours Gambetta simultanément à la réalisation des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway, l'ambition étant sur Montpellier d'équiper l'intégralité de l'Ecusson. Des projets ont été étudiés et seront mis en œuvre en 2012 sur les Communes de Baillargues, Castelnau le Lez, Lattes, Le Crès, Prades le Lez et Sussargues.

Au-delà des avantages esthétiques et d'amélioration des performances du tri, les importants volumes de stockage enterrés permettent de réduire les fréquences de collecte et donc de diminuer l'empreinte écologique du service (moins de bruit, moins d'émissions de CO2).

Un Partenariat renforcé avec l'OPH-ACM

Suite au bilan positif dressé au terme de la convention annuelle signée en septembre 2010 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ACM en faveur de l'amélioration des performances de tri des déchets (une amélioration moyenne de la qualité du tri de 30% a été observée sur les résidences ayant fait l'objet d'aménagements de leurs locaux à conteneurs et d'une intervention coordonnée des messagers du tri et du bailleur), il a été décidé de reconduire pour 2 années la convention initiale.

Celle-ci s'inscrit dans la continuité de la démarche engagée avec notamment la poursuite du financement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un salarié d'ACM dédié aux actions en faveur du tri. Elle intègre en sus la réalisation de conteneurs enterrés dans des résidences où l'exiguïté des locaux à conteneurs ne permet pas une dotation correcte pour le tri des déchets recyclables, ainsi qu'un travail sur la réduction des encombrants par la sensibilisation des habitants et le développement du ré-emploi, faisant écho aux objectifs du programme local de prévention des déchets.

Un Partenariat renforcé avec Emmaüs pour sensibiliser au ré-emploi : création d'un centre de tri et réemploi

Depuis 2006, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une filière de récupération des équipements électriques et électroniques (D3E) par l'association des Compagnons d'Emmaüs dans ses 20 points de propreté. Petits ou gros appareils ménagers, lorsqu'ils sont en bon état, sont réparés par Emmaüs et ainsi revendus aux personnes à faibles revenus. Le reste est valorisé dans les filières de dépollution et de récupération des matériaux qui composent les appareils.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité aller plus loin sur cette thématique du ré-emploi et de du soutien à l'économie sociale et solidaire en participant au financement de l'étude de faisabilité d'un « centre de tri et de réemploi » qui pourrait voir le jour, à l'initiative d'Emmaüs, sur des terrains de l'Agglomération jouxtant la déchèterie de Pignan.

Ce projet prévoit, outre l'accueil et le reconditionnement des objets ré-utilisables par des personnels en insertion économique, un espace pédagogique visant à sensibiliser le public au tri et à la prévention des déchets. A ce titre, il pourrait bénéficier du label « ressourcerie ».

En terme de bilan quantitatif d'activité, il faut principalement noter :

L'année 2011 enregistre une légère baisse par rapport à 2010 du ratio de production par habitant des ordures ménagères assimilées (OMA) : celui-ci passe de 403 kg en 2010 à 399 kg en 2011, ce qui constitue un résultat encourageant alors qu'en 2011 seulement quelques actions de prévention ont accompagné la réalisation du diagnostic et la définition des actions à mettre en œuvre au cours des prochaines années dans le cadre du programme local de prévention des déchets. Une fois déployé, l'ensemble des actions de prévention décidées permettront d'amplifier ce résultat pour atteindre en 2015 l'objectif de baisse de ce ratio de production de 28 kg par habitant et par an.

Ordures ménagères assimilées	Tonnages collectés en 2011
Collecte de déchets résiduels en porte à porte	124 481
Collectes sélectives en porte à porte (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	31 133
Collectes sélectives en apport volontaires (verre, papiers journaux)	9 628
TOTAL hors déchèterie et encombrant	165 242

Les apports en déchèterie ont quant à eux connus une augmentation significative de près de 6%, sans doute en relation avec le regain d'activités économiques et la sortie de crise progressive qu'a connue la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2011 par rapport à 2010. Rappelons que plus de 70% des déchets apportés en

déchèterie sont valorisés grâce au tri que les usagers effectuent sur le quai des installations. Dans le même temps, le tonnage des encombrants collectés en porte à porte restait stable.

Dépôts d'encombrants et en déchèteries	Tonnages déposés en 2011
Déchèteries	79 066
Encombrants collectés en porte à porte	7 212
TOTAL	86 278

En matière de traitement, de valorisation et d'élimination des déchets

Le Centre de tri Demeter

L'ensemble de la collecte des déchets recyclables secs en porte à porte est dirigé vers le centre de tri DEMETER. L'activité du centre de tri progresse régulièrement : de 12 278 tonnes en 2003 à 22 316 tonnes en 2011, soit une progression de plus de 80% en 8 ans.

En 2011, les travaux conjugués de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses collectes et de l'exploitant du centre de tri ont permis en outre de diminuer de 3% par rapport à 2010 la proportion de refus de tri.

Le Thôt : réhabilitation et valorisation énergétique exemplaire du biogaz

L'unité de valorisation énergétique du biogaz du centre de stockage du Thôt mise en service en mars 2008 continue à assurer la requalification du site avec une production électrique de 7113 MWh pour 2011, en hausse de 12% par rapport à 2010.

Le compostage des Déchets végétaux

Le traitement des déchets verts est assuré pour partie par la plate-forme de compostage de Grammont exploitée en régie : En 2011, elle a traitée 10 266 tonnes en provenance des déchèteries, auxquelles s'ajoutent 1 538 tonnes en provenance des services techniques municipaux des communes de l'Agglomération et des entreprises d'espaces verts.

La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, le reste a été valorisé sous forme de compost de déchets verts mis à disposition des habitants de l'Agglomération.

7 543 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries l'Ouest de l'Agglomération ont été traitées par l'établissement Véolia – Actisol de Pignan titulaire d'un marché public de prestations de service passé avec l'Agglomération. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit directement compostées sur place.

L'unité de méthanisation AMETYST

Pour l'année 2011, le site a réceptionné, malgré son mode de fonctionnement transitoire mis en place après le sinistre incendie du 13 septembre 2010, **103 211 tonnes de déchets**. 83 057 tonnes ont été traitées sur l'unité, le solde ayant été détourné, soit vers l'unité de valorisation énergétique OCREAL, soit vers des installations de traitement extérieures. Les bio-déchets triés à la source représentent en 2011 6 787 tonnes de ces apports. Le fonctionnement provisoire a permis de maintenir la production moyenne d'électricité à 200 000 KWh par semaine, soit l'équivalent de la consommation de 3 500 logements environ. Ainsi, 5 061 830 kWh électriques ont été produits en 2011 par les moteurs de cogénération fonctionnant au biogaz et la chaleur récupérée à partir de novembre 2011 sur les échappements et les circuits de refroidissement de ces moteurs a permis de livrer 216 900 kWh au quartier des Grisettes.

Les travaux de reconstruction du hall sinistré ont pu démarrer, dans le cadre de l'expertise judiciaire engagée à l'initiative de l'assureur « tous risques chantier » du marché de construction, en juin 2011, au frais avancés du constructeur, pour un montant d'environ 3 M€ H.T., avec un objectif de remise en service du hall le 31 mars 2012 au plus tard.

Les derniers travaux visés dans le protocole transactionnel signé en août 2010 entre la constructeur et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été réalisés en grande majorité. En particulier, une nouvelle aéraulique de l'intérieur des bâtiments a été mise en service simultanément au 3^{ème} biofiltre en mai 2011 et une nouvelle ligne de maturation et affinage des composts est opérationnelle depuis la fin d'année.

L'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries

Elle a accueilli en 2011, **76 319 tonnes** constituées des encombrants déposés en déchèteries, ainsi que d'une partie des refus de tri et des stabilisats de l'unité AMETYST.

Le dispositif de drainage et de destruction par torchère du biogaz produit par les déchets stockés, mis en service mi-juillet 2010 de manière à réduire les émissions de biogaz à l'atmosphère pouvant être à l'origine de gênes olfactives, a été complété par la réalisation et la mise en réseau de nouveaux drains au fur et à mesure du remplissage du casier de stockage. Complémentairement, un dispositif de pulvérisation d'un neutralisant d'odeurs a été installé.

D'autre part, la fin de l'exploitation du casier n°1 étant programmée au 15 février 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé en 2011, afin d'assurer la continuité du service public d'élimination des déchets ménagers, les études préalables à la constitution des dossiers techniques et réglementaires de demande d'autorisation d'exploiter un casier n°2 dans le prolongement du premier, dossiers approuvés par délibération n°10339 en date du 28 juillet 2011.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 32 935 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

Il s'agit de déchets résiduels pour 10 949 tonnes, et pour 21 986 tonnes de déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation AMETYST (refus légers de la chaîne de tri), sur le centre de tri DEMETER (refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes), sur les installations de tri DIB de Garosud qui conditionnent les cartons et papiers journaux déposés dans les déchèteries et les points d'apport volontaires, enfin sur les déchèteries (bennes de déchets plastiques).

Au plan financier, il convient de noter les différents éléments suivants :

Le montant global des dépenses de fonctionnement du service, hors charges de personnel, s'élève pour l'exercice 2011 à : 58,07 millions d'euros T.T.C.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) s'est élevée à un montant de 1 203 941,58 euros T.T.C.

Les collectes sélectives ont généré **2,76 millions d'euros de recettes**, en hausse de près de 40% du fait de la hausse des prix de reprise des matériaux et du soutien apporté par Eco Emballages qui récompense l'augmentation des performances de tri des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de son nouveau « barème E ».

Par ailleurs, la redevance spéciale pour la valorisation et le traitement des déchets non ménagers assimilés a permis de recouvrer **3,23 millions d'euros** dans le cadre des conventions conclues avec les personnes morales de droit public ou privé producteurs de déchets ménagers assimilés. Outre qu'il s'agit d'une obligation réglementaire, l'institution de la redevance spéciale permet de responsabiliser les professionnels en les incitant à la **réduction des volumes** à la source et à l'**organisation du tri** (via la collecte sélective et les déchetteries) et ainsi contribuer à la **protection de l'environnement**.

Le rapport pour l'année 2011 reprenant le détail des prestations et des coûts mentionnés ci-dessus a sera présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 26 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service communautaire de traitement des déchets qui sera transmis aux Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, conformément à la réglementation;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 ENVIRONNEMENT – RÉGIE DE COLLECTE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°3041GD12 DE RÉHABILITATION DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX DE GRAMMONT - APPROBATION DE L'AVANT PROJET DÉFINITIF ET DU MONTANT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ DE TRAVAUX

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont a été mise en service par la ville de Montpellier en 1992. Elle a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2004.

De par l'apport des végétaux en provenance des points de propreté de l'agglomération et le recours plus important aux prestations de broyage, le tonnage traité est passé de 6 000 à 12 000 tonnes entre 2006 et 2011. Actuellement, la plateforme de Grammont accueille notamment les déchets végétaux collectés dans les déchèteries des parties Est et Centre de l'Agglomération et sert désormais en grande partie à fournir des broyats de végétaux à l'unité de méthanisation AMETYST et à la station d'épuration des eaux usées de Baillargues, nécessaires pour structurer les futurs composts en phase de maturation.

L'ancienneté et la forte sollicitation de l'infrastructure nécessitent sa réhabilitation. En plus de la reprise complète de la dalle et de son éclairage, cette rénovation permettra de prendre en compte des exigences réglementaires nouvelles concernant notamment la gestion des eaux pluviales et des process (création de bassins d'orage et reprise du lit filtrant), la sécurisation des circulations intérieures (au regard d'une fréquentation grandissante), la maîtrise des apports (mise en place d'un pont bascule) et de la traçabilité des lots, enfin le stockage des carburants utilisés.

Pour définir les travaux nécessaires à la réalisation du programme et leur allotissement, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée après consultation à la société CADET International. Un coordinateur sécurité et protection de la santé et un contrôleur technique ont par ailleurs été désignés.

L'avant-projet définitif de l'opération de réhabilitation conduit à un montant de travaux de 816 000 € H.T, soit à un montant global d'opération, frais d'ingénierie compris, de 858 000 € H.T., soit 1 026 168 € T.T.C. (valeur juin 2012).

Sur cette base, un dossier de consultation a été élaboré afin de mettre en concurrence les entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation, selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics, les lots étant attribués par marchés séparés.

L'allotissement suivant a été retenu :

Lot 1 Terrassement, VRD, clôture et portail, aménagement divers : estimé à 477 000 € H.T.

Lot 2 Génie civil et bâtiment : estimé à 94 000 € H.T.

Lot 3 Electricité et éclairage solaire: estimé à 43 000 € H.T.

Lot 4 Pont bascule: estimé à 45 000 en € H.T.

Lot 5 Equipements de traitement des eaux pluviales des zones d'activités de broyage: estimé à 149 000 € H.T.

Lot 6 Equipements de stockage et distribution de gasoil: estimé à 8 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant-projet définitif de la réhabilitation de la plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont et son montant prévisionnel,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- approuver le dossier de consultation des entreprises pour le marché de travaux et autoriser la consultation des entreprises selon la procédure de l'appel d'offres ouvert,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3041GD12 avec les entreprises qui auront été retenues par la commission d'appel d'offres, ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°1881BGD08 LOT CENTRE POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°8622 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé à l'issue de la procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°1881B GD08 avec la société SMN pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés sur le lot Centre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché a été conclu pour une durée de 6 ans, hors période de préparation, à compter du 4 mai 2009.

Les prestations de collecte définies dans le cahier des charges sont réalisées par des bennes à ordures ménagères traditionnelles sur la base d'un équipement en bacs roulants de la population desservie.

Dans sa volonté d'accompagner les communes de l'Agglomération dans la reconquête de leur centre ville, l'Agglomération de Montpellier a engagé la mise en place de conteneurs enterrés sur une partie du territoire. Compte tenu des problématiques d'accès en centre historique de Montpellier, un système innovant de conteneurs enterrés avec cuve légère a été proposé.

Ce système nécessite d'être collecté avec des moyens adaptés consistant en des bennes à ordures ménagères d'un volume utile de 9 m³, équipées d'une grue pour soulever la cuve et la vider en trémie arrière.

Par délibérations n°10039 en date du 10 mars 2011 et n°10432 en date du 29 septembre 2011, ces prestations nouvelles ont fait respectivement l'objet d'avenants n°1 et n°2 au marché n°1881BGD08 afin d'en préciser les modalités techniques et de créer des prix nouveaux au Bordereau des Prix unitaires et forfaitaires du marché.

La durée cumulée de ces avenants a été établie à 15 mois avec une date de fin programmée au 30 juin 2012, de manière à appréhender, après une phase de stabilisation, les impacts de ce nouveau service sur l'organisation générale des collectes d'ordures ménagères du centre ville de Montpellier.

Il a ainsi été convenu qu'un nouvel avenant devrait être conclu pour notamment traduire les impacts de cette nouvelle collecte en terme de diminution des moyens de collecte traditionnels affectés au marché. La nouvelle collecte a en effet vocation à se substituer en tout ou partie à la collecte classique des ordures ménagères déposées dans les bacs roulants, une fois ceux-ci remplacés par des conteneurs enterrés.

Les fortes contraintes d'implantation des conteneurs enterrés dans le centre historique de Montpellier n'ont toutefois pas permis de respecter le calendrier initial de réalisation des travaux.

Aussi, le démarrage des nouvelles prestations de collecte s'est limité en 2011 à un ensemble de 15 conteneurs enterrés répartis entre le Cours Gambetta et le centre historique, ne permettant pas, sur les premiers mois de 2012, de mettre en évidence des évolutions des prestations de collecte de bacs suffisamment significatives pour justifier une réorganisation des circuits de collecte traditionnelle affectés. Le passage des véhicules de collecte en porte-à-porte a été maintenu dans toutes les rues de l'Ecusson.

Deux campagnes successives d'implantation de conteneurs enterrés sont programmées en 2012 par la Ville de Montpellier : la première a démarré courant juin et concerne un ensemble de 20 conteneurs enterrés répartis sur 12 sites, la seconde, prévue à l'automne 2012, concerne 12 conteneurs répartis sur 6 sites.

C'est pourquoi il est proposé la signature d'un avenant n°3, afin de prolonger les effets des avenants antérieurs sur l'intégration de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires, pour une nouvelle durée de 12 mois maximum à compter du 1^{er} juillet 2012.

Un avenant n°4 devra ensuite être conclu afin de prendre en compte les évolutions des services de collecte traditionnelle qui ne pourront intervenir qu'une fois les nouveaux points de collecte en place et les différents services stabilisés.

Les nouveaux prix unitaires intégrés par l'avenant n°2 au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement du marché demeurent inchangés.

Le montant de l'avenant n°3 sur sa durée maximale de 12 mois est estimé, sur la base du Détail des Quantités Estimatif, à 250 000 € H.T.

Ainsi, les avenants n°1, 2 et 3 conduisent à une augmentation totale de 1% du montant initial du marché porté de 50 497 279,38 € H.T. à 51 021 218,2 € H.T. maximum (valeur août 2008).

Ce projet d'avenant n°3 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 5 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°3 au marché n°1881BGD08 avec la société SMN sise à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 au marché n°1881BGD08 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 ENVIRONNEMENT – MARCHÉ N°3015GD12 DE NETTOYAGE EXTÉRIEUR DES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Dans le cadre du projet DEMETER de valorisation, traitement et élimination des déchets ménagers, la Communauté d'Agglomération a fortement développé son parc de Points d'Apport Volontaire pour la récupération des bouteilles, bocaux en verre et du papier.

En complément, au deuxième semestre 2012, débutera une campagne, programmée sur 5 ans, de renouvellement de l'ensemble des colonnes du territoire de l'agglomération. Les colonnes seront remplacées par des modèles métalliques sérigraphiés permettant de rendre plus visuels et attractifs les points de collecte et ainsi, d'augmenter sensiblement les tonnages de verre recyclé.

La qualité et la propreté du parc doit être maintenue. Or, les colonnes d'apport volontaire pour la récupération du verre et du papier font régulièrement l'objet de graffitis, et sont utilisées comme support d'affiches sauvages. Par conséquent, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit en assurer le nettoyage afin de maintenir l'aspect esthétique et la propreté de ce mobilier urbain.

Le marché n°2146GD09 conclu à cet effet avec la Société Ciel Vert arrive à son terme le 18 novembre 2012. Un nouvel appel d'offres doit être lancé en application des articles 33 3°al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer la continuité du service.

La consultation concerne le nettoyage des tags, graffitis ainsi que l'enlèvement des affiches et papiers collés sur les colonnes d'apport volontaire, l'enlèvement des résidus de nettoyage présents ou déversés aux abords des Points d'Apport Volontaire, ainsi que le nettoyage des graffitis présents dans les déchèteries. Ces opérations de nettoyage pourront être effectuées sur d'autres mobiliers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La durée proposée pour ce marché est de trois ans. Il s'agit d'un marché à bons de commande pour un montant minimum de 200 000 € H.T. et pour un montant maximum de 400 000 € H.T. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix. Le nombre estimatif de colonnes à nettoyer est d'environ 3 000 unités par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du marché n°3015GD12 concernant le nettoyage extérieur des Points d'Apport Volontaire sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 928, et seront reconduits en tant que de besoin,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3015GD12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ÉCONOMIQUES - CONTRIBUTION 2012 - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. Deloncle, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée

suppléante de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement économique et emploi, rapporte :

La CCIM (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier) était jusqu'en juin 2009 gestionnaire de la concession de l'aéroport de Montpellier et portait juridiquement et financièrement les contrats de marketing online signés avec les compagnies aériennes low cost. Les collectivités partenaires versaient une subvention à la CCIM afin de participer au financement de ces actions qui contribuent à l'attractivité touristique et économique de leur territoire.

Les actions menées dans le cadre du marketing online ont permis la venue de 250 000 touristes et représentent 25% du trafic de l'aéroport, permettant ainsi de générer un chiffre d'affaires important pour l'ensemble des professionnels du tourisme.

Depuis le 1^{er} juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée - SAMM) a été créée, reprenant la concession de la plateforme.

Cette SAMM est détenue à 60% par l'Etat, 25% par la CCIM et 15% par les collectivités (7% Département de l'Hérault, 6,5% Région Languedoc-Roussillon, 1% Communauté de Communes du Pays de l'Etang de l'Or et 0,5% Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Compte tenu de l'évolution de la gestion de l'aéroport de Montpellier, la CCIM a travaillé à l'élaboration des statuts d'une association de promotion des flux touristiques et économiques afin de poursuivre les actions développées avec les compagnies desservant l'aéroport de Montpellier.

Cette structure associative a été créée et déclarée en préfecture le 12 juillet 2010. Les collectivités partenaires de la CCIM ont donné leur accord de principe à l'association pour la reprise des contrats de marketing online portés précédemment par la CCIM. La Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté de Communes du Pays de l'Or et des professionnels du tourisme adhèrent à cette association depuis sa création.

L'association a pour objet dans ses statuts : « la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestation marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale ».

Les collectivités adhérentes à cette association soutiennent en cofinancement la promotion des flux touristiques et économiques générant le trafic aérien sur l'aéroport.

La contribution de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'année 2012 s'élève 550 000 € maximum pour le fonctionnement de l'association et le programme de promotion vers les destinations entérinées par l'Assemblée Générale du 23 février 2012. Cette contribution correspond à 25% du montant total du budget de fonctionnement et des contrats de marketing online de l'année 2012 ainsi qu'au programme des destinations joint en annexe de la convention. Cette contribution sera payée au prorata du nombre de mois pendant lesquels sont menées ces actions et sur présentation des factures correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une contribution de 550 000 euros maximum pour l'année 2012 à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques dans le cadre des actions menées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909;
- approuver les termes de la convention avec l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées : 6 contre. MM G. Pastor, C. Meunier et A. Zylberman ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 19 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION CENTRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION INDUSTRIELLE (CR2i) DIAGNOSTIC SANTÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement d'entreprises issues du secteur des Sciences du vivant.

Elle est en particulier attachée au développement du secteur du diagnostic médical en soutenant par exemple le cluster Euromediag depuis sa création et l'inter-filière TIC-santé sur son territoire avec le soutien à l'installation de la formation TIC-santé de l'Institut Télécom.

L'Etat a décidé d'attribuer 35 Milliards d'euros pour les programmes « Investissements d'avenir » dont 22 Milliards d'euros seront consacrés à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Dans ce cadre, le projet de CR2i (Centre de Recherche et Innovation Industrielle) DiagnosTIC Santé porté dans, un premier temps, par le pôle de compétitivité Eurobiomed, a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).

Le projet déposé ayant retenu l'attention de l'Etat, il a été décidé de créer une association CR2i pour continuer à porter le projet et répondre à l'appel à projet. Cette association CR2i DiagnosTIC-santé a été créée le 28 février 2011.

L'association a ensuite répondu à l'appel à projet « Plateformes Mutualisées d'innovation » (PFMI) en septembre 2011 et a été retenu en février 2012.

Le CR2i est une structure de services mutualisés facilitant la mise en place et la réalisation de projets de R&D innovants et de rupture jusqu'à leurs applications industrielles. Sa thématique est ciblée sur la convergence entre le diagnostic, la thérapie et les technologies de l'information et de la communication, pour apporter des solutions intégrées en santé au service du patient, en particulier dans le domaine des maladies chroniques et des maladies multifactorielles. L'objectif est de devenir le centre expert Européen en transfert industriel dans le domaine du DiagnosTIC Santé.

Pour atteindre ses objectifs, le CR2i a d'ores et déjà fixé les éléments directeurs de sa stratégie. Il articule ainsi ses activités autour de 3 défis technologiques :

- validation clinique de biomarqueurs jusqu'à leurs applications industrielles,
- mise au point d'outils de diagnostic près du patient,
- développement d'une plateforme de supervision médicale, de pilotage et monitoring à distance.

Le CR2i propose trois types de services différents : des plateaux technologiques (informatique, biomarqueurs, biocapteurs et recherche clinique), des services non technologiques (veille technologique, étude et veille brevetaire, études de marché, ...) et une ingénierie de projets innovants.

Tous ces services seront en accès ouvert pour tous et notamment pour les TPE/PME.

Toutes ces offres seront en lien direct et en parfaite relation avec les offres déjà existantes et fournies par les partenaires accompagnateurs de l'innovation présents sur le territoire (Transferts LR, structure de valorisation agissant pour le Conseil Régional, Eurobiomed, pôle de compétitivité en santé sur le territoire LR et PACA, ...).

Enfin, le CR2i intégrera une offre de formation élargie (étudiants, professionnels et industriels de santé, patients) en s'appuyant sur les projets existants : Institut Télécom, futur Master BIOTIN, futur Institut National du CNAM sur le diagnostic, formation e-santé (Faculté de médecine)...

Aujourd'hui, l'association compte 54 membres dont 32 industriels, mais aussi des Etablissements de recherche, de Formation et de soins et des partenaires associatifs et institutionnels.

L'objet du financement de l'association en 2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec la Région Languedoc-Roussillon, le FEDER, et la Caisse des Dépôts et Consignations est d'accompagner le projet jusqu'à ce qu'une structure juridique propre soit mise en place.

Aujourd'hui l'association CR2i dispose de bureaux au sein du Biopôle Euromédecine.

L'installation prévue du CR2i sur le Biopôle Euromédecine confortera le positionnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'acteur de premier plan du diagnostic et de la télésanté en Europe.

L'association "CR2i DiagnosTIC Santé" a entamé en mars 2012 son deuxième exercice.

Les objectifs qu'elle s'était fixée pour son premier exercice ont été atteints:

- préparation et dépôt de dossier de candidature (pour l'appel à projets Plateformes Mutualisées pour l'Innovation (PFMI)) le 29 septembre 2011,
- audition par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et le Commissariat Général à l'Investissement, le 8 novembre à Paris,
- avis favorable du comité de pilotage PFMI en date du 8 décembre 2011, pour passer à la phase d'ingénierie,
- confirmation écrite de Luc Rousseau (DG de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services et président du comité de pilotage PFMI) transmise le 16 février 2012.

Le CR2i est donc passé à la phase d'ingénierie du projet avec plusieurs études à mener:

- étude de marché pour finaliser le plan d'affaires,
- dossier concernant le plateau informatique,
- aménagement des locaux à Cap Sigma,
- mise en place de la structure juridique: rédaction des statuts, du pacte d'actionnaires. ...

Cette ingénierie prendra environ 1 an et le CR2i devrait voir le jour au cours du premier semestre 2013.

Ce programme pourra être réalisé grâce à un co-financement de la Région Languedoc-Roussillon, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de fonds FEDER et de la CDC.

Le budget prévisionnel de l'association pour 2012 est de 470 000 euros. Il est cofinancé par des fonds publics à hauteur de 50% :

- Fonds FEDER : 80 000 euros
- Caisse des Dépôts et Consignation : 70 000 euros
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 42 500 euros
- Région Languedoc-Roussillon : 42 500 euros

L'auto-financement à 50% de l'association est représenté par la valorisation du temps que les industriels bénévoles consacrent au projet et par les cotisations annuelles.

Il est donc proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte un financement à l'association CR2i DiagnosTIC-santé qui porte le projet par l'octroi d'une subvention de 42 500 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 42 500 € à l'association CR2i DiagnosTIC Santé, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 909 du budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EUROBIOMED - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement d'entreprises issues du secteur des Sciences du vivant. Aussi, elle souhaite soutenir le développement du pôle de compétitivité Eurobiomed.

La création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la visibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Cette politique nationale entre dans un cadre européen plus général de soutien à la compétitivité.

Premier cluster interrégional, Eurobiomed couvre les régions Languedoc-Roussillon (LR) et Provence Alpes Côte d'Azur (PACA). Avec un réseau de plus de 400 entreprises, majoritairement des PME innovantes, 8 universités et de nombreuses écoles formant 39000 étudiants, 400 laboratoires de recherche, 4 CHU et une Direction interrégionale des recherches cliniques, Eurobiomed se positionne au rang des principaux clusters français et européens en Santé en termes de nombre d'entreprises, de capacités de recherche, d'excellence scientifique et d'équipements dédiés à l'innovation et à la création d'entreprises innovantes.

La dynamique du réseau d'Eurobiomed se concrétise par la forte implication d'entrepreneurs, chercheurs et acteurs du monde académique et du développement économique au sein de la structure qui travaillent, au quotidien, à la stratégie et au développement du cluster.

Eurobiomed agit autour de 5 axes :

- maladies infectieuses, tropicales et émergentes,
- maladies rares et orphelines,
- dispositifs médicaux, bio-marqueurs, diagnostic et TIC Santé,
- immunologie et applications thérapeutiques,
- soins et accompagnement du vieillissement, des pathologies neurologiques et du handicap.

Eurobiomed met en place des actions et des services dédiés aux acteurs régionaux et particulièrement aux PME tels des animations, des rencontres thématiques, des outils mutualisés et services dédiés, des actions collectives (notamment à l'international).

De plus, dans le cadre de la labellisation de projets Recherche et Développement (R&D), Eurobiomed a une mission d'accompagnement au montage de projets R&D, depuis l'identification de partenaires académiques ou industriels, jusqu'à l'aide à la mise en place des dossiers de réponses aux appels d'offres. Eurobiomed aide ainsi les porteurs de projets à soumettre leurs projets afin d'obtenir la labellisation par le pôle de compétitivité.

Ainsi les objectifs d'Eurobiomed sont :

- de fédérer et développer les synergies entre les entreprises, laboratoires publics, structures de formation et d'accompagnement des régions PACA et L-R par la mise en place d'actions d'animation de réseau et le développement de projets partenariaux,
- de développer de nouvelles innovations au service de la santé,
- de renforcer la visibilité du réseau et des entreprises,
- d'accompagner le développement des entreprises et de l'emploi.

Les actions de soutien à l'émergence, au montage à l'évaluation et l'obtention de financements de projets de recherche menées par le pôle depuis sa création en 2006 ont permis de soutenir 104 projets pour un montant total des investissements de R&D de 280 M€.

En 2010, dans le cadre des appels d'offres du programme « Investissements d'Avenir », Eurobiomed a décidé de soutenir les projets structurants du territoire. 26 projets ont été analysés et le pôle s'est fortement impliqué dans 2 d'entre eux. En particulier, Eurobiomed a porté le projet de Centre de Recherche et Innovation Industrielle (CR2i) DiagnosTIC santé sur Montpellier.

La mise en place du Pack Adhérent pour structurer l'offre de service et organiser la prospection de nouveaux membres a permis une augmentation du nombre d'adhérents. Entre 2010 et 2011, le nombre d'adhérents est passé de 183 à 205 avec une augmentation de 8% sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En 2011, Eurobiomed a organisé 21 manifestations (Biorézo, rencontres thématiques, colloques ...) dont 6 ont eu lieu sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont 2 événements internationaux EIC 2011 et RARE 2011.

Depuis 2009, des groupes de travail ont été mis en œuvre pour mettre en place des actions et des réflexions sur les axes stratégiques du pôle :

- groupe de travail plateformes technologiques,
- groupe de travail formation,
- groupe de travail Euromediag (avec la création du métacluster européen EDC Alliance),

- groupe de travail Ophta Biotech,
- groupe de travail gestion des risques et RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Eurobiomed a assuré en 2011 des actions de promotion et d'accompagnement des entreprises du pôle sur différentes salons (Bio US, Medica ...).

Le pôle a également poursuivi une politique volontariste à l'international en particulier en Europe. Il a ainsi contribué à la mise en place d'EDCA European Diagnostic Cluster Alliance et en assure la Présidence.

Eurobiomed a également signé des conventions avec d'autres partenaires : le cluster Biowin (Belgique, Wallonie), le cluster Biocat (Espagne, Catalogne), le Parc de Canavese (Italie, Lombardie), le Technion (Haïfa, Israël) et avec le FABA Federation of Asian Biotech Association.

Eurobiomed a pour objectifs en 2012 de donner satisfaction à ses membres et couvrir encore mieux l'ensemble du territoire, de développer les services aux entreprises et les aider à accéder à des financements, d'ancrer sa position comme animateur incontournable de la filière santé, de devenir une référence internationale dans le diagnostic médical, de faire vivre ses partenariats notamment internationaux, de réaliser l'évaluation du pôle et de revoir sa stratégie.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier qui soutient les pôles de compétitivité depuis leur création, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences :

- la présentation de budgets équilibrés,
- le financement annuel du fonctionnement des pôles.

Pour 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à Eurobiomed par l'octroi d'une subvention de 40 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 40 000 euros pour l'année 2012 à l'association Eurobiomed, pour l'animation, la mise en place et le suivi des projets du pôle, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
 - dire que la subvention a été affectée par délibération n°10531 du 20 décembre 2011,
 - dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISME EXTÉRIEUR - CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SA AÉROPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE - DÉSIGNATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'aéroport de Montpellier-Méditerranée est aujourd'hui la plate-forme principale du Languedoc-Roussillon en termes de trafic (1 310 000 en 2011), et constitue un vecteur important d'attractivité et de développement économique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient fortement le développement des flux touristiques aéroportuaires.

L'Aéroport de Montpellier-Méditerranée fait partie des dix grands aéroports métropolitains français dont la gestion est confiée à une société anonyme composée de l'Etat, de la CCI de Montpellier et des collectivités locales qui participent au développement de l'aéroport.

Depuis le 30 juin 2009, date sa création, la société aéroportuaire, est chargée de l'exploitation de la concession de l'Aéroport de Montpellier Méditerranée.

Cette société a pour objet, la gestion et la promotion d'ouvrages et services de l'Aéroport de Montpellier Fréjorgues, la gestion de participation dans d'autres sociétés exerçant une activité dans le domaine aéroportuaire, la réalisation ou l'exploitation de tous brevets concernant les activités se rapportant à cet objet, et la réalisation de toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant au domaine aéroportuaire.

Cette société, dénommée « Aéroport de Montpellier Méditerranée » est détenue à 100% par des actionnaires publics. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire minoritaire à hauteur de 0,5% du capital.

Les autres partenaires sont l'Etat avec 60%, la CCI de Montpellier pour 25%, le Département de l'Hérault pour 7%, la Région Languedoc-Roussillon pour 6,5%, et la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 1%.

Cette société est dotée d'un conseil de surveillance et d'un directoire. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est représentée par un siège en tant que simple censeur. A ce titre, elle est convoquée à toutes les séances du Conseil de surveillance et à toutes les Assemblées d'actionnaires, afin d'assurer notamment une mission générale et permanente de conseil et de surveillance.

Le Conseil de surveillance est constitué de 15 membres au total nommés pour 3 ans : l'Etat détient 8 sièges, la CCI de Montpellier 4 sièges, le Département de l'Hérault 1 siège, la Région Languedoc- Roussillon 1 siège, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or 1 siège. La Communauté d'Agglomération de Montpellier y occupe le poste de censeur.

Le Directoire est constitué de 2 à 5 membres désignés pour 5 ans par le conseil de surveillance. Aucun membre du

conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire.

Les mandats arrivant à échéance, il convient d'autoriser la Communauté d'Agglomération de Montpellier à être à nouveau membre du conseil de surveillance, de nommer son représentant et autoriser ce dernier à exercer toutes fonctions dans ce cadre.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. G. Pastor.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Communauté d'Agglomération à être à nouveau membre du Conseil de surveillance de la Société Anonyme de l'Aéroport de Montpellier Méditerranée;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. G. Pastor, représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil de surveillance de ladite société et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 270 € par jour (estimation de 2010).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Congrès régional des tribunaux de Commerce

L'Association des magistrats en exercice du tribunal de Commerce de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Henri LEIRIS, a organisé le 15 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès régional des tribunaux de Commerce ».

Ce congrès régional est un moment privilégié d'échange de connaissances et de pratiques mutuelles en présence des meilleurs spécialistes. Le thème retenu cette année, « l'harmonisation des bonnes pratiques au sein des juridictions consulaires » est un thème d'une importance particulière, puisqu'il porte sur les moyens de l'amélioration continue de la justice consulaire au service du tissu économique. Plus de 150 juges, ainsi que de nombreux acteurs avocats, experts, mandataires judiciaires, huissiers, greffiers de provenance des six juridictions de la délégation régionale ont été réunis.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4^{èmes} Rencontres EUROMED COBATY – « Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable »

L'Association COBATY Montpellier Méditerranée, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Jean-Pierre PATOU, a organisé du 25 au 27 mai 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{èmes} Rencontres EUROMED COBATY – Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable ».

Ce congrès qui a regroupé environ 300 chefs d'entreprise et cadres du monde du bâtiment venant de France, d'Europe, mais aussi du Maghreb, a eu pour objectif l'élaboration de stratégies locales conciliant patrimoine, tourisme, environnement et développement durable tout en guidant les acteurs de la fabrication du territoire méditerranéen mondialement attractif.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

18^{ème} Conférence E-SOVE Montpellier 2012

Le CIRAD-BIOS, sous l'autorité de son Directeur Régional Languedoc-Roussillon, Monsieur Michel SALAS, organisera du 8 au 11 octobre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 18^{ème} Conférence E-SOVE Montpellier 2012 ».

Cette conférence, organisée tous les deux ans, vise à partager les connaissances sur les arthropodes (insectes et tiques) facteurs de nuisance pour l'homme et les vecteurs responsables de la transmission d'agents pathogènes pouvant entraîner des épidémies en Europe. Seront exposées les découvertes les plus récentes sur l'écologie des vecteurs et les moyens de leur contrôle, connaissances essentielles pour gérer les nuisances dues aux piqures

d'insectes et de tiques et pour contrôler les maladies émergentes transmises par ces vecteurs. Environ 300 participants et scientifiques, pour la plupart d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Moyen-Orient sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

8^{èmes} Journées du Cancéropôle Grand Sud-Ouest

Le Cancéropôle Grand Sud-Ouest, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Marc YCHOU, organisera du 10 au 12 octobre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 8^{èmes} Journées du Cancéropôle Grand Sud-Ouest ».

Le Cancéropôle Grand Sud-Ouest est l'un des sept Cancéropôles identifiés par l'Institut National du Cancer dans le cadre du plan cancer qui fédère, autour de projets de recherche, plus de 450 équipes scientifiques et médicales. Ce colloque va permettre de renforcer les liens entre chercheurs et cliniciens, de faciliter les liens avec les industriels pour accélérer le transfert et l'innovation, d'entendre et de rencontrer des scientifiques à travers des conférences de haut niveau et également de donner la parole aux jeunes chercheurs ; c'est à la fois une vitrine de travaux en cours dans le Cancéropôle et une occasion de rencontre entre les équipes comme avec les industriels qui seront très présents pour venir renforcer les partenariats. Plus de 600 personnes, chercheurs, cliniciens et industriels sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (PRES) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur - Université Montpellier Sud de France (PRES-UMSF) est un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS) créé par décret le 9 juin 2009. Il comprend 3 membres fondateurs (Université Montpellier I, Université Montpellier II, Université Montpellier III) et 12 membres associés dont Montpellier SupAgro, les universités de Nîmes et de Perpignan, le CROUS, l'IRTS, les collectivités territoriales, le CHU, l'ENSCM, l'Ecole des Mines d'Alès et des organismes de recherche (IRD, CIRAD).

Outre le fait d'assurer une meilleure lisibilité et de renforcer l'attractivité du site de Montpellier sur le plan national et international, l'établissement a deux missions principales :

- préparer, entre les membres fondateurs, les conditions de la fusion des trois universités de Montpellier,
- assurer la gouvernance et le suivi de l'Opération Campus.

Jusqu'à la création du PRES, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participait au Groupement d'Intérêt Public Pôle Universitaire Européen de Montpellier et du Languedoc-Roussillon et disposait de 1/18^e des droits et obligations du GIP. A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versait au GIP une subvention équivalente au prorata de ses droits et obligations.

Depuis la création du PRES-UMSF, et dans la continuité du soutien au Pôle Universitaire Européen, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a maintenu la subvention allouée précédemment au GIP.

Compte tenu de l'implication et des engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans l'opération CAMPUS, et afin d'ancrer la participation de la collectivité dans ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a intégré les instances du PRES-UMSF en qualité de membre associé comme le prévoit l'article 2 du décret n°2009-646 du 9 juin 2009 portant création de l'établissement public de coopération scientifique « Université Montpellier Sud de France ».

La participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au fonctionnement du PRES-UMSF pour l'année 2012 s'élève à 38 300 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le PRES - UMSF,
- autoriser le versement d'une subvention de 38 300 € au PRES - UMSF au titre de l'année 2012,
- dire que les crédits correspondant à la dépense sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE MONTPELLIER - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL 2011 DU DÉLÉGATAIRE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Marché d'Intérêt National de Montpellier (MIN) Mercadis est géré par la Société d'Economie Mixte Locale SOMIMON dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le délégataire a remis son rapport de délégation conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les mairies des Communes membres.

L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du délégataire sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service, le détail des conditions d'exécution du service et des annexes descriptives. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après. Ce rapport sera présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 26 juin 2012.

Le MIN dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau, accueille toujours de nombreux clients référencés en commerces de proximité, restauration et grande distribution.

1/ Présentation du compte rendu technique et d'activité:

Au 31 décembre 2011, la Somimon compte un effectif de 16 salariés permanents (dont 2 cadres, 3 agents de maîtrise, 9 employés, 1 contrat de professionnalisation, et 1 contrat de qualification) ; le Directeur est mis à disposition par la SCET.

En 2011, la société poursuit le développement de ses activités en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole.

▪ L'activité des concessionnaires, opérateurs et producteurs au sein du MIN

L'activité globale des concessionnaires, opérateurs accueillis et implantés au sein du MIN représente, en 2011, un volume de chiffre d'affaires d'environ 112,5 millions d'euros. Une phase de réorganisation correspondant à la libération d'entrepôts est à l'origine d'une légère baisse compensée d'ores et déjà par les agrandissements d'opérateurs moteurs au sein du MIN.

La répartition du chiffre d'affaires des opérateurs du MIN est la suivante : 82% concernent le marché de l'agroalimentaire (20% au titre des produits carnés, 26% au titre des produits alimentaires divers, 36% concernent le marché des fruits et légumes), 8% concernent le marché horticole et 10% le marché logistique.

Pour 2011, l'ensemble des recettes générées par ces opérateurs au sein de la Somimon est de l'ordre de 2 562 K€ (soit une progression de +5% par rapport à 2010) ; les locations représentent 60,7% des recettes de la société, soit environ 1 798K€, aux côtés des activités annexes que sont la plateforme frigorifique (14%) ou l'activité de fourniture de glace (0,7%).

Les faits marquants, par activité, concernant les opérateurs implantés sur le MIN sont les suivants au titre de l'année 2011 :

-L'activité agro-alimentaire :

Cette activité représente environ 82% du chiffre d'affaires global des concessionnaires du MIN. La filière agro alimentaire enregistre quelques événements significatifs avec notamment plusieurs « rendez vous professionnels de Mercadis » organisés, tel que « la Semaine du goût », « Noël », ou encore la « Fraich'attitude ».

La filière « fruits et légumes » représente une activité essentielle pour la société et pour le MIN qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés.

La filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments..) enregistre quant à elle une régression suite à la restructuration de l'établissement Moulins soufflets. L'entrepôt a depuis été concédé à un cash alimentaire.

La filière vitivinicole progresse de 14%.

-L'activité horticole et florale :

Cette activité représente environ 8% du chiffre d'affaires global des opérateurs du MIN. La fréquentation des acheteurs fleurs progresse de +5%, seconde année de progression consécutive après plusieurs années de baisse en raison de l'ouverture d'une forte concurrence à proximité. Au titre des événements marquants de la filière, il faut noter l'organisation des « rendez vous professionnels de Mercadis », désormais animés par les vendeurs eux mêmes.

-L'activité de logistique :

Cette activité représente environ 10% du chiffre d'affaires global des opérateurs du MIN. L'activité logistique progresse (+16%) encore sur 2011, dans la continuité de la forte progression constatée en 2010.

▪ L'activité de « plateforme frigorifique »

Cette activité développée par la Somimon, réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée avec enregistrement de courbes de températures, et protégées de la lumière, dans un espace contrôlé en permanence sous vidéo surveillance. La société délégataire propose des prestations associées en termes de réception, de contrôle, de gestion des stocks...

Ces services sont utilisés par des PME/TPE extérieures au MIN comme par les opérateurs du MIN. Au cours de l'exercice 2011, l'activité frigorifique a progressé de 7% par rapport à 2010. La mise à disposition de locaux en température dirigée représente environ 14% du Chiffre d'affaires de la Somimon. La qualité des installations et le savoir faire reconnu de la Somimon en matière de maintenance des installations frigorifiques permettent l'accompagnement des opérateurs dans la mise à disposition de ces installations et le développement de l'activité de la plateforme frigorifique.

▪ **L'activité annexe « ventes de glace » (glace à rafraîchir et glace alimentaire)**

Elle est marquée cette année, et ce malgré la nette reprise enregistrée l'année précédente, par une baisse de 25% en raison des conditions météorologiques défavorables de l'été 2011 et l'émergence d'une offre concurrente sur Montpellier. Cette activité représente environ 0,77% du Chiffre d'affaires de la Somimon.

▪ **L'immobilier d'entreprises**

Le site a connu, en 2011, l'arrivée de quatre nouveaux concessionnaires, cinq producteurs du carreau et trois vendeurs halle horticole. Parallèlement, on notera le départ de huit concessionnaires (dont 3 pour cessations d'activité et 5 pour résiliation de contrat), le départ de cinq producteurs du carreau et de cinq vendeurs halle horticole. Cinq entrepôts et concessionnaires sont concernés par des agrandissements de surface.

Les arrivées, agrandissements et déplacements sont généralement accompagnés d'une mise aux normes validée par un organisme extérieur. Les charges pour le délégataire, liées à une adaptation des locaux, sont compensées sur la durée du contrat par un complément de loyer. Cette activité représente environ 60,6% du Chiffre d'affaires de la Somimon.

2/ Présentation de la qualité du service rendu

▪ **Le plan qualité du MIN** se traduit par un ensemble d'actions développé sur le site. L'ensemble des normes alimentaires et les divers contrôles internes attestent d'une parfaite qualité de service :

- sur le site en général (mise aux normes systématiques des installations sur site avec certification sur l'installation électrique des locaux mis à disposition des nouveaux concessionnaires (17 contrôles ont été effectués), mise en œuvre du tri sélectif (taux de recyclage stable à 75%), amélioration des espaces communs avec une signalétique horizontale, renforcement du contrôle d'accès instauré depuis février 2010, la garantie pour la sécurité du personnel et l'assèrmentation du personnel, raccordement du réseau en fibre optique haut débit, la traçabilité de l'approvisionnement local pour la restauration collective, la mise en place d'un club de grossistes pour centraliser les incidents de paiement),

- et sur la plateforme frigorifique (8 contrats de maintenance des installations frigorifiques signés, dans le cadre de la gestion du groupe DUC, recherche d'agrément CHINE en cours d'instruction qui s'appuie sur l'agrément européen et système d'information (lecteur code barre, logiciel).

▪ Enfin, sur l'ensemble de l'équipement, **l'analyse de la satisfaction** des acteurs du MIN est aujourd'hui formalisée par un dialogue avec les organes représentatifs des usagers ainsi que par l'organisation de réunion de concertation (nomination de représentants porteurs de projets au Comité Technique Consultatif, tenue d'une commission par métiers (horticole, fruits et légumes, agroalimentaire, acheteurs...), l'étude par anticipation des besoins des opérateurs, réalisation d'une enquête de satisfaction lors des rendez vous professionnels...), la déclaration d'activité annuelle permettant de connaître la santé et les tendances financières des opérateurs.

▪ **En termes de perspectives**, il est à noter plusieurs projets stratégiques de développement qui s'appuient principalement sur les axes définis dans le Plan Qualité et sur le projet de programme de modernisation et d'intégration urbaine du MIN :

- les vocations de logistique urbaine de Mercadis (confirmées par les études lancées par les Collectivités) : le MIN constitue un véritable outil, bénéficiant de nombreux atouts dans le cadre de la maîtrise de la logistique urbaine son rôle pourrait être renforcé par une étendue foncière.

- l'enjeu lié au renouvellement urbain du quartier de la Restanque,

- le diagnostic stratégique lancé par France Agrimer,

- le Plan stratégique à moyen terme,

- la participation à la valorisation des circuits courts : sur la filière fruits et légumes, la nouvelle organisation a engendré une forte fréquentation et une concentration de l'activité permettant d'effacer les distorsions de concurrence.

- le développement de l'activité des opérateurs : notamment par l'accueil prioritaire des opérateurs issus des filières fondatrices du MIN (alimentaire, horticole...), par l'anticipation de l'évolution des besoins des opérateurs, par la participation aux investissements aux côtés des concessionnaires, par le développement de la compétence d'entrepôt de la Somimon sur la plateforme frigorifique.

- la valorisation des déchets en participant à la politique globale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

3/ Présentation du compte rendu financier

Les éléments financiers s'inscrivent ici dans la politique ambitieuse développée par la Somimon et illustrée par les fortes progressions de deux indicateurs : +44% de travaux et +5% de chiffre d'affaires net (+123K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 562 K€ en légère hausse par rapport à 2010 (soit +123 K€, soit + 5%).

Les produits totaux représentent 2 963 K€ (soit une progression de +5%, +151K€ par rapport à 2010) pour un total de charges de 2 958 K€ (soit +146K€ et +5% par rapport à 2010), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à

5,6 K€.

Parmi les évolutions de charges, on notera une évolution des fluides (+18%) et des autres services extérieurs (+7%), une forte progression des dotations aux amortissements (+70K€, soit +13%), et une baisse des charges de personnel (-11 K€, soit -1%).

Parmi les évolutions de recettes, on notera la forte progression des recettes frigorifiques (+38K€, soit +10%), des produits divers (+66K€, soit +76%), constitués notamment par les droits de première accession) et des produits financiers (+19K€), ainsi qu'une forte hausse des reprises de provisions (+246K€).

La valeur ajoutée de la société comme l'Excédent Brut d'Exploitation sont en hausse par rapport à 2010 (même si ces indicateurs restent bien en deçà des niveaux réalisés antérieurement) et attestent d'une bonne gestion.

Les capitaux propres de la société délégataire s'élèvent désormais à 1 064 K€.

Les investissements réalisés sur le site en 2011 s'élèvent à 693K€ dont 206K€ réalisés au titre de la provision pour renouvellement (contre 162K€ en 2010). Un Emprunt de 350 K€ sur 7 ans a été négocié pour un besoin de 402 K€ d'immobilisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Madame G. Deloncle et Messieurs M. Aslanian, J.-F. Audrin, Y. Pellet, P. Saurel et J.-M. Castet ne prennent pas part au vote

AFFAIRE N° 25 INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION COMIDER - MARKETHON DE L'EMPLOI - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « insertion par l'économie » et soutient dans ce cadre le développement et le renforcement d'actions permettant la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi local.

L'association COMIDER (Comité pour le Développement de l'Economie Régionale) organise, le 18 octobre 2012, sur l'agglomération de Montpellier et sur l'ensemble du territoire régional, un « Markethon de l'Emploi ». Le Markethon est une démarche de recherche d'emploi organisée sous la forme d'une journée de prospection d'entreprises, une course pour l'emploi.

En effet, un grand nombre d'offres d'emploi ne sont pas publiées, notamment dans les petites entreprises qui utilisent d'avantage leurs réseaux pour recruter. L'objet du Markethon est donc de permettre aux demandeurs d'emploi, par une prospection directe auprès des entreprises locales, de collecter toutes les offres d'emploi disponibles et souvent « cachées ». Cette démarche a également pour ambition de (re)-motiver des demandeurs d'emplois par une action de terrain collective et solidaire. Cette prospection, par groupe de 3 ou 4 personnes mixtes (homme, femme, jeune, sénior...) chargés d'une zone définie, permet aux participants d'entrer plus facilement en contact avec les responsables des entreprises. Au terme de la journée, les offres d'emploi collectées sont diffusées à tous les participants. Les offres non pourvues sont ensuite remises à Pôle Emploi.

Cette action est complémentaire des Rencontres / Forums pour l'emploi organisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En terme de résultats, cette action a permis en 2011 la participation de 184 demandeurs d'emploi. 2111 entreprises ont été visitées et 449 offres d'emploi collectées (auprès de 233 entreprises qui avaient des postes à pourvoir), ce qui correspond aux objectifs fixés. Sur les 184 demandeurs d'emplois participant, 154 ont pu être interrogés 4 mois après le Markethon : 13 ont signé un CDI, 37 un CDD, 2 ont créé leur entreprise, 20 ont entamé une formation, 82 sont toujours en recherche d'emploi.

Les résultats attendus pour l'édition 2012 sont les suivants :

- rassembler entre 130 et 250 chercheurs d'emploi volontaires de l'agglomération de Montpellier,
- leur faire visiter entre 1500 et 2800 entreprises du territoire de l'agglomération.

Les visites d'entreprises permettront de collecter des propositions d'emplois selon la situation du marché du travail. L'historique du Markethon sur l'agglomération de Montpellier permet d'évaluer à 400 environ le nombre d'offres d'emplois collectées et à 33% la proportion d'insertion durable (CDI, CDD de plus de 6 mois) 6 mois après la manifestation.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 2 000 euros sur un budget de 23 800 euros sous réserve de l'accord de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 6000 € de la Région Languedoc-Roussillon
- 6 000 € du Département de l'Hérault
- 3 000 € de la Ville de Montpellier
- 2 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- 2 000 € d'autres EPCI

- 2000 € d'autres villes
- 1800 € de la Caisse d'Epargne
- 1000 € de la Direccte Languedoc-Roussillon

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association COMIDER une subvention de 2 000 euros pour mener à bien l'action « Markethon de l'Emploi », sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION PLÉIADES EMPLOI SERVICE HÉRAULT (PES 34) - CONVENTION - ATTRIBUTION DE DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite poursuivre son soutien à l'action menée par l'Association Pléiades Emploi Services Hérault (PES 34).

L'association PES34 entend valoriser, structurer et professionnaliser le secteur des emplois de services à la personne. Il mobilise un partenariat institutionnel local important et actif.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa mission, l'association PES34 se fixe pour objectifs :

- de faciliter l'accès à des emplois pérennes dans le secteur des services à la personne, par la promotion des métiers des services à la personne et l'accompagnement dans la recherche d'emploi ;
- de professionnaliser le secteur afin de développer et de garantir des emplois et des services de qualité : par la mise en place d'actions de tutorat, le développement d'actions de lutte contre les discriminations, l'évaluation de la qualité de l'emploi, le conseil aux acteurs économiques bénéficiant d'un agrément « services à la personne », la mobilisation de moyens de financement d'actions de professionnalisation ;
- d'animer une fonction d'observatoire / centre de ressources sur les services à la personne et diffuser l'information aux acteurs.

Les financements de cette action en 2011 étaient les suivants : Département de l'Hérault 317 857 €, Etat 22 000 €, Europe-FSE 19 000 €, la Communauté d'Agglomération de Montpellier 15 000 €, SIVOM Vène et Mosson 4 063 €, Agglomérations Béziers Méditerranée et Hérault Méditerranée 19 500 €, CC Pays de Lunel 6158 € ; ville de Montpellier 10 000 € ; autres : 3 200 €.

En 2011, l'association a fait la promotion des métiers de services à la personne auprès de 841 personnes (sur un objectif de 650 personnes). Elle a accompagné 168 candidats dans leur recherche d'emploi (sur un objectif de 250 candidats). Au final, ce sont 62 contrats de travail qui ont été signés (sur un objectif de 120 contrats).

Ces résultats sont le reflet d'un contexte économique défavorable pour la branche, tant au niveau national que local. En effet, le secteur de l'aide à domicile qui depuis une dizaine d'années présentait un très fort taux de création d'emplois, commence à enregistrer des pertes d'emplois en 2010. (L'emploi salarié dans la sphère marchande de ce secteur a été multiplié par 6,4 entre 2000 et 2009, en passant de 500 emplois à 3200, soit une progression de 540 %. Il enregistre en revanche une perte nette de 150 emplois en 2010.)

Etant donnée le contexte économique actuel, il est proposé de réviser temporairement les objectifs en terme d'accompagnement et de placement en emploi.

Les résultats annuels attendus pour 2012 sont :

- 650 candidats potentiels informés sur les métiers des services à la personne ;
- 200 personnes bénéficiant d'un accompagnement individuel et 95 personnes placées en emploi par l'intermédiaire du PES34 (à noter que les objectifs ont été fixés à un niveau qui reste nettement supérieur aux résultats atteints en 2011) ;
- 10 lettres d'information et un espace « ressources » sur Internet.

Pour permettre à Pléiades Emploi Services Hérault de conduire ces actions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'accorder une subvention de 15 000 euros au titre de l'année 2012.

Une convention précise les objectifs et les services à mettre en œuvre, ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder pour l'année 2012 à l'association Pléiades Emploi Services Hérault une subvention de 15000 euros,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

chapitre 929,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 27 INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHANTIER D'INSERTION INFORMATIQUE PLUS - ASSOCIATION INFORMATIQUE PLUS - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » menée par l'Association Informatique Plus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Association Informatique Plus, financée par l'Etat et les collectivités territoriales a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation pré-qualification.

A ce titre, l'action « Informatique Plus » se déroulant sur les communes de Castries et de Montpellier, consiste à récupérer du matériel informatique obsolète (120 tonnes en 2011), de réaliser un tri sélectif, d'évacuer vers des filières de traitement les déchets informatiques inutilisables, de réhabiliter une partie du matériel et de le mettre à disposition d'associations à prix modéré ou le vendre à des personnes suivant un parcours d'insertion professionnelle justifié. Aujourd'hui l'atelier principal de démantèlement et de reconstitution du matériel informatique et les bureaux administratifs sont situés sur la Commune de Castries, des points de vente restant sur la Commune de Montpellier.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur informatique, au moins 20 jeunes et adultes en insertion habitant l'agglomération de Montpellier, recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 10 postes de travail.

L'Association Informatique Plus assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

En 2011, 22 personnes ont été employées dans le cadre de cette action.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 274 044 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 147 044 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),
- 69 000 € du Département de l'Hérault,
- 28 000 € de ventes de produits (micros, périphériques, ...),
- 15 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- 15 000 € de la SODEXO

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Informatique Plus une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier d'insertion « Informatique Plus » durant l'année 2012, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de l'engagement des co-financeurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 28 INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHANTIER D'INSERTION MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ - ASSOCIATION PASSERELLES - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » menée par

l'association Passerelles-Insertion sur la Communauté d'Agglomération montpelliéraine.

L'association Passerelles-Insertion, financée par l'Etat et les collectivités territoriales, a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier-école ou formation pré-qualification.

A ce titre, l'action « Chantier d'Insertion Mécanique et aide à la mobilité » se déroulant sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, consiste à entretenir et à réparer des voitures et des cyclomoteurs (neufs) - mécanique, carrosserie, électricité - pour les mettre à disposition à prix modéré ou les vendre à des personnes en insertion professionnelle.

Cette action d'insertion est financée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} novembre 2002. En 2011, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 26 personnes ont été employées sur l'action « aide à la mobilité » ; 41 contrats de mise à disposition voiture et 41 contrats de mise à disposition scooter ont été signés.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur automobile, des jeunes et adultes en insertion habitant l'agglomération montpelliéraine, recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 12 postes de travail. Les objectifs fixés pour 2012 sont de 12 postes de travail qui devront déboucher sur 2 emplois durables (CDI, CDD supérieur à 6 mois), 3 personnes en formation et 7 personnes en réorientation ou en emploi inférieur à 6 mois.

L'association Passerelles-Insertion assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 373 190 euros pour l'année 2012, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 148 900 € de la Direccte Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 56 690 € du Fonds Social Européen,
- 50 500 € du Département de l'Hérault,
- 15 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 25 700 € de participation des adhérents et fonds propres Passerelles
- 76 400 € rémunération des services

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passerelles une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » pendant l'année 2012, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec les partenaires concernés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté

AFFAIRE N° 29 PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Création de poste – Acquisition du domaine de la Pompignane

Dans le cadre de l'acquisition de cet équipement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs 1 poste à temps complet conformément au tableau ci-après :

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2012-005	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	C	Adjoint technique	Gardien : surveillance et maintenance de la pompignane

II Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes ci-après mentionnés :

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2012-008	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	Apprenti	Apprenti	Agent de maintenance des bâtiments
1	2012-009	Culture, Sport et Solidarité	Direction de la culture	B	Technicien	Chargé de maintenance secteur 2 théâtre et spectacle vivant
1	2012-010	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	A	Attaché Ou ingénieur	Chargé de mission au service conseil en développement
1	2012-011	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	C	Adjoint administratif	Secrétaire au service conseil en développement

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012.

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2004-349	Culture, Sport et Solidarité	Ecolothèque	Temps complet	Adjoint technique	2004-349	Culture, Sport et Solidarité	Ecolothèque	Temps complet	Adjoint technique Ou Adjoint administratif	Agent d'entretien polyvalent à l'écolothèque
2002-329	Culture, Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint technique	2002-329	Culture, Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine ou Adjoint administratif	Agent de médiathèque secteur adultes à la médiathèque Victor Hugo
2004-281	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Adjoint technique	2004-281	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Agent de maîtrise	Contrôleur de collecte en porte à porte

IV Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012.

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2011-049	Culture Sport et	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique	Agent d'entretien	2012-006	Culture Sport et	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique	Agent de maintenance

	Solidarité				et de gardiennage affecté à la piscine EAI		Solidarité				des piscines
2008-002	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Attaché de conservation	Documentaliste au Musée de France en Algérie	2012-007	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Attaché de conservation	Régisseur des oeuvres au Musée de l'Histoire de France en Algérie

V Réajustements d'emplois suite à la Commission Administrative Paritaire

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012.

1/ Réajustements pour mise en conformité grade/emploi

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2011-028	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	2011-028	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Bibliothécaire	Responsable de la médiathèque Jean Giono
2010-080	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine	2010-080	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Adjoint du bibliothécaire et responsable des secteurs de la médiathèque George Sand
2002-154	Culture Sport et Solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Adjoint administratif	2002-154	Culture Sport et Solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Rédacteur	Assistant administrative de la direction administrative du Musée Fabre
2004-685	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint technique	2004-685	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Technicien Ou Adjoint technique	Technicien en charge de l'informatique au sein du réseau des médiathèques
2010-060	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Adjoint technique	2010-060	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Technicien	Responsable d'exploitation des collectes en porte à porte
2004-550	Culture Sport et Solidarité	Services Funéraires	Temps complet	Agent de maîtrise	2004-550	Culture Sport et Solidarité	Services Funéraires	Temps complet	Technicien	Thanatopracteur au service funéraire
2002-	Services	Direction de	Temps	Adjoint	2002-	Services	Direction de la	Temps	Agent de	Responsable

231	Publics de l'Environnement et des Transports	la prévention et de la gestion des déchets	complet	technique	231	Publics de l'Environnement et des Transports	prévention et de la gestion des déchets	complet	maitrise	technique de la redevance spéciale à la DPGD
2007-041	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Adjoint technique	2007-041	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Agent de maitrise	Responsable adjoint de site de collecte

2/ Transformations de postes

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2006-011	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	Temps complet	Adjoint administratif	Agent comptable du service énergie et télécom	AS2006-011	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	Temps complet	Adjoint administratif Ou Rédacteur	Agent comptable du service énergie et télécom

VI Suppressions de postes au tableau des effectifs

1/ Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012.

Réf. poste	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
2011-087	B	Technicien
2011-088	B	Technicien
2011-089	B	Technicien
2011-090	B	Technicien
2011-083	B	Rédacteur
2012-003	B	Rédacteur
2011-084	A	Bibliothécaire
2011-085	B	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
2011-086	B	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
2011-096	C	Agent de maîtrise
2012-004	C	Agent de maîtrise

2/ Suite à la fermeture de la médiathèque Jean-Paul Sartre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder aux suppressions de postes suivantes après avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2012.

Réf. poste	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois	Emploi
2007-084	B	Assistant de conservation	Responsable de la médiathèque Jean-Paul Sartre
2002-338	C	Adjoint du patrimoine	Agent de médiathèque secteur jeunesse à la médiathèque Jean-Paul Sartre

2002-234	C	Adjoint technique	Agent d'entretien polyvalent à la médiathèque Jean-Paul Sartre
----------	---	-------------------	--

Sur les trois postes supprimés au tableau des effectifs, les postes d'assistant de conservation et d'adjoint du patrimoine sont occupés par des agents qui sont en cours de redéploiement au sein des services de la Communauté d'agglomération de Montpellier. Ces suppressions de postes seront effectives au 1^{er} septembre 2012.

VII Confirmations de postes au tableau des effectifs

a/ Par délibération n°9528 du 27 mai 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire art dramatique de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

- nature des fonctions : assurer la coordination pédagogique de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire d'Art Dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du conservatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°8827 du 26 mai 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission suivi des subventions et optimisations des ressources (n° du poste : 2005-57) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Finances.

- nature des fonctions : assure la recherche et le suivi du financement des projets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le suivi de la prospective et de la programmation financière des investissements et la coordination du projet de fusion avec les autres collectivités.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure en finances locales et d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'optimisation des financements et l'analyse financière prospective des projets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°9084 du 24 septembre 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission gestion financière (n° du poste : 2004-46) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Finances.

- nature des fonctions : assure le pilotage de la procédure d'élaboration budgétaire, des relations avec les communes dans le cadre du projet intercommunal.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure en finances locales et d'une expérience professionnelle en prospective budgétaire et analyse financière au sein des collectivités locales et établissements assimilés.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'optimisation des financements et l'analyse financière prospective des projets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération n°8827 du 26 mai 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de journaliste (n° du poste : 2008-27) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.

- nature des fonctions : co-rédige le journal mensuel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et participe à la rédaction des supports institutionnels.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987

- portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- e/ Par délibération n°9221 du 26 novembre 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission « événements » (n° de poste : 2004-310) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au service marketing de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.
- nature des fonctions : concevoir et réaliser des opérations promotionnelles pour les entreprises locales, organiser les négociations avec les prestataires et assurer le suivi des opérations budgétaires et de la prospection de partenaires régionaux, nationaux et internationaux.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un premier cycle d'études supérieures en commerce, d'une spécialisation dans les techniques de marketing et de communication et d'une expérience confirmée en matière de marketing et de communication.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations promotionnelles pour les entreprises locales, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- f/ Par délibération n°6354 du 15 mars 2005, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission en ingénierie de projets (n° de poste : 2004-049) a été confirmé au tableau des effectifs. Dans le cadre d'une réorganisation, l'intitulé de cet emploi a été modifié de la façon suivante : « chargé de mission filières environnement et gestion de l'eau et artisanat. Ce poste est affecté au service accélérateur de croissance – unité développement des filières d'excellence de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.
- nature des fonctions : animer, structurer et promouvoir les filières environnement, eau et artisanat. Définir et animer des actions de promotion des filières Energie Renouvelable, Eau et Artisanat, assurer une veille économique et des missions d'expertises dans le cadre d'un accompagnement à la création d'entreprise, à la prospection, à l'implantation, au développement et à l'internationalisation des entreprises du secteur.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un premier cycle d'études supérieures en commerce, d'une spécialisation dans les techniques de marketing et de communication et d'une expérience similaire.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'animation et la promotion des filières environnement, eau et artisanat, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- g/ Par délibération n°5868 du 27 mai 2004, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de chef du service foncier (n° de poste : 2002-087) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.
- nature des fonctions : définir et organiser une politique foncière communautaire adaptée au projet urbain défini par le SCOT, définir une stratégie d'action foncière publique garantissant la mise en œuvre des grands objectifs du Projet Urbain d'agglomération, développer les acquisitions amiables d'opportunité permettant de répondre aux besoins immédiats ou contribuer aux réserves foncières nécessaires aux équipements ou aménagements d'intérêt communautaire. Mettre en œuvre les outils de maîtrise foncière permettant de constituer les réserves nécessaires aux stratégies d'aménagement de l'agglomération, encadrer et animer le service foncier.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la mise en œuvre d'une politique foncière adaptée aux grands objectifs du Projet Urbain d'agglomération, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des

- créations, mises en conformité, transformations, réajustements, suppressions, et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2011 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉS N°3030MG12 DE FOURNITURE DE MOBILIER ADMINISTRATIF - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Afin de faire face à l'évolution de ses effectifs et de pourvoir au renouvellement de son mobilier devenu vétuste, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit lancer une consultation sur appel d'offres en application des dispositions du Code des Marchés Publics en application des articles 33 3°al. et 57 à 59 et 77 (Appel d'Offres ouvert).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose d'un marché n°2125MG09 composé de 3 lots :

Lot n°1 : Bureaux, tables et caissons, arrivant à échéance, le 31/12/2012,

Lot n°2 : Armoires et rayonnages, arrivant à échéance le 31/12/2012,

Lot n°3 : Fauteuils et Sièges, arrivant à échéance le 31/12/2012.

Il est proposé de lancer le marché n°3030MG12 sur la même base.

Le dossier de consultation des entreprises comprendra 3 lots attribués par marchés séparés d'une durée d'un an renouvelable 3 fois.

Les lots se définiront de la manière suivante :

Lot n°1 : Bureaux, tables et caissons, estimé à 40 000 € H.T./an.

Lot n°2 : Armoires et rayonnages, estimé à 40 000 € H.T./an

Lot n°3 : Fauteuils et Sièges, estimé à 40 000 € H.T./an

Les estimations de montants annuelles ne sont pas contractuelles.

Chaque lot fait l'objet d'un marché sans minimum ni maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3030MG12,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3030MG12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE TRAITEMENT ET L'EXPLOITATION DES ARCHIVES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, souhaite renouveler la collaboration avec la Ville de Montpellier pour le traitement et l'exploitation des archives en application des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La prise de nouvelles compétences a entraîné un transfert de nombreux et importants services qui ont accru le volume d'archives produites et reçues rendant leur traitement toujours plus dense.

Les Archives de la Ville de Montpellier peuvent en redéployant leur activité, déléguer un agent pour assurer une assistance technique et une formation des personnels du Centre de Documentation et des Archives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'agent sera choisi en fonction de la mission à remplir : conservateur en chef ou attaché pour la mise en place de la procédure de formation technique, agent du patrimoine pour l'analyse des versements, magasiniers pour le transfert des versements.

Telle qu'elle apparaît aujourd'hui après analyse des besoins, l'assistance technique et la formation seront assurées à raison d'une journée par semaine, soit sept heures hebdomadaires qui seront effectuées en fonction des contraintes des Archives de la Ville de Montpellier et des besoins du service des Archives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention définit les modalités de cette collaboration, elle fixe la durée à une année, renouvelable deux fois par tacite reconduction et pourra être rompue par l'une ou l'autre des parties avec préavis de trois mois par lettre

recommandée. Ce document détermine l'indemnité due par la Communauté d'Agglomération sur la base du taux horaire (salaire, primes et charges, -congrés compris) d'un assistant de conservation du patrimoine en milieu de carrière, correspondant au taux horaire moyen des différents intervenants délégués par les Archives Municipales pour réaliser assistance technique et formation (soit un montant annuel de 6 552 €, six mille cinq cent cinquante deux euros).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention d'assistance technique pour le traitement des archives communautaires avec la Ville de Montpellier;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'assistance technique pour le traitement des Archives ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°1947 DE SUIVI-ANIMATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°8778 du 23 mars 2009, le Conseil d'Agglomération a décidé la mise en place de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » qui vise à réhabiliter environ 300 logements privés en 3 ans (2009-2012), et de confier son animation au PACT Hérault, dans le cadre du marché n°1947.

L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), aux cotés de laquelle la Communauté d'Agglomération finance l'opération, ayant décidé au 1^{er} janvier 2011 une profonde réforme de son régime d'aides, un premier avenant au marché a été adopté le 30 juin 2011. Il n'a pas modifié l'équilibre économique global du marché (-36€ soit - 0,01% du marché). Les objectifs initiaux ont été revus comme suit :

140 logements, à réhabiliter du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2012 :

- 75 logements occupés par leur propriétaire,
- 65 logements locatifs loués à loyers maîtrisés après travaux.

Un deuxième avenant au marché a permis de faire concorder la date de la fin de la mission du PACT avec la fin de l'opération, celle-ci ayant été précédée d'une phase de repérage par l'opérateur des potentialités effectives. Cette prolongation d'un mois et demi de la mission du PACT a eu un impact sur le marché de 3,19 %.

Le marché de suivi animation de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » prenant fin le 30 juin 2012, il est proposé de prolonger à nouveau la durée du marché et du protocole afférant pour une durée de 8 mois, soit du 1^{er} juillet 2012 au 28 février 2013.

La réforme du régime de l'ANAH ayant généré un retard certain dans la mise en œuvre du programme initial, cette période doit permettre de tendre vers l'atteinte des objectifs définis.

Cette prolongation permettra également de définir les caractéristiques d'une nouvelle opération mieux articulée avec les priorités de l'ANAH et à même de répondre à la demande d'assistance des Communes, notamment en matière de traitement de l'habitat indigne.

Le coût de cette prolongation est estimé à 56 153,53 € T.T.C. (8/36^{ème} de la part fixe initiale), portant le montant global du marché à 396 328,22 € T.T.C., soit une hausse, tous avenants confondus, de 20,21% du montant initial..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au protocole du Programme d'Intérêt Général relatif à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire";
- approuver le projet d'avenant n°3 au marché n°1947,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants visés, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9521 du 27 mai 2010 et n°9698 du 20 juillet 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson pour la période

2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), une aide aux propriétaires bailleurs de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné social après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement locatif insalubre, de type 2 et d'une surface de 33,50 m², situé 6 rue du Général Vincent à Montpellier,

Les travaux visent la réhabilitation complète du logement : reprise des sols, murs et plafonds avec démolition et déplacement des cloisons, plomberie, ventilation, électricité, menuiseries intérieures et extérieures, rénovation de la cuisine et de la salle de bain. A l'issue de ces travaux, le logement sera loué à loyer conventionné social.

Le coût de l'opération s'élève à 36 578 € H.T. et la dépense subventionnable calculée par l'ANAH à 34 919,25 €. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 19 064 €, dont prime réduction de loyer de 100€/m², soit 3 350 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : prime réduction de loyer de 100€/m², soit 3 350 €
- Propriétaire : solde, soit 14 164 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 3 350 € à Monsieur Gérard JUGLA, demeurant 12 allée Georges Brassens à Abeilhan, pour la réhabilitation complète de son logement 6 rue du Général Vincent à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE CÉVENNES 1 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un T5 de 81 m² occupé par des propriétaires disposant de ressources modestes, situé bâtiment H1.

Les travaux concernent le remplacement de tous les radiateurs et la reprise du réseau de chauffage.

Le coût de l'opération s'élève à 2 143 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable par l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 35%, soit 750 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 10%, soit 214 €
- Propriétaire : solde, soit 1 179 €

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 214 € à Monsieur et Madame Omar et Laaziza BARAOU demeurant 949 avenue Louis Ravas à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 35 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DIX-SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, d'environ 300 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de dix-sept logements situés à Montpellier, Baillargues, Lattes, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et Castelnau le Lez, occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 29 454 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau annexé.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 611 € à Mme Gisèle RIERA demeurant 1 283 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, de 3 410 € à Mme Sonia CHEMIN demeurant 6 rue Baudelaire à Montpellier, de 780 € à M. Simon ABITBOL demeurant 20 rue Emile Tedenat à Montpellier, de 2 752 € à M. Fabien SALVISBERG demeurant 94 impasse Jacques Daguerre à Montpellier, de 1 492 € à Mme Marie Hélène BADIE demeurant 3 rue Jeanne d'Arc à Montpellier, de 2 054 € à M. Bedar MEKHNECHE demeurant 81 rue Marius Carrieu à Montpellier, de 619 € à Mme Francine CASQUERO demeurant 2 rue des Chasseurs à Montpellier, de 3 057 € à Mme Jacqueline COLÔMBET demeurant 10 rue de la Cornaline à Montpellier, de 888 € à Mme Gisèle MOUNAU demeurant 900 avenue de la Pompignane à Montpellier, de 642 € à M. Marcel CROS demeurant 157 rue du Comte de Melgueil à Montpellier, de 665 € à Mme Marcelle PETRE demeurant 114 rue Guillaume Janvier à Montpellier, de 1 825 € à Mme Jacqueline MAHUL demeurant 16 rue de Clémenville à Montpellier, de 780 € à Mme Jacqueline BENAÏM demeurant 145 rue Guillaume Janvier à Montpellier, de 2 759 € à M. et Mme François et Maryse PEREZ demeurant 986 rue du Contrôle à Baillargues, de 830 € à Mme Christianne MERCIER demeurant 15 avenue de Massalia à Lattes, de 790 € à M. Georges GRIBAL demeurant 14 rue de la Fontaine à Vendargues et de 3 500 € à Mme Céline ARNAL demeurant 4 plan des Castors à Villeneuve les Maguelone;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CRÉATION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉHABILITATION DE LA MAISON MILHE À BAILLARGUES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNE DE BAILLARGUES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25% de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

La Commune de Baillargues a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création de 2 logements locatifs sociaux dans le cadre de la réhabilitation de la « Maison Milhe » 8 rue des Prévoyants. Le projet prévoit la réalisation d'un T1 de 28 m² et d'un T2 de 42 m² en rez-de-chaussée, ainsi que d'une salle d'archives à l'étage.

Cette opération doit faire l'objet prochainement d'un agrément et d'une subvention de type Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif pour Occupation Sociale Communale (PALULOS), accordés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'Etat. Ce financement permet de louer le logement pendant 15 ans minimum, à des ménages disposant de ressources équivalant aux plafonds du Prêt Locatif à Usage Social (PLUS).

Le soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base d'une aide complémentaire de 10% du montant hors taxe des travaux relatifs à la création des logements, plafonnée à 6 000 € par logement, soit une subvention globale de 11 392 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 113 920,50 € H.T., soit 121 895 € T.T.C. ;
- Subvention Etat déléguée : 2 600 € ;
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 3 163,50 € ;
- Commune de Baillargues : 104 739,50 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 11 392 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la Commune de Baillargues de 11 392 € pour la création de 2 logements locatifs sociaux dans le cadre de la réhabilitation de la Maison Milhe à Baillargues ;
 - dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
 - dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de son versement ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 HORS COMMISSION – CONSEIL D'ADMINISTRATION OPH-ACM - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Aménagement et construction de Montpellier (OPH-ACM) a pour mission de développer, gérer et entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de l'agglomération.

Par délibération n°8395 du 23 juillet 2008, le nombre d'administrateurs a été fixé à 23 dont 5 membres désignés par la Communauté d'Agglomération en qualité de personnes qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement, de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales.

Par courrier en date du 11 juin 2012, le Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon a informé le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de son souhait de proposer Monsieur Jean-François Manlhiot, membre du Directoire de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, en tant qu'administrateur de l'OPH-ACM, en remplacement de Monsieur Jean-Paul Giral et ce, au titre des administrateurs qualifiés en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et financement de ces politiques ou en matières d'affaires sociales.

L'élection d'un nouveau représentant en qualité de personne qualifiée est donc nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une désignation au scrutin secret mais à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-François Manlhiot, membre du Directoire de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans

- les conditions fixées à l'article L 2121-21 du code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. François Manlhiot, représentant en qualité de personne qualifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'OPH ACM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - MANDAT SAAM D'ÉTUDE ET RÉALISATION - MARCHÉ N°S1203 DE MANAGEMENT DU RISQUE ET PRESTATIONS DE SERVICE CONNEXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson « Mondial 98 », est intimement liée au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club. Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations et fait vibrer les nombreux supporters lors des grands événements sportifs tels que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par sa délibération n° 10689 du 29 février 2012 a approuvé le programme de la réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation.

Conformément à cette délibération, la SAAM doit effectuer, entres autres, les missions suivantes :

- réalisation de l'ensemble des études complémentaires et recueil de l'ensemble des précisions nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et proposition éventuelles d'évolution du programme et de l'enveloppe financière,
- préparation, signature et suivi des contrats d'assurance.

De plus, l'alinéa 5 de l'article 2.1 de la loi MOP permet au Maître de l'ouvrage, pour un projet comportant une réhabilitation d'un ouvrage existant ou la réalisation d'ouvrage neuf complexe, de poursuivre l'élaboration du programme jusqu'aux études d'avant-projet.

Dans ce cadre, compte tenu de l'objet et de la complexité du projet, il est envisagé de confier à un prestataire des études complémentaires d'expertise technique de l'existant notamment en matière de structure, géotechnique et hydraulique, sur la base de laquelle sera arrêté le programme technique fonctionnel détaillé.

Il est proposé que, par la suite, ce prestataire, indépendant de la maîtrise d'œuvre et du contrôle technique, effectue des prestations d'analyse et de veille technique dans le cadre d'une démarche dite de « management des risques ».

Enfin, eu égard au coût prévisionnel de l'opération, le maître d'ouvrage doit souscrire une police collective d'assurance RC décennale de 2^{ème} ligne.

Une telle démarche dite de « management des risques » étant de plus en plus fortement encouragée par les compagnies d'assurances, elle permettra au maître de l'ouvrage de pouvoir souscrire plus aisément cette police, ainsi que celles assurant les risques dommage-ouvrage (DO) et tous risques chantier (TRC).

C'est pour ces raisons et au titre de son mandat que la SAAM a lancé le 12 avril 2012 un appel d'offres ouvert qui a été mené en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation dudit prestataire. A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 5 juin pour l'ouverture des offres et le 12 juin 2012 pour l'examen des offres propose l'attribution du marché à la société SOCOTEC, avec sous-traitance EGSA/CEREG, pour un montant de 290 104 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché n°S1203 relatif au management du risque et prestations de services connexes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°S1203 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 39 SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault S.C. qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson Mondial 98, transféré à la Communauté d'Agglomération par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002. La convention d'occupation de cet équipement a été renouvelée pour la saison 2011-2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient d'établir avec la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2012-2013 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire, notamment la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2012-2013, elle sera de 271 314 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 pour la saison 2012-2013 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ N°2968DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

A l'issue de la saison 2011-2012, le MHSC a été sacré champion de France de Ligue 1, ce qui lui permet de participer aux compétitions européennes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les projets de réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité valorisées par son récent succès participent à la promotion de l'agglomération montpellieraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'elle génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 67 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 107 abonnements en tribune présidentielle latérale.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires et la vente de billets avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 5 juin 2012, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Hérault Sport Club » pour un montant de 564 525,00 € T.T.C. pour le 2^{ème} semestre 2012,

correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°2968DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club » ;
 - dire que les crédits sont inscrits au budget 2012, chapitre 924 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2968DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 SPORTS – PISCINE OLYMPIQUE ANTIGONE - LOCAUX COMMERCIAUX - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
La Piscine Olympique Antigone, équipement sportif édifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences en matière sportive, comprend des locaux commerciaux d'une superficie de 150 m² environ actuellement occupés par la Société SWIMMER.

La convention arrivant à son terme le 1^{er} juillet 2012, une consultation a été lancée le 6 février 2012 afin de proposer à un preneur, l'occupation temporaire de ces biens appartenant au domaine public de la Communauté d'Agglomération.

Suite à l'appel à candidature, quatre preneurs se sont fait connaître dans ce secteur d'activité dont trois ont été retenus conformément aux critères définis.

Après analyse des propositions, il est proposé de retenir la société SWIMMER, dont le siège social est situé à la Piscine Olympique d'Antigone – 229 avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000), a été retenue.

La mise à disposition sera formalisée par une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 10 ans.

Cette convention prévoit notamment que seront à la charge de l'occupant, l'équipement des locaux, la fourniture des matériels, la maintenance et l'entretien des locaux.

En sus des charges individualisables et de la redevance, telle que définie ci-dessous, l'occupant acquittera une quote-part des charges communes non individualisables au prorata de la surface occupée.

A ce titre une provision annuelle estimée à 3 000 € H.T. sera versée, puis ajustée à chaque anniversaire en fonction des charges réellement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La redevance annuelle proposée tient compte de la valeur locative du lieu et de l'avantage qu'en retirera la société SWIMMER. Elle est constituée d'une part fixe arrêtée à 18 100 € H.T. et d'une part variable correspondant à la différence constatée entre 12% du chiffre d'affaires hors taxes généré par l'exploitation des locaux et le montant de la part fixe, indexée proportionnellement à l'indice du coût de la construction établi trimestriellement par l'INSEE.

Une caution bancaire d'un montant équivalant à six mois de redevance sera exigée sous peine de résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter les 150 m² de locaux disponibles, situés à la Piscine Olympique d'Antigone, à l'activité de commerce d'articles de sports, maillots, bimbelerie, carterie et tous produits annexes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de ces locaux à la société SWIMMER ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 SPORTS – PISCINES COMMUNAUTAIRES ALEX JANY À JACOU, AMPHITRITE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ALFRED NAKACHE À MONTPELLIER - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2227DS09 DE CONDUITE, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Pour assurer la maintenance et l'exploitation technique des installations de traitement d'air et d'eau, de chauffage, de plomberie, d'électricité, de gestion technique centralisée, de système incendie des piscines Alex Jany, Amphitrite et Alfred Nakache, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 15 janvier 2010.

C'est un marché à prix global et forfaitaire conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa session du 13 avril 2010 a attribué le marché n°2227DS09 à la société IDEX située 2 impasse Louis Breguet à Saint-Jean-de-Védas, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée au regard de la valeur technique et des prix des prestations présentés pour un montant annuel global et forfaitaire estimé à 236 845 € H.T., soit 710 535 € H.T. sur 3 ans.

Afin de pouvoir prendre en compte tous les travaux ayant une incidence directe sur la garantie ou le maintien des

normes sanitaires ou de sécurité des équipements dont le titulaire est seul responsable du bon fonctionnement, nous devons présenter un avenant au présent marché

Ce type de prestations ne pouvant être connu par avance, elles ne peuvent être rémunérées justement par application d'un prix global et forfaitaire. Il s'agit de prestations ponctuelles à mettre en opposition aux prestations courantes figurant dans le CCTP.

Ces prestations ponctuelles seront décrites dans l'article 17 créé au chapitre 3 du CCTP.

L'article 17 actuel, figurant dans le chapitre 4, voit son numéro modifié en 18.

Ces prestations seront réglées sur présentation d'une facture détaillée établie après exécution de prestations définies dans un devis préalablement accepté par le maître d'ouvrage. Le devis devra être détaillé et faire apparaître clairement la main d'œuvre et la fourniture.

La main d'œuvre sera rémunérée en fonction du temps d'intervention aux taux horaires indiqués dans le bordereau des prix inséré dans le présent avenant.

L'acte d'engagement existant est donc modifié pour prendre en compte ce bordereau de prix unitaires.

Cet avenant prendra effet à compter de sa notification jusqu'au terme du marché c'est à dire jusqu'au 22 juin 2013.

Afin de pouvoir ajuster les budgets concernés par ces prestations dites ponctuelles, l'estimation de ces dernières sur cette période s'élève à 33 444,82 € H.T.

Montant de l'avenant :

- Montant H.T. : 33 444,82 €
- Montant T.T.C. : 40 000 €
- Soit un écart de 4,7%

Nouveau montant du marché :

- Montant H.T. : 743 979,82 €
- Montant T.T.C. : 889 799,86 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2227DS09 tel que présenté ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au marché n°2227DS09, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté

AFFAIRE N° 43 SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Considérant que la présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national, elle souhaite faire bénéficier le Montpellier Rugby Club des installations du Stade Yves du Manoir.

Afin de formaliser cette mise à disposition il convient d'établir des conventions avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club.

Ces conventions prévoient la mise à disposition des équipements pour la saison sportive 2012-2013.

Convention d'occupation temporaire du domaine public pour le stade :

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur, des abords, des parkings pour 16 rencontres par an de l'équipe professionnelle et de l'ensemble des espaces réceptifs pour les 16 rencontres et des animations spécifiques organisées par le club.

Sa durée est d'une saison sportive avec reconduction annuelle expresse.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade Yves du Manoir, la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2012-2013, elle sera de 277 300 €.

Convention d'occupation temporaire du domaine public pour des locaux à utilisation permanente du stade :

Cette convention prévoit la mise à disposition permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique, du local supporters, de la boutique, du local de restauration rapide (abrogation de la délibération n°10551 en date du 20 décembre 2011) et du stade d'entraînement pour l'équipe professionnelle à raison de 4 demi-journées par semaine pendant 42 semaines.

Sa durée est d'une saison sportive avec reconduction annuelle expresse.

La redevance annuelle qui prend en compte les avantages de toute nature dont bénéficie le M.R.C. est arrêtée à 47 900 €.

Les charges seront fixées forfaitairement sur la durée de la convention et révisées à échéance en fonction des charges réellement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 4 500 € pour cette saison. Ces deux conventions contiennent également des clauses concernant les conditions d'utilisation, les couvertures par des assurances, le paiement des contributions, taxes et impôts, les procédures de paiement des redevances et charges, les cas de résiliations ainsi que les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10551 en date du 20 décembre 2011 ;
- approuver les conventions de mise à disposition du Stade Yves du Manoir et des locaux annexes pour la saison 2012-2013 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Agglomération Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bognol, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

Il convient d'établir avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2012-2013 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Palais des sports, la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire, notamment la valeur des équipements mis à disposition et les charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2012-2013, elle sera de 90 040 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bognol pour la saison 2012-2013 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 SPORTS – PATINOIRE VÉGAPOLIS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : La patinoire Végapolis est gérée par la société Vert Marine dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le délégataire a remis son rapport annuel d'activité conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport sera mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération et dans les mairies des communes membres.

En 2011, la patinoire Végapolis a accueilli 314 602 personnes. C'est la fréquentation la plus élevée de France.

Parmi les utilisateurs principaux, on dénombre 143 944 entrées pour le public .

Pour satisfaire ce très large public des créneaux spécifiques sont proposés comme les séances familiales du dimanche, les séances de 12 heures à 14 heures pour les salariés des entreprises de proximité, un créneau horaire musical pour les plus jeunes etc.

La patinoire Végapolis accueille également 50 550 scolaires des écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 256 classes.

Dans le cadre défini par l'intérêt Communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en partenariat avec l'Education Nationale assure la prise en charge (transport, mise à disposition de l'équipement et apprentissage) de l'éducation sportive par le patinage sur glace comme elle le fait également dans les piscines avec la natation.

Elle accueille aussi deux clubs sportifs :

Le Montpellier Agglomération Hockey Club, fort de près de 300 licenciés au travers des différentes catégories engagées dans les divers championnats et de son équipe fanion les « Vipers » qui déplace près de 1000 spectateurs à Végapolis lors des rencontres de championnat de 1^{ère} division.

Le Montpellier Agglomération Patinage, qui avec plus de 250 licenciés devient le club le plus important de la région et continue sa progression en obtenant de très bons résultats dans les différents championnats régionaux et nationaux.

En 2011, la politique d'animation s'est poursuivie avec de nombreuses soirées à thèmes comme les soirées discothèques, soirées mousse etc.

Le bilan financier fait apparaître un chiffre d'affaires de 1 222 513 € T.T.C.

L'article L.1411-3 dispose que ce rapport soit examiné par l'assemblée délibérante, lors de sa plus prochaine réunion.

Il comprend un état général des conditions d'exécution du service, des résultats chiffrés et un inventaire des différentes actions conduites par le délégataire et un compte rendu financier.

Ce rapport est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 26 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel du délégataire du service public produit par la société Vert Marine, dans le cadre des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté

AFFAIRE N° 46 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONTRATS DE LICENCE DE DEUX FILMS DE LA SOCIÉTÉ ZARADOC FILMS ET HUIT FILMS DE LA SOCIÉTÉ PAGES & IMAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux.

Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable.

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne, et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération. C'est dans ce contexte qu'il est proposé l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs de films produits par les sociétés Zaradoc Films et Pages&Images.

Le film documentaire « Edmond Charlot » retrace le parcours de l'éditeur décédé à Béziers en avril 2004. Outre son activité d'éditeur en région (il fonda par exemple la collection « Méditerranée vivante »), Edmond Charlot était un proche de Frédéric-Jacques Temple ; il publie notamment son premier recueil en 1942.

Le film « Des pieds à la tête : Hérault » appartient à une série de films documentaires consacrés à des sites touristiques remarquables.

Produits par la société Zaradoc Films, il est proposé de signer un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour les deux films susvisés, pour une durée de 10 ans, en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération moyennant le versement de la somme de 624 € T.T.C.

En outre, Pages & Images est l'une des principales sociétés de production basée à Montpellier. Elle travaille avec des réalisateurs reconnus tels que José Alcalá, Laure Pradal ou Pierre Carles. Il est ainsi proposé à l'achat huit de huit films produits par cette société, présentant tous un intérêt régional en évoquant notamment l'histoire et la vie du littoral Héraultais. Il s'agit de :

- « Parasols et Crustacés », prix Européen du CIRCOM en 2012,
- « Matt Konture - L'éthique du souterrain »,
- « 1968, journal d'une inconnue »,
- « Le Village vertical »,
- « Les sentinelles de Thau »,
- « Gruissan à la voile »,
- « Bages-Sigean à la rame »,
- « Jean Carrière ou l'aube retrouvée ».

Il est aussi proposé de signer avec la société Pages&Images un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour les huit films susvisés, pour une durée de 10 ans, en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération, moyennant le versement de la somme de 3 384 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société Zaradoc Films, pour les films : "Des pieds à la tête : Hérault" et "Edmond Charlot, éditeur algérois", moyennant le versement de la somme de 624 € T.T.C.,
 - approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société Pages & Images, pour les films : "Parasols et Crustacés", "Matt Konture - L'éthique du souterrain", "1968, journal d'une inconnue", "Le Village vertical", "Les sentinelles de Thau", "Gruissan à la voile...", "Bages-Sigean à la rame" et "Jean Carrière ou l'aube retrouvée", moyennant le versement de la somme de 3 384 € T.T.C.,
 - dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrats de licence ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MARCHÉ N°3040DC12 DE PÉRIODIQUES - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le marché n°2361DC10 relatif à la fourniture de périodiques en langues française et étrangère du réseau des médiathèques de l'agglomération de Montpellier arrive à échéance le 31 décembre 2012.

Le réseau des médiathèques dispose dans son ensemble de plus de 1 200 abonnements de périodiques sous forme papier ou numérique, dont près de 500 pour la médiathèque centrale d'agglomération Émile Zola.

Sur l'ensemble du réseau, les abonnements sont ainsi mis à la disposition des publics dans des espaces dédiés de tailles variables suivant les médiathèques. Ces espaces sont clairement identifiés comme tels dans les équipements et favorisent une lecture sur place conviviale pour les numéros récents. En revanche, les numéros anciens sont prêtés à domicile. Ces espaces sont très fréquentés par des publics d'une extrême variété et d'une grande fidélité.

Ce service documentaire recouvre à la fois la presse quotidienne régionale, la presse d'information, la presse étrangère et enfin de nombreux abonnements suivant des thématiques telles que loisirs, culture, sports, technologie, etc... Cette collection est complémentaire des livres, CD ou DVD, et fait à ce titre l'objet d'une répartition équilibrée et partagée sur l'ensemble du réseau.

Outre la fourniture du périodique elle-même, ce marché comprend également un véritable service : relations avec les éditeurs, suivi des publications (cessation de parution, suspension, fusion de titres), suivi des réclamations, facturation groupée de l'ensemble des titres.

Considérant l'échéance du marché actuel susvisée, et afin d'assurer la continuité du service public de lecture des périodiques au sein du réseau des médiathèques de l'agglomération de Montpellier, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres européen. Le marché à intervenir, composé d'un lot unique, sera conclu à bons de commande avec un minimum annuel de 50 000 € H.T. et un maximum annuel de 150 000 € H.T. Sa durée courra de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013. Il pourra être expressément reconduit par périodes d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à la fourniture de périodiques en langue française et étrangère pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser la signature du marché avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution du marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL 2011 DU DÉLÉGATAIRE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'aquarium Mare Nostrum est géré par la Société SEAMAN dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le Délégué a remis son rapport conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les mairies des Communes membres. L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du Délégué sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service, le détail des conditions d'exécution du service et des annexes descriptives. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après. Ces documents ont été présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux, le 26 juin

2012.

L'année 2011 a été consacrée à l'ouverture puis l'exploitation de l'extension de l'aquarium et de l'exposition « histoire d'îles ».

En 2011, l'aquarium Mare Nostrum a accueilli 337 010 visiteurs. Depuis l'ouverture, conformément aux objectifs, près d'1.4 millions de personnes sont ainsi venues découvrir ou redécouvrir les 300 espèces en provenance de tous les océans.

Pour cette troisième année d'exploitation, le pic de fréquentation des mois de juillet et août se confirme à nouveau avec plus de 108 000 visiteurs sur ces seuls mois. Plus généralement, les mois concernés par les vacances scolaires sont les plus fréquentés. En moyenne, l'aquarium reçoit 923 visiteurs par jour. A l'occasion des enquêtes de satisfaction conduites auprès des visiteurs, ces derniers conseilleraient la visite à leur proche à 99,1% et se déclarent prêt à revenir à 85,8%.

En matière d'aquariologie, les équipes de l'aquarium poursuivent leurs missions auprès des animaux : soins courants, entraînement, reproduction... Le cheptel s'est accru avec le peuplement de l'extension. L'évolution du cheptel résulte de diverses acquisitions parfois réalisées avec d'autres établissements (Nausicca-Boulogne sur Mer, Océanopolis-Brest, Grand aquarium-St Malo), de dons (particuliers ou issus de la recherche) mais aussi d'échanges ce qui a permis de présenter notamment des animaux tels que le requin tapis ou les murènes.

L'équipement poursuit sa politique commerciale et ses actions de communication pour maintenir la fréquentation en partenariat avec les institutions locales de tourisme et de promotion.

L'effectif de la société au 31 décembre 2011 est composé de 45 équivalents temps plein. Les produits de l'exercice s'établissent à 4 582 K€ soit +23 % par rapport à 2010 et le résultat s'établit à 131 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel 2011 du délégataire relatif à l'exploitation de l'aquarium Mare ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION N°612256 AVEC L'AGENCE NATIONALE POUR LES CHÈQUES VACANCES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

En vertu de l'article L. 411-2 du code du tourisme, les chèques vacances peuvent être remis par les bénéficiaires en paiement des dépenses effectuées auprès des collectivités publiques ou de prestataires de service conventionnés lors de leurs vacances ou de leurs activités de loisirs. C'est un système très répandu, utilisé par de nombreux salariés. Il est ainsi proposé que les chèques vacances puissent être utilisés pour le règlement de prestations au musée Fabre.

Par délibération n°8445 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé la signature d'une convention n°612256 avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV), afin de permettre l'utilisation de chèques vacances pour l'achat de prestations au planétarium Galilée.

Conclue pour une durée de 5 ans et renouvelable par tacite reconduction, cette convention prévoit en particulier que les chèques vacances font l'objet d'un remboursement dans un délai contractuel de vingt et un jours, déduction faite d'une commission de 1% de leur valeur nominale ou de 2 € lorsque le montant de remboursement est inférieur à 200 €.

Afin d'élargir le périmètre d'utilisation des chèques vacances au musée Fabre, il est proposé de conclure avec l'ANCV un avenant n°1 à la convention susvisée par l'ajout d'une annexe financière précisant notamment que l'achat de billets d'entrée au musée Fabre pourra être effectué sur présentation de chèques vacances.

Les durée et conditions générales de la convention initiale demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention d'adhésion aux chèques vacances n°612256 avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - AVENANT N°2 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°2073DC09 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8841 du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°2073DC09 relatif aux travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie, avec la société d'architecture DESHOULIERES et JEANNEAU, mandataire d'un groupement de maîtres d'œuvre, pour un montant forfaitaire provisoire de 953 039 € H.T établi sur la base d'une enveloppe travaux prévisionnelle de 9 000 000 € H.T.

Par délibération n°9268 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté validait l'avant projet définitif de l'opération, et autorisait en conséquence la signature de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre susvisé, afin de rendre définitif son forfait de rémunération. Etabli sur une estimation travaux réévaluée à ce stade à 10 410 055 € H.T., le nouveau montant du marché de maîtrise d'œuvre a ainsi été porté à 1 099 932,75 € H.T.

Démarrés le 13 octobre 2010, les travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie touchent à présent à leur fin. La préparation de la phase d'exploitation de cet équipement est en cours, avec notamment la prise en compte des prescriptions techniques liées à la sécurité. Dans ce cadre, les services de sécurité civile ont imposé des essais hebdomadaires sur le dispositif de défense incendie de l'établissement, dont la conséquence est sur le long terme une très importante consommation d'eau potable. Afin de réduire au maximum cette consommation, il a été décidé la mise en place d'un réservoir (bâche à eau), sous la place Molière, afin de stocker le volume d'eau nécessaire aux essais de défense incendie et sa réutilisation hebdomadaire afin de diminuer du même coup durablement les frais de fonctionnement. Cette décision revêt un caractère d'action de développement durable, la ressource en eau étant à préserver.

Afin de prendre en compte ces dispositions techniques nouvelles apparues en cours du chantier, il est nécessaire de procéder à des travaux complémentaires, évalués à 532 000 € H.T., sous l'égide du maître d'œuvre, ce qui induit la conclusion d'un avenant n°2 au marché n°2073DC09,

Le montant de cet avenant s'élève à 26 500 € H.T., portant le nouveau forfait définitif de rémunération à 1 126 432,75 € H.T.

Cet avenant n°2 représente un accroissement de +2,41% du montant du marché au stade APD ; les avenants n°1 et n°2 correspondent à un accroissement du montant initial du marché de 18,19 %.

Lors de sa séance du 2 mai 2012, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable concernant la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre n°2073 DC 09 ;
- approuver la nouvelle répartition des honoraires;
- dire que les crédits relatifs à cette affaire seront inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER - PRINCIPE DE CRÉATION D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) a été créée en 2001 suite à la fusion de deux associations distinctes celles de l'opéra et celle de l'orchestre. Son objet est d'assurer la promotion de l'Opéra et Orchestre National par la création, la production, l'organisation l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa Région, en France et à l'étranger de toutes activités lyriques, chorégraphiques ou audio visuelles. Ces activités revêtent un caractère d'intérêt général.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon sont les partenaires majeurs, principaux financeurs de cette association. En fin d'année 2011, elles ont commandité, dans le cadre d'un groupement de commande, une étude relative au mode de gestion le plus approprié pour la gestion de l'Opéra et de l'Orchestre National.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1431-1 à 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21, cette réflexion sur le mode de gestion le plus adapté conduit à privilégier, à priori, la création d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) pour pérenniser les activités actuellement portées par l'association OONM. En effet, ce mode de gestion est apparu comme plus adapté à la mise en œuvre d'activités culturelles de service public mobilisant un budget et des personnels importants et en partenariat entre collectivités territoriales et Etat. Il permet en outre une véritable souplesse dans l'administration, tout en garantissant une sécurité juridique et comptable optimale..

Cet EPCC reprendrait l'intégralité des activités et personnels de l'association.

Il appartient au conseil communautaire d'approuver le principe de la création de cet établissement..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la création d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle reprenant les activités de

l'association Opéra Orchestre National de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - L'AGGLO DANS LES ÉTOILES - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :
En délocalisant en 2010 la partie observation du ciel nocturne des « Nuits des étoiles » dans la Commune de Cournonsec, le planétarium Galilée a inauguré une expérience de déconcentration de l'action culturelle scientifique dans l'Agglomération de Montpellier.
Cette expérience s'est poursuivie en 2011 par la mise en place d'une manifestation d'astronomie populaire « L'Agglo dans les étoiles » avec des observations du ciel nocturne associées ou non à des animations, dans trois communes de la Communauté d'Agglomération : Clapiers, Murviel les Montpellier et Saint-Brès. Près de 1000 personnes avaient ainsi participé à cette manifestation.
En 2012, ce sont quatre soirées de « L'Agglo dans les étoiles » qui sont organisées dans quatre communes de la Communauté d'Agglomération. La première soirée, prévue à Saint-Geniès-des-Mourgues le 27 avril 2012, n'a malheureusement pu se dérouler en raison de conditions météorologiques très défavorables. La seconde se déroulera à Castries le 25 ou 26 juillet, la troisième aura lieu à Saint Georges-d' Orques le 21 septembre et la dernière à Castelnau le Lez le 16 novembre ou le 12 décembre 2012.
Afin de définir les modalités de déroulement des soirées ainsi que les engagements de chacun des partenaires, il est proposé d'établir une convention-cadre de partenariat. Cette convention dispose notamment que les Communes s'engagent à mettre à disposition les installations permettant l'accueil du public dans de bonnes conditions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenant en charge l'animation scientifique avec les animateurs du planétarium et les associations d'astronomie locales.
Enfin, pour conserver le caractère familial et populaire des éditions antérieures, il est proposé de maintenir le principe de gratuité d'accès à cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-cadre de partenariat à intervenir entre les communes partenaires et la Communauté d'Agglomération à l'occasion de la manifestation "L'Agglo dans les étoiles" ;
 - décider de la poursuite de la gratuité des manifestations "L'Agglo dans les étoiles" ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions découlant de la convention-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CARTE ÉTÉ JEUNES - CONVENTION AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :
La « Carte Été Jeunes » est un dispositif initié et diffusé par la ville de Montpellier visant à améliorer l'accès aux activités culturelles et sportives des jeunes de douze à vingt-neuf ans.
D'une valeur de 25 €, cette carte offre à son détenteur un chéquier comportant une cinquantaine de coupons, valables du 15 juin au 15 septembre, qui donne accès gratuitement à une trentaine d'activités différentes à pratiquer dans la ville de Montpellier, avec notamment le Festival Montpellier Danse, le Festival de Radio France, la patinoire Vegapolis, ... Parmi ces coupons figurent quatre entrées dans les piscines d'agglomération, une entrée à la piscine Olympique Antigone et une entrée au Planétarium Galilée. Ces entrées sont comptabilisées et font l'objet d'une facturation à des tarifs privilégiés à la ville de Montpellier en fin de saison estivale.
Le succès rencontré les années précédentes par cette opération justifie pleinement sa reconduction ; c'est pourquoi il est proposé de finaliser avec la collectivité susvisée une convention de partenariat précisant l'ensemble des modalités applicables en la matière. Cette convention prévoit notamment l'obligation pour la ville de Montpellier d'apposer sur tous les supports édités pour la « Carte Été Jeunes » le logo de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention sera conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature, avec une reconduction tacite pour trois années consécutives supplémentaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec la ville de Montpellier ;
- dire que les recettes sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL - APPROBATION

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

De nos jours, un musée ne peut plus se contenter de gérer l'existant. Il doit, en effet, s'interroger sur sa vocation, l'évolution de ses collections et de ses publics, sa place dans un environnement donné, son rôle sur la scène locale, régionale, nationale, voire même internationale.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération a souhaité que soit élaboré, conformément aux préconisations du Ministère de la Culture et de la Communication pour les Musées de France, un Projet Scientifique et Culturel pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En effet, les changements qu'impliquent le transfert du site par la Région Languedoc-Roussillon à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la desserte de Lattes par le tramway et les réflexions en cours sur l'avenir du musée, rendent nécessaire ce type de document stratégique qui constitue un préalable indispensable à tout projet de modification de l'existant.

Ainsi, dans une première partie, le Projet Scientifique et Culturel, ci-annexé, dresse le bilan et établit le diagnostic de l'existant en faisant ressortir les atouts (politique culturelle ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, situation géographique et environnementale privilégiée, recherche archéologique performante grâce à l'action de l'UMR 5140 du CNRS et d'associations, activités pédagogiques et programmations d'expositions temporaires dynamiques ...) mais, également, les éléments à améliorer dont, entre autres, un parcours muséographique pas toujours cohérent, un manque de place (pas de salle dédiée uniquement aux expositions temporaires, réserves excentrées...), certains problèmes d'étanchéité, d'éclairage, de sûreté des lieux, et une difficulté à drainer certains publics (touristes, lycéens...).

Dans le cadre de cette problématique, le Projet Scientifique et Culturel définit, dans sa deuxième partie, les objectifs devant orienter la réalisation d'un centre archéologique rénové et dont les principaux peuvent être résumés comme suit :

- assurer une articulation entre un musée rénové, la valorisation du site, la suite des fouilles archéologiques et la présence de chercheurs et de moyens pour conduire la recherche ;
- assurer une cohérence entre le centre archéologique et son environnement naturel (la lagune) pour faire le lien entre patrimoine naturel et patrimoine archéologique ;
- réaliser un musée d'ampleur nationale autour du concept de cité lagunaire et portuaire au carrefour des civilisations du premier millénaire avant notre ère qui voit la rencontre des Gaulois indigènes avec les étrusques, les Grecs puis les Romains ;
- redéployer les collections permanentes selon un parcours de visite fluide et cohérent bénéficiant d'une muséographie en lien étroit avec la valorisation du site ;
- développer un musée pour tous les publics (publics empêchés et handicapés compris) avec un accueil fonctionnel et convivial dans des locaux adaptés ;
- enrichir les collections en développant les liens entre le musée et les services d'archéologie de l'Etat et une politique de conservation et d'étude scientifique de ces collections (création d'un centre de conservation et d'étude) ;
- pérenniser la politique d'expositions temporaires axée sur la double thématique : archéologie d'une part et formes artistiques contemporaines en dialogue avec l'archéologie, d'autre part.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du Projet Scientifique et Culturel du Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES MUSÉES D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTPELLIER ET SES ENVIRONS ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Le patrimoine archéologique et historique de Montpellier, son agglomération et ses environs immédiats, présente la caractéristique d'être représenté par des musées consacrés à toutes les périodes de l'occupation de l'Homme sur ce large territoire : préhistoire, protohistoire, antiquité, moyen-âge et époque moderne.

Afin de tisser un réseau entre diverses structures patrimoniales implantées sur et autour du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé de constituer un partenariat entre dix sites d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs :

- le Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades,
- le Musée Paul Soyris de Murviel-lès-Montpellier,
- le Musée de site gallo-romain Villa Loupian,
- Ambrussum site archéologique et musée,
- le Musée du Pic Saint Loup,
- le Parcours muséographique de la ville de Montpellier (Musée du Vieux-Montpellier, Crypte de Notre-Dame-des-Tables et Apothicairerie de la Miséricorde),
- le Musée des Moulages de l'Université Paul Valéry de Montpellier,
- le Musée Languedocien (Société archéologique de Montpellier).

En se constituant ainsi en réseau, les dix sites susvisés affichent leur volonté de valoriser l'ensemble de ce patrimoine remarquable et d'accroître leur visibilité grâce à des actions concertées.

La mise en œuvre de ce partenariat nécessite la conclusion d'une convention qui définit notamment les engagements de chacune des parties : d'une part l'édition et la diffusion d'un support de communication commun, et d'autre part la mise en place d'un tarif réduit pour l'accès à toutes les structures du réseau, sur présentation d'un billet d'entrée acquitté dans un des autres lieux de visite.

Ces deux actions concertées s'inscrivent dans une dynamique de partage de l'archéologie avec les populations, mais s'adressent aussi aux touristes et aux visiteurs occasionnels amateurs de patrimoine.

Plus largement, ce réseau doit permettre aux partenaires des rencontres régulières afin de partager leur expérience, d'échanger sur l'archéologie et l'histoire au sens large, de réfléchir à la meilleure manière d'accroître leur visibilité et leur fréquentation.

Pour l'année 2012, le site archéologique Lattara, musée Henri Prades prendra en charge les frais de conception graphique du dépliant estimés à 3 000 € H.T. Pour les années suivantes, ces frais seront répartis en égales proportions par chacun des sites du réseau.

En outre, les détenteurs de la City Card, délivrée par l'Office de Tourisme de Montpellier, bénéficiant également du tarif réduit pour l'accès à chacun des sites partenaires, l'Office du Tourisme de Montpellier est signataire de la présente convention.

La convention de partenariat sera conclue pour une durée de 4 ans à compter de la date de sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention liant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à tous les autres membres du réseau ;
- ajouter dans les conditions tarifaires du Site archéologique Lattara, musée Henri Prades l'octroi du tarif réduit sur présentation d'un billet d'entrée d'une des structures du réseau ou de la City Card de Montpellier ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE SAINT-BRÈS ET BAILLARGUES SUR LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2294 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004, le Conseil d'Agglomération a approuvé le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération. Celui-ci prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Baillargues et Saint-Brès.

Ce projet comprend la création d'une station intercommunale sur la Commune de Baillargues et la réalisation d'un réseau de transfert des effluents de Saint-Brès et Baillargues sur la nouvelle station.

Par délibération n°9713 en date du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux n°2294 pour la construction du réseau de raccordement des effluents de Baillargues et Saint-Brès sur la nouvelle station d'épuration intercommunale.

Le marché a été attribué au groupement d'entreprises BEC (Mandataire) / FAURIE pour un montant total, sur la base du devis quantitatif estimatif, de 1 060 393,60 € H.T. soit 1 268 230,74 € T.T.C.

Le marché de travaux se décompose en :

- Une tranche ferme (767 003,11 € H.T.) en vue des travaux du poste de refoulement du Farels au poste de refoulement en amont de la future station
- Une tranche conditionnelle (293 390,49 € H.T.) en vue des travaux du poste de refoulement Expobat au poste de refoulement de Farels sur la Commune de Saint-Brès, nécessitant un passage sous la voie ferrée.

Par délibération n°10333 en date du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un avenant n°1 au marché de travaux n°2294 portant le montant du marché à 1 116 588,70 € H.T., soit une augmentation de 5,3% du montant initial.

L'avenant n°2 a modifié la dénomination de l'entreprise BEC, mandataire, devenue RAZEL-BEC.

Les conditions de réalisation des travaux de la tranche conditionnelle telles que prévues dans le marché ont été modifiées du fait de plusieurs sujétions d'ordre technique portant à la fois sur des demandes complémentaires faites par la SNCF et (ou) la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sur des aléas de chantier.

Les demandes supplémentaires portent sur :

- les conditions de réalisation des travaux sous la voie ferrée qui ont du être menés, à la demande de la SNCF, de nuit et en week-end afin de profiter d'un arrêt du trafic ferroviaire sur le tronçon concerné durant deux nuits,
- la fourniture et la pose, à la demande de la SNCF, de deux regards DN 1200 mm de part et d'autre du forage avec un carottage afin de récupérer la buse acier DN 500 du forage. Ces regards permettent un contrôle visuel en cas de casse sur le refoulement,
- la réfection du chemin de Valergues en enrobé plutôt qu'en bicouche afin d'assurer la continuité avec les travaux récents menés sur la voirie communale,
- La mise à la cote des tampons eaux usées et des bouches à clé sur le linéaire de réfection de chaussée en enrobé sur le chemin de Valergues.

Les travaux supplémentaires issus des aléas de chantier portent sur :

- la prise en compte de la présence de rocher, non identifiée lors des études de sol préalables, engendrant des plus-values sur le forage dirigé et le terrassement dues à l'utilisation d'une fraise et d'une trancheuse, non prévues au marché initial.
- l'élargissement de la réfection de voirie en enrobé de l'avenue de Nîmes à Saint Brès,
- la fourniture et la pose d'un abri pour l'armoire électrique au niveau du poste de refoulement d'Expobat,
- l'élagage des deux pins au niveau de l'îlot central du poste de refoulement d'Expobat,
- la fourniture, la pose et la programmation sur l'automatisme du poste de refoulement Farels d'une nouvelle sonde ultra sons.

Un avenant n°3 au marché de travaux n°2294 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences des adaptations du projet et les travaux supplémentaires.

Cet avenant tenant compte de la création de prix nouveaux ainsi que des quantités réellement exécutées, génère une plus-value sur la tranche conditionnelle de 97 148,02 € H.T.

Celui-ci porterait le nouveau montant du marché à 1 213 736,72 € H.T., soit 1 451 629,12 € T.T.C. soit une augmentation de 14,46 % par rapport au montant initial du marché.

D'autre part, les modifications présentées dans le présent avenant conduisent à une augmentation des délais d'exécution de la tranche conditionnelle passant de 16 semaines à 27 semaines.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

Conformément à la loi du 8 février 1995 et sur la base des motifs développés ci-dessus, la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 5 juin 2012 a émis un avis favorable sur la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°3 au marché de travaux n°2294 pour la construction du réseau de raccordement des effluents de Baillargues et Saint-Brès sur la nouvelle station d'épuration intercommunale, portant le montant du marché à 1 213 736,72 € H.T., soit 1 451 629,12 € T.T.C. et le délai d'exécution de la tranche conditionnelle à 27 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 au marché de travaux n°2294 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTFERRIER SUR LEZ - RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE POUR ASSURER LA DÉFENSE INCENDIE DE L'IMPASSE RAYROLLES - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Montferrier-sur-Lez a autorisé la construction d'habitations individuelles, impasse Rayrolles.

La canalisation existante qui dessert cette impasse à partir de la rue des Aires est suffisante pour l'alimentation en eau potable, mais ne peut assurer la défense incendie. Par ailleurs, l'état de cette canalisation d'eau potable aurait conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier à envisager sa rénovation à court terme.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire, alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des travaux de renforcement du réseau d'eau potable de l'impasse Rayrolles à Montferrier-sur-Lez, travaux qu'il convient d'anticiper du fait des constructions d'habitations individuelles.

Dans ces conditions, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération, avec une participation forfaitaire de la commune, à hauteur du coût estimatif de la part de travaux nécessaires pour la défense incendie des habitations.

Le coût de la pose d'une nouvelle canalisation de diamètre 100 mm s'élève à 30 100 € H.T., soit 36 000 € T.T.C. Le montant restant à la charge de la Commune, pour les besoins de la défense incendie est estimée à 25 000 € H.T., soit

900 € T.T.C. Cette participation serait versée au plus tard 3 mois après la réception des travaux.

Un projet de convention a été élaboré qui entérine les conditions de réalisation et de financement de ces ouvrages conformément au II de l'article 2 de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la commune de Montferrier sur Lez pour des travaux de renforcement du réseau d'eau potable, en vue d'assurer la défense incendie de l'impasse Rayrolles,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, et en particulier la convention avec la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON DANS LA BASSE VALLÉE DU LEZ - APPROBATION DU PROGRAMME D'AMÉNAGEMENTS - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES POUR LES MISSIONS TOPOGRAPHIQUES, GÉOTECHNIQUES ET DE MAÎTRISE D'OEUVRE - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°7640 du 16 mai 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson et sollicité les aides financières pour sa réalisation.

Par délibération n°9015 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a sollicité de nouvelles aides financières pour cette étude notamment auprès de l'Union Européenne puisque son plan de financement initial a été modifié lors de la rédaction finale du PAPI Lez signé en 2008.

L'étude engagée en 2010 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier vient de s'achever. Elle a permis de mieux connaître le fonctionnement du bassin versant en période de crue, d'identifier les secteurs à enjeux et de déterminer les aménagements pour réduire les risques d'inondation et protéger les secteurs densément urbanisés.

La dernière phase de cette étude a précisé la nature des aménagements à réaliser au droit des secteurs à enjeux, a présenté l'analyse coût-bénéfice de ces aménagements et a proposé un premier programme pour protéger les principaux secteurs urbanisés.

Ce programme comprend des aménagements sur la basse vallée du Lez au niveau des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues et sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan.

Les aménagements sur la basse vallée consisteront à déplacer la digue rive gauche de la Mosson entre la voie SNCF et la RD116, à supprimer plusieurs digues en rives droite et gauche de la Mosson et à créer un chenal d'évacuation des crues du Rieucoulon et du Lantissargues vers l'étang de l'Arnel.

Sur la Commune de Fabrègues, des digues de protection rapprochée seront positionnées le long des secteurs habités des Plantades et des Campanelles en rive gauche du Coulazou depuis l'ancienne voie SNCF jusqu'à la RD613. Elles seront complétées en rive droite par une digue de protection rapprochée d'un quartier urbanisé au niveau de la confluence entre le Merdanson et le Coulazou. Sur la Commune de Pignan, il est prévu une digue de protection rapprochée en amont de la RD5 afin de protéger les secteurs habités des crues de la Vertoublane et du Mourtissous.

Enfin, sur la Commune de Lavérune, une digue de protection rapprochée en rive droite de la Mosson permettrait de protéger une zone d'activité économique et quelques habitations. Toutefois, la réalisation de cet aménagement est conditionnée par sa rentabilité qui dépend de l'impact économique des inondations sur l'activité des entreprises concernées. Celle-ci devra être précisée ultérieurement par une étude spécifique complémentaire.

Ce programme est estimé aujourd'hui à 10 M€ H.T., la part liée aux acquisitions foncières et aux travaux étant évaluée à 3,8 M€ H.T. sur la basse vallée, à 4,2 M€ H.T. sur Fabrègues et à 0,6 M€ H.T. sur Pignan.

L'engagement de ce programme d'aménagement est conditionné par l'obtention préalable des aides financières les plus larges des partenaires. Celles-ci seront à rechercher pour les aménagements de la basse vallée dans le cadre du PAPI Lez actuel qui s'achèvera en 2013 et pour ceux sur le Coulazou et la Vertoublane à travers un PAPI 2 à élaborer. La participation financière de l'Etat sera par ailleurs conditionnée dorénavant à la labellisation préalable « Plan de Submersions Rapides » (PSR) des aménagements et notamment des digues à créer. Cette nouvelle labellisation PSR permettra à l'Etat d'obtenir des garanties techniques élevées pour tous les nouveaux projets concernant des ouvrages protégeant les populations contre les inondations.

Compte tenu de l'échéance du PAPI Lez en vigueur qui s'achève en 2013, il est nécessaire d'engager sans délai, les démarches en vue de l'obtention des aides financières pour les aménagements de protection contre les inondations proposés au sud de l'A9 sur le territoire où la Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente au titre de la Basse Vallée du Lez.

Des démarches similaires pourront être menées ultérieurement pour les aménagements prévus sur le Coulazou à Fabrègues et la Vertoublane à Pignan, à l'issue de la procédure de transfert de la compétence « travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la vallée de la Mosson » des Communes à la Communauté d'Agglomération de Montpellier initiée par délibération n°10906 lors de la séance du Conseil Communautaire du 24 mai dernier.

Dans l'immédiat, pour les aménagements de protection contre les inondations proposés sur le territoire de la basse vallée du Lez, il est nécessaire d'élaborer des dossiers techniques comprenant notamment les études d'avant-projet des aménagements, une étude de danger et une analyse coût-bénéfice actualisée avec l'estimation précise des travaux projetés. Il convient ainsi d'engager des missions de maîtrise d'œuvre s'appuyant sur des études topographiques et géotechniques adaptées. Après élaboration des études d'avant-projet et des dossiers nécessaires à la labellisation PSR des différents travaux, le Conseil de Communauté sera à nouveau sollicité pour notamment approuver les avant-projets, leurs montants prévisionnels et solliciter les aides financières correspondantes.

La mission de maîtrise d'œuvre qui serait confiée pour les travaux identifiés sur la basse vallée du Lez, au niveau des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, comprendra les missions normalisées AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR ainsi que l'élaboration de l'ensemble des dossiers réglementaires nécessaires aux autorisations administratives, DUP, Cessibilité, Loi sur l'eau, DIG et l'élaboration des pièces techniques nécessaires à l'obtention de la labellisation PSR des ouvrages projetés. Des études géotechniques et topographiques sont aussi nécessaires pour les besoins de la mission de maîtrise d'œuvre définie ci-avant.

Le montant des travaux envisagés sur la basse vallée du Lez est estimé à 3 M€ H.T. Le montant global des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires pour ces travaux est estimé à 350 000 € H.T.

Ces prestations pourront être financées dans le cadre du PAPI Lez. Dans ces conditions, le plan de financement serait le suivant :

- 25% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Languedoc Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 35% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson sur le territoire de la basse vallée du Lez, au niveau des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone,
- solliciter les meilleures aides financières auprès des différents financeurs notamment l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault pour le financement des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires à la mise en œuvre ultérieure de ce programme d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – CONVENTION AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE POUR LE FINANCEMENT D'AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DANS LA BASSE VALLÉE DU LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Le projet de déplacement de l'autoroute A9 a fait l'objet d'un décret du 30 avril 2007 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction. Suite à la concertation menée par la Commission Nationale du Débat Public, la réalisation de ce projet a été confirmée en 2011, et les études correspondantes reprises depuis.

Les futurs ouvrages autoroutiers vont franchir des zones particulièrement sensibles au risque inondation dans lesquelles des travaux d'aménagement et de protection ont été réalisés récemment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a donc de l'intérêt général de définir et mettre en œuvre des solutions pertinentes permettant de conserver à minima le même niveau de protection des biens et populations contre le risque inondation.

Les études menées récemment par ASF ont permis de préciser le dimensionnement des ouvrages ou la nature des aménagements à réaliser afin de respecter les obligations réglementaires notamment la transparence hydraulique de la nouvelle autoroute et la compensation des volumes de remblais nécessairement réalisés en zone inondable.

S'agissant de cette deuxième obligation, le déplacement de l'A9 va générer des remblais sur quatre secteurs : au droit du franchissement de la Mosson, du ruisseau du Rondelet, du fossé chemin du Mas de St Pierre et au niveau de la Cérérède en rive droite du Lez. Le volume total de remblai à compenser sur ces secteurs inondables est estimé à 49 352 m³. Toutefois, cette compensation ne peut être réalisée directement dans l'emprise du projet pour différentes raisons, à la fois techniques et administratives.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier vient de finaliser l'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson visant à définir les zones à risques et les aménagements nécessaires de protection contre les inondations. Parmi les opérations prioritaires dégagées, ont été identifiés sur le secteur de la basse vallée du Lez, au sud de l'A9 actuelle, le recul d'une digue et la suppression de plusieurs digues de la Mosson ainsi que la création d'un bras de décharge du Rieucoulon.

La réalisation de ces aménagements se traduira par un volume global de déblai en zone inondable de 50 460 m³. Ils permettraient donc de compenser les 49 352 m³ de remblai induits par le projet de déplacement de l'A9. Ce principe de compensation au sein d'une même masse d'eau est par ailleurs conforme avec le SDAGE Rhône Méditerranée.

Il est donc proposé de définir, à travers une convention à passer avec ASF, les modalités de réalisation et de cofinancement de ces aménagements hydrauliques.

Le projet de convention élaboré prévoit qu'ASF s'engage à payer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier la somme de 1 420 000 € H.T. correspondant au coût estimé des travaux de compensation des 49 352 m³ de remblais en zone inondable liés à la future plateforme du déplacement de l'autoroute A9, acquisition foncière comprise. Le montant facturé sera le total des dépenses réelles effectuées. Il fera l'objet d'un avenant à la convention en cas de dépassement du coût estimatif. De son côté, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à réaliser ces travaux hydrauliques avant la fin de l'année 2017, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires et de la bonne réalisation des diagnostics et des fouilles archéologiques préventives au droit des zones concernées par les aménagements. En cas de non réalisation des travaux du fait de la non obtention des autorisations définies ci-avant, la Communauté d'Agglomération de Montpellier proposera un avenant à la convention pour proroger les délais. Elle ne pourra être tenue responsable et ASF renoncera à tout recours contre elle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre ASF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le financement d'une partie des aménagements de protection contre les inondations de la Mosson sur le territoire de la basse vallée du Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 60 VOIRIE, JALONNEMENT – CONVENTION CADRE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR LA POSE ET L'ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL SUR LES VOIES DÉPARTEMENTALES À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Pour assurer une bonne homogénéité et lisibilité du jalonnement directionnel, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté un matériel identique sur l'ensemble des voies communales de son territoire.

La présente convention permet d'étendre cette cohérence aux voies départementales à l'intérieur du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour les matériels de jalonnement non spécifiques des voies départementales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut profiter des projets d'aménagements du Département pour déployer son mobilier dans le respect des schémas directeurs des deux collectivités.

Le financement des travaux de jalonnement est réparti à 80% pour le Département et 20% pour la Communauté d'Agglomération. La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure l'entretien et la maintenance du mobilier.

En cas de modification demandée ultérieurement par le Département liée à des changements de sens de circulation, des changements de nom d'établissement, des créations de nouveaux pôles..., le financement des travaux est identique.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier financera 100% des modifications dont elle fera la demande sur les mobiliers spécifiques (portiques, potences, hauts mâts)

Cette répartition financière prend en compte à la fois :

- le surcoût qualitatif lié au matériel de type Agglomération,
- les coûts associés pour la conception et le pilotage de ces opérations d'investissement,
- les coûts d'entretien de ces matériels que la Communauté d'Agglomération de Montpellier supporte en lieu et place du Département de l'Hérault.

Pour les matériels de jalonnement spécifiques (portiques, potences, hauts-mâts...) des voies départementales, le Département conserve son mobilier et prend en charge les matériels antérieurement installés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par ailleurs, la convention précise que sur les voies non départementales, les modifications des matériels de jalonnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier demandées par le Département sont intégralement à sa charge.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault,
- dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2016TV08 ENTRETIEN

ET MAINTENANCE DU PATRIMOINE DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL - MODIFICATION DU SEUIL MINIMAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonement, rapporte :

Par délibération n°8496 du 29 septembre 2008, le Conseil de communauté a autorisé la signature du marché 2016 TV 08 ayant pour objet les prestations d'entretien et de maintenance du patrimoine de jalonement directionnel. Ce marché à bons de commande d'un montant de 250 000 € H.T. minimum et 600 000 € H.T. maximum, a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Le projet d'avenant porte sur la modification du montant minimum du marché qui est diminué de 250 000 € H.T. à 150 000 € H.T. Cette diminution a pour objectif de prendre en compte les évolutions récentes suivantes :

- la suppression du jalonement lumineux au profit de surfaces rétro réfléchissantes dans un objectif de développement durable et de réduction des coûts de maintenance,
- l'évolution des objectifs d'entretien du patrimoine de jalonement de l'Agglomération de Montpellier qui optimise les interventions sur le matériel existant.

L'article 2 de l'acte d'engagement du marché sera modifié en conséquence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2016TV08 passé avec la société SIGNAUX GIROD, qui réduit le montant minimum à 150 000 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 et tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MODIFICATION DU TRACÉ PRÉFÉRENTIEL

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entre Lavérune - Clapiers - Prades le Lez sur une longueur de 17,5 kms environ, et l'enveloppe financière prévisionnelle au montant de 330 millions € H.T. (valeur mars 2009). Le Conseil de Communauté a également approuvé les objectifs de l'opération et les modalités de concertation conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, ainsi que la proposition de tracé et les variantes à soumettre à concertation.

Par délibération n°10816 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable à la réalisation de la ligne 5 de tramway et a retenu le nouveau tracé préférentiel pour la poursuite des étapes de concertation du public, des études et d'élaboration des dossiers administratifs.

La Commune de Montferrier-sur-Lez a émis un avis défavorable sur ce tracé en considérant que l'option retenue par la route départementale (RD 17), entre le rond point de Girac et la route de Baillarguet, n'assurait pas une desserte optimale de son territoire et que les arguments retenus pour écarter la variante par la route de Mende (RD 112) depuis le rond point d'Agropolis devaient être précisés.

Les avis exprimés lors des réunions de concertation du 18 juin 2012 concernant les Communes de Clapiers et Montferrier-sur-Lez et du 21 juin 2012 pour la Commune de Prades le Lez, demandant une mise à l'étude détaillée du passage du tramway par la route de Mende, nécessitent également de reconsidérer la décision de ne pas retenir la variante par la route de Mende (RD 112) depuis le rond point d'Agropolis.

Pour tenir compte de ces avis, la Communauté d'Agglomération de Montpellier décide de poursuivre la concertation avec ces deux partis de desserte de Montferrier-sur-Lez, pour les évaluer plus précisément en affinant les études d'insertion et des conditions de réalisation en particulier vis-à-vis des emprises foncières, des zones à préserver au titre de l'environnement et inondables du Lez, des alignements d'arbres ainsi que des réseaux principaux d'adduction d'eau potable et de transfert d'eaux usées de l'agglomération.

En conséquence, pour la desserte de Montferrier, le tracé préférentiel considère 2 options de tracé, entre le rond point d'Agropolis, le rond point de Girac et Prades le Lez, pour la poursuite de la concertation :

- A partir du rond point de Girac, l'option de tracé par la route départementale (RD 17) jusqu'à l'embranchement de la route de Baillarguet permet une desserte de Montferrier par 2 stations au rond point d'Agropolis et à l'embranchement de la route de Baillarguet.
- Depuis le rond point d'Agropolis l'option de tracé par la route de Mende (RD 112) permet une desserte complémentaire de Montferrier-sur-Lez avec une troisième station à hauteur du centre du village, puis franchit le Lez à hauteur de la zone d'activités Ste Julie pour rejoindre la route départementale (RD 17).

Puis pour atteindre Prades le Lez, le tracé longe la route départementale (RD 17), avec positionnement d'un parking de proximité à l'embranchement de la route de Baillarguet, jusqu'au terminus repositionné dans le village à proximité du centre commercial de La Mandarine.

Ce terminus, qui a fait l'objet de débats pourrait être la meilleure localisation au regard des demandes pour assurer la desserte du village.

En l'état actuel les études des 2 options de tracé dans ce secteur doivent préciser les potentiels de desserte et les coûts d'investissement. La poursuite des études permettra d'évaluer le projet, en considérant les 2 options de tracé d'extension vers Prades le Lez, sur la base de l'intérêt socio-économique, au regard des coûts de réalisation et d'exploitation, ainsi que des atteintes à la propriété privée et au site et des autres inconvénients et nuisances qu'il comporte, en regard des avantages qu'il procure.

Par ailleurs, le tracé préférentiel, entre Lavérune et le Clapiers reste inchangé pour la poursuite de la concertation :

1. entre Lavérune et le rond point Maurice Gennevaux : le choix se porte sur un terminus de la ligne avec parking de proximité ou d'échange au rond point d'entrée du village.

Le tracé préférentiel par la route départementale (RD 5) qui rejoint le pôle d'échange Gennevaux n'appelle pas d'observation.

2. entre le rond point Maurice Gennevaux et le rond point Paul Fajon :

- Depuis le parking d'échange sur le futur contournement ouest (RD 132) au rond point Maurice Gennevaux le tracé préférentiel par la route de Lavérune jusqu'au rond point Paul Fajon, répond à la demande exprimée d'un temps de trajet optimisé vers Montpellier et d'une requalification de la route de Lavérune.

- Pour la desserte du secteur des Grèzes dont la Ville de Montpellier a engagé les études de développement urbain, une hypothèse de tracé en antenne peut être envisagée depuis le rond point Paul Fajon, par la rue des Bouisses,

3. entre le rond point Paul Fajon et la place du 8 mai : la desserte équilibrée des quartiers Bagatelle et Paul Valéry, ainsi que la desserte du quartier Ovalie, du stade Yves du Manoir et du futur quartier de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), présentent un enjeu majeur.

- L'avancement des études ayant mis en évidence de fortes difficultés d'insertion de la ligne de tramway dans le quartier Bagatelle, le début du nouveau tracé préférentiel passe par la route de Lavérune jusqu'à l'avenue de Vanières.

- Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Lavérune, ou privilégiant les secteurs d'Ovalie puis de l'EAI, mais en réponse aux objectifs du développement urbain, le choix se porte sur un tracé par l'avenue de Vanières jusqu'à la rue de Bugarel qu'il emprunte pour rejoindre le site de l'EAI en longeant le Parc Montcalm à l'Ouest. Ce tracé permet en effet de desservir à la fois les quartiers situés à l'ouest de l'avenue de Vanières (Bagatelle, Ovalie) et ceux situés à l'est, dont la cité Paul Valéry.

- De nouvelles perméabilités piétons et cycles entre le Parc Montcalm et le quartier d'Estanove permettront la desserte de ce dernier.

- Le tracé traverse le secteur de l'EAI en fonction des études urbaines engagées par la Ville, en s'approchant de la Cité Gély dans le quartier Figuerolles pour assurer sa desserte, avant de rejoindre la place du 8 mai par la rue Lepic.

4. entre la place du 8 mai et Saint-Eloi : l'enjeu d'une requalification urbaine de l'avenue Clémenceau est apprécié. D'autre part, le projet accompagnera la piétonisation des boulevards Jeu de Paume et Ledru Rollin entreprise par la Ville de Montpellier dans le cadre de son nouveau plan local de déplacements.

- Le tracé préférentiel ainsi dégagé emprunte l'avenue Clémenceau, circule en tronc commun avec la ligne 3 par les rues de la Saunerie dans un sens et André Michel dans l'autre, pour rejoindre les boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV jusqu'à la place Albert 1^{er}.

- Il emprunte ensuite un tronc commun avec la ligne 1 entre les stations Albert 1^{er} et Saint-Eloi.

- Sur la section des boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV, le tracé choisi permet de boucler, entre le boulevard de l'Observatoire et la place Albert 1^{er}, l'itinéraire de la ligne 4 en tronc commun avec la ligne 5.

5. entre Saint-Eloi et le giratoire Agropolis : la desserte de l'ensemble du Cœur de Campus, complémentaire à celle de la ligne 1, ainsi que la desserte centrale du parc d'activités Agropolis, répondent à un enjeu majeur de développement de ces secteurs.

- Le début du nouveau tracé préférentiel emprunte l'avenue du Docteur Pezet jusqu'à la place de la Voie Domitienne, puis la route de Mende jusqu'à la rue de Vert Bois.

- Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Mende, ou devant l'entrée du Zoo, mais en réponse à l'objectif majeur en terme de réduction de l'usage de l'automobile en ville, ainsi qu'à l'objectif d'une desserte complète du Campus et du pôle Balard-CNRS, et d'autre part, compte tenu de l'incidence d'une insertion du tramway avenue Agropolis nécessitant une emprise sur le site classé coté Bois de Montmaur ou coté Zoo, le tracé retenu poursuit par la route de Mende, à proximité du Plan des 4 Seigneurs, avant de bifurquer rue Arthur Young pour desservir le centre du parc Agropolis par l'avenue éponyme, jusqu'au rond point d'Agropolis sur la route départementale (RD 65).

6. entre le giratoire Agropolis et le terminus de Clapiers : l'intérêt de deux parkings d'échange, de moyenne capacité au rond point d'Agropolis et de grande capacité à celui de Girac, a été proposé pour capter les automobilistes en provenance du Contournement Nord de l'agglomération (RD 65), de la route de Mende (RD 112), ainsi que du boulevard de la Lironde.

- Le tracé emprunte la route départementale (RD 65) en franchissant le Lez jusqu'au rond point de Girac.

- Puis, pour atteindre le terminus de Clapiers situé à côté de la médiathèque Albert Camus conformément à la demande exprimée, le tracé emprunte le boulevard de Lauriol en contre-allée de la route départementale (RD 65).

Pour ce nouveau tracé préférentiel, il est proposé d'instituer, comme cela a été fait pour le tracé de base et les variantes délibérés par les Conseils de Communauté des 3 juillet 2009 et 21 avril 2011, un périmètre d'études selon les dispositions de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme.

Le périmètre d'études proposé est défini par une bande de 100 mètres axée sur chaque option de tracé envisagée. Après prise en considération par les communes concernées, ce périmètre sera reporté, à titre d'information, sur les documents graphiques des plans locaux d'urbanisme de ces communes.

L'incidence de ce tracé préférentiel sur les caractéristiques de l'opération et sur son enveloppe financière prévisionnelle sera précisée dans le cadre de la poursuite des études. Les caractéristiques du projet et son enveloppe financière seront définitivement arrêtés lors de l'approbation de l'avant-projet par le Conseil de Communauté.

Le tracé préférentiel, les tracés variantes initialement prévus, ainsi que les variantes complémentaires proposées dans le cadre de la concertation sont et seront toujours à l'étude, dans le cadre des phases suivantes de la concertation qui se poursuivra jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil Communautaire. Le dossier définitif du projet sera alors arrêté par le Conseil et tenu à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- retenir le nouveau tracé préférentiel, en considérant 2 options de tracé pour la desserte de la Commune de Montferrier sur Lez, pour la poursuite des étapes de concertation du public, des études et d'élaboration des dossiers administratifs,

- se réserver la possibilité de compléter l'étude de toutes les variantes de tracé complémentaire non retenues par le tracé préférentiel et d'en autoriser la prise en compte dans les documents et les actions de concertation du public,

- dire que le Conseil de Communauté aura à délibérer ultérieurement sur le bilan de la concertation, celle-ci se poursuivant jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme,

- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - RÉALISATION D'UN PARKING D'ÉCHANGE EN OUVRAGE SUR LE PÔLE D'ÉCHANGE MOSSON - AVENANT N°4 AU MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la ligne 3 de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixée à 480 millions € H.T. (valeur avril 2004).

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement TaM / TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la ligne 3 de tramway. Le montant de la rémunération du mandataire était fixé à 14,313 millions € H.T. (valeur avril 2004).

L'avenant n°1 au mandat approuvé par délibération n°6289 du Conseil de Communauté du 21 décembre 2004 a transféré à TaM la totalité du marché.

L'avenant n°2 au mandat approuvé par délibération n°8414 du Conseil de Communauté du 23 juillet 2008 a fixé le montant d'opération à 450 millions € H.T. (valeur avril 2004), précisé la date de mise en service au 3^{ème} trimestre 2012 et arrêté la rémunération à 15,541 millions € H.T.

L'avenant n°3 au mandat approuvé par délibération n°9761 du Conseil de Communauté du 28 septembre 2010 a notamment intégré dans le périmètre du mandat confié à TaM, le programme de la ligne 4 « la Circulade » et des ouvrages et aménagements connexes étroitement imbriqués à ceux de la ligne 3. Il a fixé le montant de l'opération à 458,15 millions € H.T. (valeur avril 2004) et le montant de la rémunération du mandataire à 15,701 millions € H.T. (valeur avril 2004), inclus dans le montant d'opération.

Le programme de la ligne 3, déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007, projetait la construction d'un parking d'échange au sol sur le nouveau pôle d'échange Mosson en connexion avec les lignes 1 et 3 et avec le réseau de voirie de contournement de l'agglomération. L'avant-projet approuvé par délibération n°8066 du Conseil de Communauté du 19 décembre 2007 précisait sa capacité à 600 places, extensible à 1000 places.

Par la suite, les études de projet et les contraintes de réalisation, tenant compte des exigences du plan de protection des risques d'inondation de la Mosson, ont limité la capacité du parking d'échange à 430 places sans possibilité d'extension dans les emprises prévues.

La récente mise en service du nouveau réseau tramway le 7 avril 2012, permet de constater une fréquentation importante du parking d'échange Mosson, dont la progression conduira à court terme à sa saturation.

En conséquence il convient d'adapter le programme d'opération de la ligne 3 pour permettre la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage d'une capacité de 1200 places, dans l'emprise de l'actuel parking.

Le nouvel ouvrage sera conçu pour permettre une extension ultérieure à environ 1 600 places.

L'accessibilité tous modes et la facilité de déplacement des usagers dont les personnes à mobilité réduite et handicapées, l'intégration dans le site, la réponse pertinente aux besoins locaux et la participation à la valorisation du quartier, la prise en compte du développement durable seront les orientations majeures du projet.

Outre les fonctions d'intermodalité comprenant les modes doux, la conception du parking permettra d'intégrer un pôle de services : kiosque, conciergerie, ... à définir lors des études, à destination des usagers du pôle d'échange en transit et en attente, et tenant compte de la mise en service du futur Car à Haut Niveau de Service du Département (CHNS Cœur d'Hérault).

Son exploitation axée sur le transfert modal permettra une mixité d'usage de stationnement, à destination des manifestations sportives et culturelles du quartier Mosson et des autres activités commerciales et économiques du secteur.

Ce parking en ouvrage et les nouvelles capacités de stationnement dans l'environnement du stade de la Mosson augmenteront l'offre de stationnement de 2 000 places, portant l'offre globale à 4 100 places.

Par ailleurs, du fait de la position du site en entrée d'agglomération au raccordement de l'A750 sur les voies de contournement, les études évalueront la possibilité de préserver l'implantation à plus long terme d'un bâtiment identifiable renforçant l'identité du lieu.

L'objectif de mise en service du parking en ouvrage est envisagé à mi 2015.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser la signature d'un avenant n°4, afin d'intégrer dans le périmètre du mandat confié à TaM les études et la réalisation de ce parking d'échange en ouvrage de 1 200 places, dont l'enveloppe financière prévisionnelle est évaluée à ce stade à 14,5 millions € H.T. (valeur juin 2012).

En valeur de base du mandat avril 2004, cette enveloppe financière est de 10,6 millions € H.T., sans incidence sur le montant total de l'enveloppe financière confiée en mandat à TAM, compte tenu du bilan financier prévisionnel à ce stade de l'opération.

Le montant de la rémunération du mandataire incluant la mission complémentaire relative au parking d'échange en ouvrage Mosson évolue de 309 000 € H.T. (valeur avril 2004).

Le montant total de la rémunération du mandataire est ainsi fixé à 16 009 828,55 € H.T. (valeur avril 2004).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme complémentaire de la ligne 3 pour la construction d'un parking d'échange en ouvrage de 1 200 places sur le pôle Mosson,
- approuver l'avenant n°4 à la convention de mandat relative à la réalisation de la troisième ligne, à l'extension ouest de la première ligne et à la ligne 4 « la Circulade »,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations dans le cadre de l'exercice du mandat TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 à la convention de mandat et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes F. Prunier, R. Souche et MM R. Subra, J.-M. Castet, C. Morales, S. Fleurence, H. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 64 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – EXPLOITATION DE LA DEUXIÈME LIGNE DE TRAMWAY - CONVENTION POUR LA MISE À DISPOSITION DE LA SECTION FERROVIAIRE DE FABRÈGUES ET LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°7363 du 14 novembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé la convention permettant l'utilisation de la ligne ferroviaire de Montpellier à Paulhan par la ligne 2 de tramway entre les pôles d'échanges Sabines et Saint Jean le Sec.

En réponse à la demande de la Communauté d'Agglomération de permettre l'extension de la ligne 2 de tramway sur cette ligne ferroviaire jusqu'à Cournonsec, RFF a engagé la procédure de déclassement de cette ligne du Réseau Ferré National en vue de sa cession à la Communauté d'Agglomération.

A ce stade, RFF ayant annoncé la fermeture administrative de la ligne pour début juillet 2012, la convention susvisée prendra fin de plein droit, nécessitant une nouvelle convention de mise à disposition de la section nécessaire à l'exploitation de la ligne 2, avant acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La convention entre RFF, la Société YXIME mandataire de RFF, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM prend effet à compter du 6 juillet 2012 et viendra à échéance à la date de signature de l'acte authentique de cession, au plus tard le 31 décembre 2013. Elle définit l'ensemble des emprises et des installations mises à disposition et les conditions d'utilisation.

Elle fixe le montant de la redevance annuelle et des charges à verser à RFF à 158 400 € H.T., ce montant étant réglé par TaM dans le cadre de la convention d'exploitation du service public des transports en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à conclure entre RFF, la société YXIME mandataire de RFF, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM pour la mise à disposition de la section ferroviaire nécessaire à l'exploitation de la ligne 2,
- dire que les crédits nécessaires, dans le cadre de l'exercice de la convention d'exploitation du service public des transports en commun, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - GROUPEMENT TAM-TRANSDEV MONTPELLIER - RAPPORT ANNUEL 2011 DU DÉLÉGATAIRE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le rapport annuel du Délégué du Service Public de transports urbains est produit tous les ans, avant le 1^{er} juin, par le Groupement momentané d'entreprises créé entre la Société TaM et TRANSDEV Montpellier, dans le cadre des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application des articles L.1411-13 et 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport est mis à disposition du public, au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans toutes les mairies des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 qui a complété l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales spécifie qu'il soit pris acte de ce rapport par l'assemblée délibérante.

Ce rapport annexé à la présente délibération, comprend un rapport général des conditions d'exécution du service, des résultats chiffrés, une analyse de la qualité du service au travers des indicateurs de qualité mis en place et des éléments descriptifs et comptables sur l'activité transport.

Conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux lors de sa séance du 26 juin 2012.

L'année 2011 est la deuxième année de la Délégation de Service Public des Transports Publics Urbains liant la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Groupement TaM-Transdev Montpellier, pour une durée de 8 ans du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Cette année a été marquée par la fin des travaux des lignes 3 et 4 de tramway, inaugurées le 6 avril 2012. La poursuite de la politique développée en faveur d'une desserte de proximité sur le territoire des 31 Communes a permis une progression du trafic voyageurs malgré l'impact des travaux. Ainsi, la hausse observée est de + 2,0% par rapport à l'année 2010 avec 63,5 millions de voyageurs.

Les éléments principaux du rapport portent sur :

1. L'évolution de l'offre :

L'ensemble des mesures mises en place en 2011 qui permettent une amélioration de la qualité du service offert aux usagers, concernent :

- L'intégration des scolaires de la ligne 38 Cournonsec Montpellier et son prolongement jusqu'à Rondelet ;
- L'ajustement de l'offre de la ligne 9 La Pompignane Grammont pour assurer la desserte jusqu'à Castelnau le Lez ;
- La prolongation de l'amplitude des lignes des Communes permettant un départ de Montpellier à 20h30 ;
- La création d'une desserte les dimanches et jours fériés pour les lignes 33 Fabrègues-Saussan-Saint Jean Centre (L2) et 34 Cournonsec-Cournonterral-Fabrègues-Saint Georges d'Orques-Mosson (L1 puis L3) ;
- La création d'une navette ligne 17 entre Sabines et les Lavandins ;
- La création d'un Transport à la Demande (TAD) sur le secteur de Castelnau le Lez en remplacement de la ligne 35.

Par ailleurs, les trajets des lignes situées dans le corridor du tracé de la ligne 3 du tramway ont été adaptés en fonction des phases de travaux.

Globalement, l'offre kilométrique de 11,7 millions de kilomètres est en augmentation avec + 3,9% par rapport à 2010.

Le développement de l'accessibilité des bus a été poursuivi avec l'acquisition de 6 bus en 2011, portant au total à 134 le nombre de bus équipés de palettes rétractables accessibles aux personnes à mobilité réduite et poursuivant ainsi l'effort de diminution des gaz à effet de serre,

2. La reprise de la fréquentation

La fréquentation du réseau TaM s'est établie à 63,5 millions de voyages en progression de +2,0% par rapport à 2010. La stabilité sociale dans l'entreprise et un dispositif de lutte contre la fraude renforcé sont les facteurs de progression de la fréquentation et des validations 2011.

L'ensemble du réseau tramway progresse de +4,5% (+1,9% pour la ligne 1 et +10,2% pour la ligne 2) malgré les interruptions dues aux travaux de raccordement des lignes 3 et 4.

La fréquentation du réseau bus baisse de -22,2 % sur le réseau bus urbain et progresse par contre de + 2,0% sur le réseau bus suburbain.

3. La politique tarifaire

Certains tarifs ont été augmentés au 2 juillet 2011. Les recettes de trafic s'établissent en 2011 à 39,3 millions € H.T.

en hausse de +5,5%.

Les ventes de forfait sociaux progressent de 3,6% : les forfaits mensuels Demandeurs d'Emploi progressent de +3,6% ; les forfaits Carte d'Or et handicapés gratuits progressent respectivement de +1,5% et +6,8%.

Les parkings tramway poursuivent leur hausse de fréquentation à 647 977 stationnements soit + 13,5% correspondant à une fidélisation de la clientèle.

L'utilisation du titre Parking Tramway avec la carte Pass'Agglo est en progression par rapport à 2010 avec près de 84 000 titres délivrés, soit une hausse de + 3,6 %. La fréquentation du Parking CIRCE s'établit à 159 664 véhicules, soit près de 25% des 647 977 véhicules de l'ensemble des parkings tramway.

4. Les équipements et investissements

Les investissements subventionnés à hauteur de 70% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. se sont élevés à 2,802 millions € H.T. en 2011. Les investissements directs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont élevés à 1,579 millions € H.T.

Le parc de 139 bus a une moyenne d'âge de 9,4 ans, dont 134 bus (96%) sont équipés de climatisation et de palettes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, soit la totalité du parc à l'exception des bus de renfort liés aux déviations travaux.

En termes de sécurisation du réseau, 100% des bus sont équipés de deux caméras de vidéosurveillance et de portillons de sécurité.

La poursuite du programme de renouvellement du parc par des autobus fonctionnant au GNV engagée en 2006 a permis la livraison de 6 véhicules en cours d'année 2011.

5. Les résultats économiques

La subvention forfaitaire d'exploitation de l'Agglomération de Montpellier a été pour 2011 d'un montant de 36,6 millions € H.T., soit une charge transport pour la collectivité de 48,5 millions € T.T.C. en y intégrant les compensations tarifaires sociales et scolaires et les taxes refacturées au réel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel du Délégué du Service Public de transports urbains produit par le groupement Tam-Transdev Montpellier, dans le cadre des dispositions de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames F. Prunier, R. Souche et Messieurs R. Subra, J.M. Castet, C. Morales, S. Fleurence, H. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 66 HORS COMMISSION – ARTICLE L.1413-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ETAT DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX AU COURS DE L'ANNÉE 2011

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002 en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 examine les rapports des Délégués et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement, de l'élimination des déchets ménagers et de l'eau potable.

Elle émet aussi un avis sur tout projet de Délégation de Service Public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

Elle est présidée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, Monsieur Pierre Bonnal.

Elle est en plus composée de :

-4 Conseillers communautaires membres titulaires :

-Robert Subra

-Louis Pouget

-Pierrette Mienville

-Gilbert Pastor

-4 Conseillers communautaires membres suppléants :

-Serge Fleurence

-Laurent Jaoul

-Frédéric Tsitsonis

-Hervé Martin

Et de manière paritaire d'un représentant des 4 associations d'usagers suivantes :

FAM démarche

Consommation Logement Cadre de Vie

Comité de liaison des associations des Personnes Handicapées

APF (Association des Paralysés de France)

Les services publics et équipements communautaires qui font l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont actuellement les suivants :

- Service public de collecte et traitement des déchets ménagers
- Service public des transports en commun urbains
- Service public de l'eau potable
- Service public de l'assainissement
- Corum, Palais des Congrès et Zenith
- Marché d'Intérêt National
- Unité de méthanisation Ametyst
- Aquarium Mare Nostrum
- Patinoire Vegapolis

En 2011, la Commission Consultative des Services Publics Locaux s'est réunie le 13 janvier, le 7 avril, le 20 juin et le 8 juillet.

Au cours de ces deux dernières séances, la Commission a examiné les rapports des Délégués et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et de l'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Lors de sa séance du 13 janvier 2011 elle s'est prononcée sur l'harmonisation des tarifs de l'eau potable et sur le principe du maintien de la gestion déléguée de la patinoire Vegapolis.

Le 7 avril 2011 elle a émis un avis favorable concernant le règlement du service de l'eau brute ainsi que sur les projets de Délégation de Service Public de l'assainissement et de l'eau potable des Communes de Lattes et Pérols.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au cours de l'année 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRÉSIDENT - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2°De l'approbation du compte administratif ;

3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6°De la délégation de la gestion d'un service public ;

7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante peut déléguer au président l'exécution des marchés et accords cadres, soit au cas par cas lors de la délibération autorisant la signature du marché, soit dans le cadre d'une délégation permanente du Conseil Communautaire à l'exécutif.

La gestion de la commande publique impose aux collectivités locales et à leurs établissements publics de coopération intercommunale de faire preuve de réactivité et de souplesses notamment en matière de mise en œuvre de mesures coercitives et plus particulièrement de résiliation. Cet impératif est incompatible avec les contraintes d'organisation et la fréquence des séances du Conseil Communautaire.

Le président bénéficie déjà d'une délégation permanente concernant l'exécution des marchés et accords-cadres passés en procédure adaptée, visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, les marchés et accords-cadres de travaux d'un montant inférieur à 1 500 000 € H.T. et tous les marchés et accords-cadres visés à l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, ne relevant pas de ses dispositions et dont le montant est inférieur aux seuils et montants précités.

Il est donc nécessaire, dans un souci de cohérence et d'efficacité, d'étendre la délégation de l'assemblée au président relative à l'exécution et notamment la résiliation des marchés et accords-cadres à tous les marchés conclus par la

Communauté d'Agglomération ne bénéficiant pas encore, à ce jour de cette disposition.

Par ailleurs dans un contexte de raréfaction des crédits bancaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit diversifier et optimiser ses sources de financement, notamment en réalisant des emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics de coopération intercommunale.

La conclusion et la gestion de produits financiers imposent des prises de décision rapides qui ne peuvent être ménagées que dans le cadre d'une délégation permanente de l'assemblée délibérante au président permettant la souscription de tels produits de financement.

Compte tenu de ces deux objectifs, il est proposé de compléter la délibération n°10796 en date du 29 mars 2012 :

- en son alinéa 3 relatif aux emprunts et opérations financières afin de prévoir la réalisation d'émissions obligataires groupées et

- d'y ajouter un alinéa 5 bis concernant l'exécution des marchés publics non visés aux alinéas 4 et 5.

Les autres délégations d'attributions consenties par la délibération n°10796 en date du 29 mars 2012 demeurent inchangées.

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération ;
2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

-à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés

-avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts

-avec possibilité de remboursement in fine

-à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR)

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

-des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement

-la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt

-la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

-la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement

Le président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées.

4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics,

prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant de l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur à 1 500 000€HT ,

pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- 5.bis prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics conclus par la Communauté d'Agglomération, ne relevant pas des alinéas 4 et 5 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président.

6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre

- d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
 8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
 9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;
 10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;
 11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
 12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;
 13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
 14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;
 15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
 16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;
 17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
 20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
 21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
 22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de l'agglomération, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;
 23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
 24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 25. indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
 26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
 27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
 28. autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement.
- En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération. La présente délibération abroge la délibération n°10796 du Conseil de Communauté du 29 mars 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10796 du 29 mars 2012,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,

- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON - SAEML ENJOY MONTPELLIER - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant l'examen de la gestion de la SAEM Enjoy Montpellier au cours des exercices 2005 et suivants doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Communauté du 28 juin 2012, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon sur l'examen de la gestion de la SAEML Enjoy Montpellier pour les exercices 2005 et suivants ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant l'examen de la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2002 et suivants a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Communauté du 28 juin 2012, a été joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et doit donner lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon sur l'examen de la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2002 et suivants ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE ENJOY MONTPELLIER - LE CORUM, PALAIS DES CONGRES ET OPÉRA - LE ZÉNITH SUD - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL 2011 DU DÉLÉGATAIRE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Société Enjoy Montpellier exploite depuis le 1^{er} janvier 2009 sous une seule et même convention de délégation de service public et pour une durée de dix ans, les deux équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier que sont le Corum, Palais des congrès et Opéra, et le Zénith Sud.

Le délégataire a remis son rapport de délégation conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.1411-14 de ce même code, ce rapport est mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et au sein des mairies des Communes membres. L'article 10 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété l'article L.1411-3 précité et dispose qu'il soit pris acte du rapport du délégataire sur le service public par l'assemblée délibérante.

Ce rapport sera présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 26 juin 2012.

Ce rapport comprend un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service comprenant les thèmes stratégiques, et des annexes descriptives. Les éléments principaux du rapport sont rappelés ci-après.

1/ Présentation du compte rendu technique et d'activité des deux équipements :

- Activité d'exécution de service public relative au Corum-Palais des Congrès-Opéra

Malgré une concurrence toujours aussi vive sur le plan national et international, le Corum-Palais des Congrès-Opéra a connu en 2011 une activité soutenue, laissant une place toujours plus importante aux manifestations à fortes

retombées économiques directes et indirectes sur la région.

Le Corum-Palais des congrès-Opéra a accueilli 293 événements (soit 15 événements de plus qu'en 2010), lesquels se décomposent pour 53% en manifestations économiques (soit 154 manifestations) et pour 47% en programmation de spectacles (soit 139 spectacles, dont ceux réalisés par l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon). L'établissement enregistre ainsi à cet effet une fréquentation de 452 328 journées participants (contre 434 817 journées participants en 2010) pour un chiffre d'affaires en terme de manifestations accueillies de 4 129 M€.

Les congrès représentent toujours l'essentiel du chiffre d'affaires du Corum, soit 65%, les salons professionnels et grand public se maintiennent à 12% du Chiffre d'affaires et les réunions d'entreprises ont presque doublé passant de 9% à 17% du Chiffre d'affaires, alors que la part relative aux spectacles est en baisse à 6%.

Confirmant l'attractivité de Montpellier, devenue une destination incontestable du tourisme d'affaires, le Corum-Palais des Congrès-Opéra affiche ainsi l'organisation de 169 congrès dont 26 congrès internationaux (avec une pointe de 6 congrès internationaux en septembre).

Au cours de l'année 2011, l'équipement a encore contribué au renforcement du positionnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier parmi les territoires les plus attractifs pour l'organisation de manifestations économiques et de spectacles, et grâce notamment au renforcement de son positionnement à l'international.

Le classement ICCA (International Congress and Convention Association) réalisé en 2011 a positionné Montpellier au 5ème rang des villes françaises de congrès (avec un record de 19 congrès internationaux répondants aux critères ICCA), et au 96ème rang international, faisant entrer Montpellier pour la première fois dans le top 100.

L'association Internationale des Palais des Congrès (AIPC) élabore également un classement des meilleurs palais des congrès dans le monde, classement basé sur l'évaluation des clients organisateurs de congrès ; le Corum-Palais des Congrès-Opéra fait, cette année encore, partie des finalistes.

On relèvera quelques événements notables en 2011 tels que le Congrès Epsilon, les congrès internationaux Origins et rencontres HBES pour la première fois en France, la EU-China Business & Tech Cooperation Fair, les congrès Euromat, les rencontres Eurobiomed.

■ **Activité d'exécution de service public relative au Zénith Sud**

La salle du Zénith Sud a accueilli 84 manifestations (contre 105 en 2010) représentant 200 385 journées participants (dont 156 082 spectateurs). 89% de ces manifestations ont été propres à la diffusion de spectacles et 11% ont été liées à des manifestations économiques.

L'année 2011 enregistre une bonne année de programmation malgré un démarrage assez lent, avec l'accueil d'un public très diversifié. Le Zénith Sud a maintenu son niveau d'activités et développé des spectacles de petite et moyenne capacité, notamment avec la mise en place de la version « Zénith Club », depuis décembre 2009, pour lesquels la demande s'intensifie et se diversifie.

De nombreux artistes ont marqué la programmation 2011 tels Jean Louis Aubert, Charles Aznavour, Patrick Fiori, Bernard Lavilliers, Cali, Florent Pagny, Disney sur Glace, la comédie musicale Mozart, Jammel Debbouze, Laurent Gerra, Dany Boon, plusieurs groupes de reggae en mode Zénith Club, etc...

■ **Principaux moyens mis en œuvre**

L'effectif permanent de la société Enjoy Montpellier (qui intervient également en gestion déléguée sur le site du Parc des Expositions et de l'Arena) compte 133 personnes au 31 décembre 2011. ,

2/ Présentation de la qualité du service public :

L'analyse de la qualité du Service Public montre que l'image du Corum-Palais des Congrès-Opéra et celle du Zénith Sud sont excellentes tant auprès des organisateurs de Congrès qu'auprès du public et des congressistes.

Au cours de l'année 2011, le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud ont renouvelé leurs deux certifications qualité ISO 9001 version 2008 après audit de suivi de l'AFAQ de mai 2011.

Afin de garantir à ses clients et ses actionnaires, une production de services de qualité en toute sécurité et en respectant l'environnement (QSE), Enjoy Montpellier a mis en œuvre un système de management intégré QSE et Développement Durable. Les objectifs de qualité résident dans la haute qualité des équipements et de l'accueil et dans l'innovation. La sécurité s'inscrit dans la prévention de tout risque d'accident du travail, alors que l'implication sociale et sociétale s'affiche dans la recherche de l'accessibilité aux personnes ayant un handicap ; les activités sont développées avec la recherche constante de réduction d'impact sur l'environnement ; aussi l'objectif de développement durable dans le domaine économique par la valorisation des filières d'excellence du territoire et des retombées locales s'impose. Cette démarche vise à obtenir les certifications OHSAS 18001 (sécurité) et ISO 14001 (environnement) ainsi que l'évaluation ISO 26000 (responsabilité sociétale) en complément de la certification actuelle ISO 9001.

L'enquête de satisfaction auprès des organisateurs de manifestations organisées au Corum a donné une note excellente de 9.20 sur 10. L'analyse sur les trois dernières années présente une moyenne de satisfaction de 18.4 sur 20 pour le Corum-Palais des Congrès-Opéra et de 19.3 sur 20 pour le Zénith Sud.

Des thèmes stratégiques autour de la communication mais également autour de la démarche de Développement Durable sont développés afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du site.

- Aussi sur le marché de « l'industrie de la réunion », Enjoy Montpellier va poursuivre sa démarche de prospection commerciale auprès des porteurs de projets locaux, et accentuera en 2012-2015 sa stratégie autour de 3 axes : entretenir les positions actuelles sur le plan national et européen concernant les associations nationales et internationales, et le « corporate » (conventions d'entreprise) ; intensifier la présence sur le marché « corporate » avec notamment la mise en place d'un « Eductour » avec les plus grosses agences événementielles et en lien avec le

combiné « Park&Suites et Arena » ; conquérir de nouveaux marchés tels que le marché associatif américain et le marché des « congrès XXL » de plus de 300 personnes.

- Sur le marché du « divertissement », en termes d'événements sportifs, de concerts nationaux ou internationaux, il s'agira de construire une programmation riche et haut de gamme.
- Sur le marché « Salons », Enjoy Montpellier continuera la création et le développement de salons grand-public et professionnels au service de la région. Enjoy est déjà propriétaire de salons grand- public tels que la Foire Internationale de Montpellier, Equisud, le salon de l'Habitat et Créativa, et de salons professionnels, tels qu'Energiaia, Hydrogaia et l'Aide o soins. De nouveaux salons sont en préparation, en particulier dans le domaine du social, en parfaite adéquation avec les préoccupations du public concerné (exemple : lancement du Salon Objectif autonomie, en coopération avec la CARSAT.)

Au titre des perspectives d'avenir, sur les deux équipements, l'année 2012 s'annonce déjà très favorable.

Pour le Corum-Palais des Congrès-Opéra, les projections actuelles annonce une année stable avec près de 83% de chiffre d'affaires aujourd'hui sécurisé.

Parmi les manifestations notables pour 2012 au Corum-Palais des Congrès-Opéra, on peut citer à l'international le Salon Top Transport Europe, Clays in natural and engineered barriers for radioactive waste confinement, Congrès international de la société d'Ethnobiologie, The European Conference on Artificial Intelligence...et au niveau national, le salon régional de l'Enseignement Supérieur de Montpellier, le colloque de médecine nucléaire de langue française, le 110ème congrès de psychiatrie et de neurologie de langue française, les assises de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes...

Pour le Zénith-Sud, la programmation s'annonce particulièrement riche en spectacles de petite et moyenne capacité avec notamment la comédie musicale Mama Mia, une nuit zébrée avec radio nova, ou encore des artistes français (Julien Clerc, Benabar, Pierre Perret), des spectacles pour enfants (Disney sur glace, Dani Lary), des humoristes (Laurent Gerra, Stephane Rousseau, Nicolas Canteloup)...

3/ Présentation du compte rendu financier sur les deux équipements :

Le compte de résultat pour 2011 des deux équipements affiche un chiffre d'affaires global de 10 428 K€ (contre 10 397 K€ en 2010), soit une progression de 0.3%. Ce chiffre d'affaires est réalisé à près de 81% sur l'ensemble immobilier du Corum et à 15% sur le Zénith Sud.

Les dépenses d'exploitation s'élevant en progression de 0.4%, à hauteur de 10 075 K€, il ressort un résultat net, après impact des dotations aux amortissements, des provisions pour renouvellement de l'équipement, et du résultat financier, à 275 K€, au-delà des objectifs financiers prévus dans le contrat (+21%).

La redevance 2011 issue du contrat de délégation de service public ainsi versée par le délégataire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'est ainsi élevée à 562 K€ pour sa partie fixe, 284 K€ pour sa partie variable et 10 K€ pour la redevance de contrôle, soit un total de 856 K€. La redevance variable basée sur les résultats de l'année 2011 ne sera versée qu'en 2012 à l'Agglomération.

Au niveau des investissements, l'obligation de renouvellement prévue dans le cadre du contrat de délégation de service public, a été réalisée à hauteur de 288 K€ sur le Corum et de 13 K€ sur le Zénith Sud. Parallèlement des investissements (hors renouvellement) ont été réalisés pour 103K€ sur le Corum et pour 18K€ sur le Zénith sud.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel 2011 du délégataire concernant le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Les administrateurs de la société Enjoy Montpellier ne prennent pas part au vote : J.-P. Moure, J. Martin, N. Bigas, C. Valette, F. Prunier, G. DeLoncle, M. Aslanian.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.